



SEVENTH NATIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

FIRST SESSION

TUESDAY 18 JUNE 2024

CONTENTS

PAPERS LAID

MOTION

BILLS (*Public*)

THE CABINET

(Formed by Hon. Pravind Kumar Jugnauth)

Hon. Pravind Kumar Jugnauth	Prime Minister, Minister of Defence, Home Affairs and External Communications, Minister for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity
Hon. Louis Steven Obeegadoo	Deputy Prime Minister, Minister of Housing and Land Use Planning, Minister of Tourism
Hon. Mrs Leela Devi Dookun-Luchoomun, GCSK	Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology
Dr. the Hon. Mohammad Anwar Husnood	Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management
Hon. Alan Ganoo, GCSK	Minister of Land Transport and Light Rail
Dr. the Hon. Renganaden Padayachy	Minister of Finance, Economic Planning and Development
Hon. Georges Pierre Lesjongard	Minister of Energy and Public Utilities
Hon. Mrs Fazila Jeewa-Daareewoo, GCSK	Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity
Hon. Soomilduth Bholah	Minister of Financial Services and Good Governance
Hon. Kavydass Ramano	Minister of Environment, Solid Waste Management and Climate Change
Hon. Mahen Kumar Seeruttun	Minister of Agro-Industry and Food Security
Hon. Maneesh Gobin	Attorney General, Minister of Foreign Affairs, Regional

	Integration and International Trade
Hon. Jean Christophe Stephan Toussaint	Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation
Hon. Mahendranuth Sharma Hurreeram	Minister of National Infrastructure and Community Development
Hon. Darsanand Balgobin	Minister of Information Technology, Communication and Innovation
Hon. Soodesh Satkam Callichurn	Minister of Labour, Human Resource Development and Training
Dr. the Hon. Kailesh Kumar Singh Jagutpal	Minister of Health and Wellness
Hon. Sudheer Maudhoo	Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping
Hon. Mrs Kalpana Devi Koonjoo-Shah	Minister of Gender Equality and Family Welfare
Hon. Avinash Teeluck	Minister of Arts and Cultural Heritage
Dr. the Hon. Mrs Marie Christiane Dorine Chukowry	Minister of Commerce and Consumer Protection
Dr. the Hon. Anjiv Ramdhany	Minister of Public Service, Administrative and Institutional Reforms
Hon. Ms Naveena Ramyad	Minister of Industrial Development, SMEs and Cooperatives

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Speaker	Hon. Sooroojdev Phokeer, GCSK, GOSK
Deputy Speaker	Hon. Mohammad Zahid Nazurally
Deputy Chairperson of Committees	Hon. Ashley Ittoo
Clerk of the National Assembly	Ramchurn, Ms Urmeelah Devi
Adviser	Dowlutta, Mr Ram Ranjit, CSK
Clerk Assistant	Gopall, Mr Navin
Clerk Assistant	Seetul, Ms Darshinee
Clerk Assistant	Naika-Cahanee, Mrs Prishnee
Adviser, Hansard	Allet, Mrs Marie-Hélène Caroline
Assistant Hansard Editor	Hurdoss, Miss Doushika
Parliamentary Librarian and Information Officer	Jeewoonarain, Ms Prittydevi
Acting Serjeant-at-Arms	Seegobin, Mr Somduth

MAURITIUS

Seventh National Assembly

FIRST SESSION

Debate No. 14 of 2024

Sitting of Tuesday 18 June 2024

The Assembly met in the Assembly House, Port Louis, at 10.30 a.m.

The National Anthem was played

(Mr Speaker in the Chair)

PAPERS LAID

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, the Papers have been laid on the Table.

A. Prime Minister's Office
Ministry of Defence, Home Affairs and External Communications
Ministry for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity

Certificate of Urgency in respect of the following Bills (In Original):

- (i) The Constitution (Amendment) Bill (No. V of 2024);
- (ii) The Political Financing Bill (No. VI of 2024); and
- (iii) The Road Traffic (Amendment) Bill (No. VII of 2024).

B. Ministry of Arts and Cultural Heritage

The National Heritage (Amendment of Schedule) Regulations 2024. (Government Notice No. 102 of 2024)

MOTION**SUSPENSION OF S.O. 10(2)**

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (2) of Standing Order 10.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed to.

PUBLIC BILLS*First Reading*

On motion made and seconded, the following Bills were read a first time –

- (a) *The Constitution (Amendment) Bill (No. V of 2024)*
- (b) *The Political Financing Bill (No. VI of 2024)*
- (c) *The Road Traffic (Amendment) Bill (No. VII of 2024)*

*Second Reading***THE APPROPRIATION (2024-2025) BILL****(No. IV of 2024)**

Order read for resuming adjourned debate on the Second Reading of the Appropriation (2024-2025) Bill (No. IV of 2024).

Question again proposed.

Mr Speaker: I now call hon. Ganoo!

(10.34 a.m.)

The Minister of Land Transport and Light Rail (Mr A. Ganoo): M. le président, je voudrais tout d'abord remercier le leader of the House et le *Chief Whip* du gouvernement de

m'avoir permis d'intervenir *out of turn* dû à la situation de ma gorge vendredi dernier. En tout cas, merci encore une fois.

M. le président, j'étais assis, écoutant plusieurs discours de l'opposition, de membres de l'opposition et finalement, je me suis dit que des mensonges, des fabulations, d'hystéries, des contrevérités et du cinéma, M. le président.

Ce budget du gouvernement a été littéralement mitraillé par l'opposition, mais heureusement, aucune balle n'a fait mouche. Par contre, M. le président, nous notons aujourd'hui l'absence de l'opposition. Est-ce surprenant ? Savez-vous que dans le passé, le Parti travailliste, je me souviens très bien, entre 2000-2005, avait boycotté presque tous les budgets du gouvernement MSM-MMM à l'époque ? Ils n'étaient jamais présents, M. le président.

Aujourd'hui, c'est pour fuir les dernières salves, les derniers boulets rouges des orateurs qui me succéderont, ils ont préféré se défiler, pour ne pas écouter la vérité, comme on dit en créole *tchuit*, M. le président ! J'aurais aimé qu'ils soient présents pour écouter cette vérité. Malheureusement, ils ne sont pas là. Et, à vaincre sans péril, M. le président, on triomphe sans gloire.

Merci de me donner l'occasion de participer au débat sur ce discours du budget, c'est le dernier exercice budgétaire de notre mandat et il est opportun de jeter un regard sur le chemin parcouru au cours de ces derniers cinq ans. Comme l'a dit quelqu'un avant moi, l'heure est au bilan tant pour le gouvernement que pour l'opposition.

M. le président, permettez-moi d'abord de témoigner mon appréciation envers le *stewardship* économique exemplaire de mon collègue, le Dr. Padayachy, qui a su guider et aiguillonner notre économie à travers les moments les plus délicats, les plus *challenging* de notre histoire récente. Je souhaite également saluer, M. le président, l'engagement et le leadership visionnaire de notre Premier ministre, l'honorable Pravind Kumar Jugnauth, le Grand Timonier comme on surnommait le Chairman Mao à l'époque, M. le président !

Son dévouement, je dirais même, son obsession à protéger notre nation durant les crises que nous avons traversées depuis notre entrée en fonction a été exemplaire. Malgré ces défis, les efforts conjugués de notre Premier ministre, du Dr. Padayachy et du gouvernement dans son

ensemble, n'ont pas seulement permis de gérer autant de crises, de maintenir la croissance économique, de multiplier les projets de développement, mais ont aussi renforcé notre engagement envers la justice sociale.

M. le président, comme tout gouvernement, nous avons été élus pour un mandat de cinq ans durant lequel nous nous sommes tenus de présenter un budget annuellement. Il est donc logique et prévisible que le cinquième budget soit présenté l'année des élections. Qu'y a-t-il donc d'étrange à cela ? En quoi ce budget est-il électoraliste, comme le prétend avec désinvolture l'opposition et ses alliés ?

M. le président, il n'y a rien d'électoraliste dans la démarche du gouvernement, et de surcroît, ce budget s'inscrit dans la continuité. C'est le même fil de conducteur qui sous-entend les quatre budgets précédents. Il a toujours eu, comme nous avons vu, une cohérence dans nos différents budgets. L'inclusion sociale a été une constance dans nos actions dès notre arrivée au gouvernement. Le budget 2024-2024 est un budget de continuité, car il partage les mêmes objectifs que les exercices précédents : renforcer la résilience économique en consolidant la protection sociale et réduire les inégalités dans le pays.

Notre collègue, l'honorable Dr. Padayachy, est resté cohérent dans sa philosophie, dans son concept et sa vision d'un modèle de développement inclusif et juste, mettant l'accent sur la résilience économique.

L'opposition, M. le président, interprète les mesures d'accompagnement social du présent budget comme des simples manœuvres électorales ou politiques. Soyons sérieux, M. le président, c'est ne pas ce budget qui a introduit le salaire minimum. C'est ne pas avec ce budget que le gouvernement a commencé à augmenter de manière notable les pensions et autres prestations sociales.

Est-ce dans ce présent budget que nous avons introduit le *CSG Income Allowance* ? Ce n'est pas dans ce budget que nous avons introduit le *Child Allowance*. Ce n'est certainement pas dans ce budget que nous avons instauré le revenu minimum garanti. M. le président, est-ce dans ce budget que ce gouvernement a annoncé que nos enfants de moins de 18 ans, atteints d'un cancer, seront entièrement pris en charge par l'État dans les meilleurs centres de cancérologie, étrangers ou locaux ? Toutes ces politiques, comme bien d'autres encore, étaient en place,

certaines même depuis plusieurs années déjà, et ce, dans le cadre d'une vision de développement et d'un partage plus équitable du gâteau national. Nous ne faisons pas de la politique partisane ou des stratégies de votes.

En réalité, M. le président, c'est bien l'opposition qui a choisi de transformer ce débat budgétaire en une véritable plateforme électorale et politicaille de bas étage. Leur posture du jour est le reflet même de la démagogie et de la tromperie dont ils ont fait leur *trademark* depuis leurs débattre sans appel en novembre 2019.

Quant à nous, de ce côté de la Chambre, nous arrivons à terme de notre mandat dans la plus grande sérénité et nous nous apprêtons à entamer l'après 2024 en toute confiance, M. le président. *Mark my words*, M. le président, cette majorité silencieuse et ce peuple intelligent nous fera confiance de nouveau. Nous serons là en juin 2025 avec le Premier ministre, Pravind Jugnauth et son ministre des Finances pour présenter le premier budget de la prochaine législature et, M. le président, quand nous serons assis de ce côté de cette Chambre, le thème du prochain budget 2025-2026, permettez-moi, M. le ministre des Finances de suggérer pourrait être pourquoi pas 'Aujourd'hui Nous Appartient'. M. le président, en tout cas, nos amis de l'autre côté de la Chambre ne doivent se faire aucune illusion à ce sujet.

M. le président, depuis novembre 2019, l'opposition s'est lancée dans une campagne intense de discrédit en s'oubliant nos institutions démocratiques vitales, vilipendant honteusement notre Commissaire électoral, discréditant notre monnaie nationale. Ils ont élaboré toute une manœuvre pour saper la confiance des mauriciens dans leur pays, pour distiller et entretenir la peur et le désespoir et même la haine au sein de certains groupes ciblés de la population et mettre en péril la cohésion sociale. Vous savez de quoi je parle.

Depuis lundi, c'est le même discours, la même rengaine que nous entendons dans cette Chambre ; un discours de ressentiment, de frustration profonde, de nervosité, d'agitation mal maîtrisée qui cache mal leur intention sinistre. Ils choisissent sûrement la démesure, l'exagération, le cynisme, le langage excessif voire l'insulte pour tenter de discréditer un budget qui manifestement les a assommés, désorientés, et décrédibilisés aux yeux de la population et surtout aux yeux de leurs propres électeurs.

L'on peut facilement comprendre leur frustration à plus forte raison à l'approche des élections, M. le président, mais malgré tout ce tapage tonitruant et leurs critiques insensées, l'opposition n'a jamais pu prendre de la hauteur et venir proposer un projet de société viable à la population. Avions-nous entendu, M. le président, une seule proposition valable et viable de la part de l'opposition ?

D'ailleurs, M. le président, durant tous les débats pendant ces cinq jours, aucun des députés de l'opposition n'a fait référence aux 20 mesures de Ramgoolam. C'est la preuve qu'ils n'y croient même pas. Ces 20 mesures du 1^{er} mai étaient chimériques, M. le président, du bluff pour épater la galerie, pour appâter leurs partisans avec le mirage d'une éventuelle reconquête du pouvoir et parmi ces 20 mesures, je prends un exemple. Une proposition – l'introduction de *la Freedom of Information Act*, M. le président, sur la liste des 20 mesures. Or c'est une idée qui était déjà dans un programme électoral précédent du Parti travailliste mais qui n'a jamais abouti parce que Ramgoolam avait lui-même affirmé à l'Assemblée nationale en 2011 comme en témoigne le Hansard, qu'il n'y croit plus et qu'il anticipait trop de difficultés à son fonctionnement éventuel, M. le président. Mais rien ne nous surprend sur cette opposition stérile.

On a qu'à se référer aux commentaires de leur leader. Après chaque budget, c'est toujours les mêmes blablas « budget mirage », « budget confettis », « budget banqueroute », « budget sirop », « marasme économique », « ICU » ; cette fois-ci « *kalamindas* », M. le président.

Le gouvernement par contre, M. le président, ne s'est jamais laissé perturber par ces fabulations et ces tentatives de déstabilisation ; ni hier encore moins aujourd'hui. Alors que l'opposition prédisait le marasme économique, le pays a connu deux années de forte croissance, 9.9 % en 2022 et 7 % 2023 et nous maintenons la dynamique avec un taux de 6.5 % pour 2024.

Pendant que l'opposition jouait aux prophètes de malheur, nous nous sommes mis au travail pour ramener le chômage à son taux le plus bas en 27 ans, soit à 6.1 % en 2023. Nous sommes pratiquement dans une situation de plein emploi chez les hommes avec un taux de chômage de 4.6 % alors que le chômage chez des femmes et des jeunes ont pris une tendance définitive à la baisse. Pendant que l'opposition était occupée avec leur campagne infecte de *zet labou* à travers leur *fake news* et ce, quelque fois avec l'aide des journalistes censés

indépendants, nous avons introduit et augmenté le salaire minimum, accordé le *CSG Income Allowance* de R 3 000, R 2 500 et de R 1 000 selon les barèmes salariales à 500 000 travailleurs de ce pays pour soutenir leur pouvoir d'achat en ce temps d'inflation mondiale.

Pendant qu'elle alimentait la peur auprès des opérateurs économiques, l'investissement privé a connu une forte progression de 23 % en 2023 et des investissements directs étrangers record de l'ordre de 37 milliards ont été enregistrés. Pendant que cette opposition clamait sur tous les toits la faillite de l'État, le taux de la dette publique continue de chuter 91.9 % du PIB en juin 2021 à 74.5 % en juin 2024. Pendant que l'opposition s'amusait à discréditer la roupie et la rendre vulnérable aux attaques spéculatives, nos réserves se sont renforcées à 11 mois de couverture d'impôts contre seulement six mois en décembre 2014, lorsqu'ils avaient quitté le pouvoir et le déficit du compte courant s'est rétréci nous mettant dans une opposition plus sereine, face aux chocs potentiels de l'économie mondiale.

M. le président, le FMI, comme on dit mes amis avant moi, dans sa dernière consultation de l'article (4), a confirmé la robuste reprise de l'économie mauricienne grâce aux politiques adoptées par le gouvernement pour recadrer les fondamentaux économiques et pour placer la croissance sur une trajectoire soutenue. Je m'y attarderai pas mais dans son rapport, *l'Executive Director for Mauritius*, monsieur Regis N'Sonde, et *l'Adviser to the Executive Director*, Carvalho da Silveira ont fait remarqué que *the Maurician Authorities proactive efforts in recent years to address the economic crisis strengthen the underlying economic structure and implement an effective policy mix have successfully driven a strong recovery from the pandemic. The economy is currently experiencing various growths exceeding earlier GDP projection highlighting the government's effective crisis management and positioning Mauritius well for a stable and sustained recovery.*

Sur le plan d'emploi aussi, des commentaires positifs – la performance externe l'économie a également été évaluée positivement par les deux experts qui se réfèrent à une situation nettement améliorée du compte courant et de la nouvelle réserve internationale.

M. le président, c'est sur la base de cette robuste performance et des richesses que l'économie mauricienne a créées au cours de ces dernières années que le budget vient généreusement proposer des mesures d'accompagnement social en accord avec notre philosophie

de redistribution équitable, des fruits de la croissance aux diverses couches de la population en particulier celles au bas de l'échelle sociale et aux classes moyennes.

Nous ne sommes aucunement en train d'hypothéquer l'économie comme l'allègue l'opposition. Au contraire, nous la rendons plus forte, plus résiliente, plus performante, mais aussi, M. le président, plus inclusive, et plus solidaire. M. le président, depuis la présentation du budget, nous avons eu droit à encore une nouvelle vague d'hystérie de la part de l'opposition. Nous avons entendu diverses critiques ; les unes plus infondées que les autres. Par exemple, l'opposition a dénoncé la décision d'accorder une déduction fiscale de R 60 000 aux familles dont les enfants fréquentent une école privée. J'ai entendu le leader de l'opposition et d'autres dirigeants de l'opposition venant dire que nous sommes en train de privatiser l'éducation et de démanteler le *Welfare State* avec une telle mesure.

M. le président, accuser ce gouvernement et le Premier ministre de démanteler le *Welfare State*, c'est de la perfidie. C'est prendre notre population pour dupe. M. le président, je l'ai déjà dit dans un passé pas lointain, l'histoire se rappellera de Pravind Jugnauth comme le père de l'état providence de la république de Maurice. Permettez-moi M. le président, de rappeler que de telles déductions d'impôts ont toujours existé, que ce soit pour l'assurance médicale, les contributions en fonds de pension ou encore les frais de scolarité universitaire entre autres. Pourquoi donc cette opposition à cette mesure, si ce n'est par mauvaise foi ? Le Parti travailliste a donc décidé de s'opposer à une mesure destinée à alléger le fardeau de la classe moyenne. Au moins, ils font preuve de cohérence dans leur attitude de mépris envers les classes moyennes.

Dois-je vous rappeler, M. le président, que d'un simple coup de plume en 2006, ce même Parti travailliste avait abrogé tout le système de déduction fiscale sans la moindre considération pour les familles à revenu moyen. Pire, ils avaient imposé à cette classe moyenne une taxe immobilière rurale unique ainsi qu'une taxe sur l'épargne, sur les économies durement acquises et certains d'entre eux ont osé arguer que ce budget n'a proposé aucune mesure pour la classe moyenne. *Which is which*, M. le président ?

Mais c'est ce gouvernement qui a redonné à la classe moyenne sa dignité, l'espoir d'un meilleur lendemain. Rappelez-vous les déductions fiscales proposées dans le budget de l'année dernière. Rappelez-vous, M. le président, de la proposition de remboursement de R 500 000 pour toute acquisition d'un terrain immobilier. Mesures d'avant-garde dans le secteur immobilier pour

plus de justice sociale et de justice fiscale parce que le gouvernement de *l'Alliance Morisien* a placé la lutte contre les inégalités au cœur de ces choix politiques. De toute évidence, le gouvernement et l'opposition ne partagent pas les mêmes priorités sur ce registre.

Ici, de ce côté de la Chambre, nous ne sommes nullement surpris que le MMM et le Parti travailliste se sont reconvertis aujourd'hui à l'orthodoxie économique et budgétaire et échouent à saisir pleinement la pertinence et l'impact de nos choix. M. le président, dans ce budget, nous importons encore de mesures pour combattre la pauvreté et soutenir les classes moyennes sur lesquels encore une fois je n'y m'attarderai pas, mes amis de ce côté de la Chambre y ayant déjà commenté longuement.

Les 500 000 personnes bénéficiant de l'augmentation de la *CSG Income Allowance*. Les 110 000 salariés travailleurs qui touchent moins de R 20 000 par mois qui auront droit à une allocation de R 3000, le revenu minimum garanti, l'allocation égalité des chances, le *Child Allowance*, le *School Allowance*, les pensions de retraite universelle rehaussées à R 14,000 au minimum, les personnes en situation de handicap toucheront le *Basic Invalidity Pension* de R 14 000 à partir de juillet, le *Maternity Allowance* mensuel de R 2 000 pour les mamans et futures mamans, l'allocation de mauvais temps de R 800 pour les pêcheurs, le gaz ménager, etc.

M. le président, il y en a trop, mais je voudrais quand même éclairer la Chambre sur deux mesures qui n'ont pas été l'objet de commentaires dans la Chambre depuis le débat. M. le président, pour montrer encore une fois avec force le caractère humain de ce gouvernement pour protéger les familles vulnérables de notre pays, je voudrais commenter, M. le président, sur un *scheme* qui s'appelle le *Grant for the purchase of Water Tanks and l'Amnesty Scheme*. M. le président, savez-vous que ce gouvernement a proposé à travers le DBM un *Water Tank Scheme* en février 2022 ? Sous ce *scheme*, *households with a monthly income of Rs50,000 were eligible for a grant of Rs8000 to purchase a water tank* d'une capacité minimum de 500 litres *and a water tank*.

Dans le budget 2023-24, le gouvernement a davantage augmenté le *grant* de R 8 000 à R 15 000, M. le président. Ce que je veux dire à la Chambre, *as of date*, il y a 46 000 familles qui ont bénéficié de ce *Water Tank Grant* pour une somme totale, écoutez-moi bien, M. le président, de R 480 millions. Ce *scheme is ongoing* et le ministère des Finances *has provided an additional*

amount de R 175 millions cette année-ci. Les bénéficiaires viennent de toutes les régions du pays. Par exemple, dans notre circonscription, 6 000 familles ont bénéficié de ce *scheme*, M. le président.

Donc, l'année prochaine, *by next financial year, Government would have disbursed*, si on ajoute R 480 millions à R 175 millions de cette année-ci, R 655 millions au peuple mauricien pour un *water tank* gratuit et une pompe gratuite, M. le président. Un autre projet *l'Amnesty Scheme*, encore une fois comme un gouvernement *compassionate et caring*. Le DBM *was called upon*, d'implémenter un *Amnesty Scheme for the write off of loans of fishermen, planters, breeders and which were outstanding for more than 10 years for an amount of up to R 200 000*.

Dans le budget 2022-23, le gouvernement *improved the eligibility criteria to include micro enterprises and the full write off of loans* de plus de 20 ans. M. le président, selon mes renseignements, le DBM *has written off loans of some 2166* bénéficiaires *for a total sum of Rs230 million*. M. le président, R 230 millions que les bénéficiaires ont pu économiser. *In the present budget, provision has been made that the write off will be extended up to le 30 juin 2025 for the 4 categories. What better proof*, M. le président, *d'un caring Government helping the most vulnerable members of our society?*

M. le président, comme l'on dit avant moi, les revenus moyens mensuels des ménages, comme nous le savons tous, ont augmenté. Le revenu médian par ménage est passé de R 28 250 à R 45 000 durant la période 2017 à 2023. Dorénavant, avec ces diverses allocations, augmentations, subsides, les revenus des ménages vont encore s'améliorer pour assurer une plus grande mobilité sociale des classes moyennes et des personnes à faible revenu. *Mr Speaker, Sir*, fort de notre succès économique, fort de nos acquis et de notre feuille de route pour soutenir la croissance, nous visons maintenant à une *trillion* économie à l'horizon 2030.

Le budget 2024-25 à cet effet propose une vaste panoplie de mesures pour accélérer le développement économique et rehausser la compétitivité de l'économie mauricienne. Le gouvernement, en effet, se mobilise sur plusieurs fronts ; facilitation des affaires, appui à la production alimentaire, énergie renouvelable, tourisme, *l'Artificial Intelligence*, l'économie bleue, au secteur manufacturier, des nouvelles dispositions préconisées pour faciliter le recours à

la main-d'œuvre étrangère dans ce secteur qui font face à un manque de ressources humaines sont bien accueillis par les opérateurs dont les PME.

M. le président, malgré notre bonne réputation au niveau régional et international en termes d'*Ease of Doing Business*, nous allons confronter les entraves administratives, régulatrices et légales qui freinent l'initiative privée et le développement de diverses activités économiques. Le régime de licence sera allégé pour faciliter les investissements. Les délais pour obtenir le permis et licences pour opérer dans les centres financiers seront ramenés à 10 jours ouvrables. M. le président, la diplomatie mauricienne de son côté est pleinement mobilisée dans cette vaste stratégie pour diversifier nos marchés et nos sources d'approvisionnement. Nous allons explorer de nouvelles opportunités sur le CECPA avec l'Inde, la FTA avec la Chine, les accords régionaux de la SADC et du COMESA et de l'*African Continental Free Trade Area*.

D'autre part, Maurice et les Émirats arabes unis vont bientôt signer un accord de partenariat économique. Nous continuons par ailleurs de consolider nos échanges avec l'Union européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis. M. le président, nous voulons bénéficier de notre accès préférentiel sans précédent au marché auprès de 70 % de la population mondiale. En effet, notre stratégie à long terme est de bénéficier d'une panoplie de pas moins de dix accords de libre-échange, couvrant 85 pays et est destiné à toucher 5.4 milliards de consommateurs. Une analyse de nos exportations totales révèle, M. le président, que les exportations totales sont passées de R 71.6 milliards en 2017 à R 83.1 milliards en 2022, soit une augmentation de 16 %.

Les exportations intérieures vers l'Inde en 2023 s'élevaient à R 2.1 milliards, vers la Chine ont augmenté encore, les exportations vers la SADC s'élevaient à R 21 milliards tandis que les exportations vers l'Union européenne s'élevaient à R 34 milliards. M. le président, nous continuerons à tirer le meilleur parti de ces accords commerciaux préférentiels.

M. le président, permettez-moi de dire quelques mots sur mon ministère, sur le secteur du transport parce que je suis sûr qu'il y a beaucoup de renseignements que je voudrais donner à la Chambre et au public en général.

M. le président, this budget will undoubtedly contribute towards the modernisation of the land transport sector due to the unprecedented investment in the field of mobility. Very often, one tends to overlook the critical role played by the public transport. We need to acknowledge

that the transport sector is a lynchpin towards the mobility of our people and acts as a catalyst for economic activities in terms of smooth movement of goods and merchandise. This is why Government has, over the past years, relentlessly pursued with the modernisation of the transport landscape with a view to improve connectivity across the island.

Mr Speaker, Sir, bearing a daily ridership of some 465,000 *voyageurs* availing on average public transportation, we have continuously striven in up scaling our transport system so as to meet the needs of citizens. We are very well alive to the plight of the industry and the challenges lying before them. I myself regularly have consultations with the transport operators and due attention has been given to the issues impacting the public transport sector.

Mr Speaker, Sir, this is why in order not to impair the financial position of the industry, we proceeded once more with the grant of subsidies to the bus operators for them to be in a position to meet their operating expenses in terms of diesel and wages subsidy which are components accounting up to 80% of their cost structure.

The House will appreciate, Mr Speaker, Sir, that in the absence of any support from Government, we would have no other option than to proceed with an increase in bus fares and this, by several falls, in order to reflect the real cost involved in the operation of buses notwithstanding the fact that many operators, especially those operating on non-premium routes would have had to surrender their licence and cease operation. This would have generated in lay off and absence of transport of facilities in respect of citizens residing in remote localities. Against this backdrop, to further assist the industry, amidst the new normal, we have increased the budgetary provision from Rs820 million to nearly Rs1.1 billion, Mr Speaker, Sir.

The transport industry is heavily subsidised by Government in terms of various financial supports to compensate the bus operators. The aim of providing all this support is to allow the transport cost – as I said – to remain as low as possible so that commuters from the poorest strata are not penalised by abrupt and sharp increase in fares.

M. le président, in the face of representation made regarding the acute shortage of labour in the bus industry, namely, bus drivers, Government has agreed to authorise bus operators to source foreign bus drivers from specific countries and subject to strict conditions so that they

could palliate the shortage in labour. In the absence of such measures, Mr Speaker, Sir, the bus operators would not have been in a position to release their entire fleet and this would have been to the detriment of commuters.

Similarly, following serious concerns and representations made by bus operators as regards some type of buses entailing lower seating capacity and higher operating cost, we again, after careful analysis and taking into consideration the negative impact of low reliability buses on service level, authorised bus operators to source alternative types of buses other than semi-low floor buses. We also took into consideration the severe impacts which the COVID-19 pandemic had on the industry leading to bus operators to defer their fleet replacement plan and for which measures had to be taken to encourage the operators to renew their buses and I note that some of the bus companies have already initiated relevant actions in that regard.

Further, Mr Speaker, Sir, in a spirit of improving mobility and providing more flexibility in the delivery of service, we have reviewed the conditions and parameters under which public service vehicles currently operate so that they are in a better position to meet the needs of riders. In fact, in order to make our licencing regime more responsive and adapt to the evolving requirements of our passengers, we brought amendments to the Road Traffic Act last year in July so as to streamline the licencing process.

Furthermore, Mr Speaker, Sir, in order to address any non-compliance from transport operators as regards to the level of service, we proceeded with the setting up of a Disciplinary Committee at the level of the NLTA so as to keep operators to their toes and take such actions as may be required in order to ensure that they provide satisfactory service. This Disciplinary Committee has played a crucial role in making sure that disciplinary actions are taken against defaulters failing to provide satisfactory services.

M. le président, laissez-moi dire quelques mots sur la CNT, le National Transport Corporation. Mr Speaker, Sir, there is need to give credit to the social role played by the National Transport Corporation which operates on a large number of routes where there are either minimal ridership or long distance ones and which allows residents of remote regions to have access to reliable public transport services.

Mr Speaker, Sir, we need to acknowledge that the NTC has, despite the fact that these routes are highly unprofitable and commercially unattractive to private bus operators, but without fail they continue to service these routes throughout all these years. *En passant, je voudrais rendre hommage, M. le président, à tous les employés du service du transport, inclut à la CNT pour le travail formidable qu'ils font au service de la population.* It is therefore, *M. le président*, more appropriate for Government to support the NTC in fulfilling its social obligations towards the nation.

In this context, necessary arrangements have been made to assist the NTC to renew its fleet so as to improve bus services including the setting up of appropriate charging facilities. In this context, 20 brand new buses have been registered in the fleet of the NTC and arrangements are being made for 100 new buses with a view to further rejuvenate the fleet of the corporation. *La semaine prochaine ces 20 brand new buses, M. le président, seront mis sur nos routes.*

M. le président, laissez-moi aussi dire quelques mots sur the electric buses because we still believe that the operation of electric buses will be a game changer for the industry as it would not only allow Mauritius to meet its commitment towards the reduction of greenhouse gas emissions by 40% by the end of this decade, but would also enable the industry to reduce its operating cost with savings on diesel and maintenance as well as providing a better travel experience to the commuters in terms of quieter trips with less vibration.

In this context, we want the NTC to be the torch bearer for electric mobility and the corporation will, in the month to come, receive its first batch of electric buses. And here, Mr Speaker, Sir, allow me to extend my deepest gratitude to the Republic of India for its gracious assistance in allowing the NTC to renew its ageing fleet with new electric buses.

Mr Speaker, Sir, several comments have been made about this issue of electric buses. I wish to reiterate to the House that the decarbonisation of the land transport sector is high on the agenda of this Government. With this in mind, several measures have been introduced through the successive budgets to promote e-mobility and induce an uptake in electric vehicles. Accordingly, bus operators can now avail under the Bus Modernisation Scheme, a subsidy amounting to 30% of the cost of an electric bus subject to a maximum of Rs3.5 million per bus.

In addition, in order to reduce the finance cost linked with the acquisition of an electric bus, the leasing rates provided by the IFC which is Government-owned was reduced from 3% to 2%.

With regard to the vehicular fleet in Mauritius, the vehicle fleet in general, it is therefore not out of sheer luck that the number of electric vehicles and hybrid vehicles has increased significantly, witnessing a growth from 24% to 46% in the sales of new vehicles. With regard to the acquisition of these electric buses for the NTC, I have to inform the House, Mr Speaker, Sir, and the country at large that my Ministry is constantly liaising with the Indian authorities for the sourcing of these 200 buses. It has been agreed in principle that 100 out these 200 e-electric buses would be in the form of a grant component while the other buses will be financed under a concessionary line of credit.

In this context, the technical specifications of these buses are being worked out, have been finalised in consultation with the Indian authorities and my Ministry has regularly interacted with the Indian authorities in order to agree on the technical components on the buses. Same are now finalised, needful has been done to formalise the above arrangement. However, Mr Speaker, Sir, as this entails a Government to Government approach, there is need to secure all relevant clearances and follow all established process in connection with the above. A tendering exercise at the level of the Indian authorities; the Indian authorities would be responsible for the tendering exercise, Mr Speaker, Sir, prior to the placement of the purchase order.

Mr Speaker, Sir, coming to the National Land Transport Authority, I would like to make a few comments also because we are conscious of the various issues encountered recently with regard to the counter services of the NLTA.

Mr Speaker, Sir, I will comment on the implementation of the various measures which my Ministry proposes to enhance the counter services at the NLTA, in respect of the numerous operations carried out related to the current 650,000 vehicle fleet, which is increasing at the rate of 4% annually.

Mr Speaker, Sir, in accordance with the Road Traffic Act and the NLTA Act, the main transactions effected at the current 42 counters distributed at its Head Office at Cassis, 37 counters, sub-offices: Port Louis: 7 counters; Forest Side: 4 counters, and Flacq: 4 counters,

include payment of motor vehicle licence for private company and other vehicles operating under a PSVL, issue of *Certificat de Gage sans Déplacement*, transfer of ownership, custom clearance, removal permits, issue/re-issue loss of registration book, that is the horse power, amendments to particulars of vehicle, re-registration, inscription, removal of lien, change of name and address, and copy of entry.

There are at least 800 customers who call at the NLTA counters daily and some 27,000 transactions are carried out on a monthly basis, with the highest frequency for the payment of motor vehicle licence (MVL) or the issue of the horse power or the issue of the *Certificat de Gage sans Déplacement* and transfer of ownership of vehicle. By the way, Mr Speaker, Sir, all these transactions yield a revenue of about Rs2.8 billion at the NLTA counters per year to Government.

I come, therefore, to the Online Renewal of Motor Vehicle for Private Vehicles. Mr Speaker, Sir, the renewal of MVL, also commonly referred to as *déclaration*, is one of the transactions recording the highest frequency at the NLTA counters. Despite the Online MVL Phase 1 in November 2018, in respect of motor vehicles other than public service vehicles and carriers involving some 350,000 vehicles, there has not been a proper uptake of the service.

Now, a cut-off date of 31 July 2024 has been set so that all renewal of MVL is made solely through the online platform instead of the NLTA counters. However, to cater for a smooth transition towards online services, a period of up to 01 December 2024 will be provided for such transactions to be physically effected at the Post Office. A helpdesk is being set up by the NLTA to assist users encountering problems while using the online system and a sensitization campaign will follow.

Furthermore, the second phase of the Online MVL Platform, involving all other types of vehicles, is in its testing phase and is expected to live before the end of this year. Hence, the renewal and payment of MVL by owners of private vehicles, I repeat, would have to be carried out solely through the Online MVL Platform as from 02 December 2024.

Mr Speaker, Sir, I come to the *Certificat de Gage sans Déplacement*. There are currently around 51,000 *Certificats de Gage sans Déplacement* issued on a yearly basis, mostly at the

Emmanuel Anquetil Building, by the NLTA to cater for the sale of motor vehicles, which involves three processes. Currently, the *Certificat de Gage sans Déplacement* is issued manually by the NLTA, while the registration of the vehicle is carried out the level of the Registrar-General's Department. Thirdly, the transfer of ownership and issue of the registration book, known as horse power are done manually at the level of the NLTA.

Mr Speaker, Sir, with a view to facilitate this process and making the transfer of ownership of motor vehicle less of a hassle, the Road Traffic Act is being amended to allow the Registrar-General's Department to ascertain, through its platform and lawful sharing of information between the NLTA, as to whether a motor vehicle or a trailer is burdened with a lien prior to the registration and transfer same. The aim is to make the process more convenient and less time consuming both for the former and the new owner.

Being given that the Registrar-General's Department already has the appropriate platform which is providing the taxation and registration of transfer vehicle, this system would be enhanced to cater for the verification of any lien on a motor vehicle or trailer prior to the registration of transfer and transfer of ownership of same. The system would initially be introduced for cases for an individual to another individual. So, the NLTA would continue to cater for all other cases for the *Certificat de Gage sans Déplacement*. A sensitization campaign would be organised to inform the public on the new arrangements for the transfer of owner of a motor vehicle or trailer. Necessary amendments are being made under the Road Traffic (Amendment) Bill 2024.

Mr Speaker, Sir, I come now to the Online First Registration of Motor Vehicles by Motor Vehicle Dealers. There are currently hundred motor vehicle dealers, including some motor vehicle dealers for second hand vehicles. In line with the objective of promoting e-services, an Online First Registration of Motor Vehicles by Motor Vehicle Dealers was launched in May 2023. Currently, four major vehicle dealers are using this online facility and an MoU was signed between these motor vehicle dealers and the NLTA. Now, a similar MoU has been signed with Emcar for the registration of two wheelers at their end.

With a view to reducing the needs for individuals to physically call at the NLTA for the registration of vehicle, additional vehicle dealers will be enjoined to avail of these online

services. The NLTA has been requested to ensure the registration of all MVDs, new and second hand, within the next three months to reduce the number of customers calling at its counters. The NLTA is currently in consultation with DIVA, which is an association, Mr Speaker, Sir, of importers of vehicles, to explore the possibility of processing 'A' and 'B' Carrier's Licence by its members.

Mr Speaker, Sir, we are also making arrangements to cater for additional counter services. Thus, consideration is being given for NLTA to operate in more conducive environment. What I mean to say is that it is being proposed for the NLTA to operate additional counters at the Victoria Urban Terminal for dedicated transactions for which consultations are presently underway with the Ministry of Local Government. In the same breath, improvement of existing counter services will be prioritised at the Forest Side sub-office to enhance services provided thereat. Concurrently, arrangements are being made for the ticketing system to be introduced at the NLTA offices and it is expected that the system will be placed by July 2024.

Mr Speaker, Sir, a lot of the problems that have arisen is also due that the NLTA was not equipped with an adequate number of staff to handle the monitoring workload arising from the increasing number of transactions recorded at its counters. Actions have been taken to increase the staffing position, Mr Speaker, Sir, with the posting of additional officers to serve its counters. In fact, the number of officers at the counters is being increased from 27 to 69 so that all the 51 counters of the NLTA, including those at its sub-offices, will operate without hitches. 69 new officers now are being posted at the NLTA, Mr Speaker, Sir, and I would like to thank my colleague, the Minister of Civil Service for his cooperation and collaboration. We are providing adequate, continuous training to these officers so that they can effectively attend and service members of the public calling at the NLTA.

Furthermore, Mr Speaker, Sir, the implementation of a roster system on a pilot basis for a period of 6 months at the counter services of the Head Office, and the Forest Side Office is also expected to be operational in some weeks. So, these are the measures, which I am sure will clear the situation, will ease the situation at the NLTA counters, Mr Speaker, Sir.

I would like to thank the Prime Minister, the Secretary to Cabinet, the Minister of Civil Service, my Ministry, and the RTC. Together, we have designed this, if I can call it this master plan, this *feuille de route* in order bring solace to the different members of the public.

Mr Speaker, Sir, one word on the road safety. Road safety is one of the main concerns of this Government and my Ministry is leaving no stone unturned to improve the situation. Mr Speaker, Sir, we have invested millions of rupees in sensitisation, education, adoption of new laws, all the tools at our disposal have been used, for its safety campaigns to decrease the number of fatalities on our roads but I would just like to make one point, Mr Speaker, Sir. Members of the Opposition have come in this House to argue that *le nombre d'accidents fatal a augmenté etc...*

It is true, Mr Speaker, Sir, in the two years of 2021-2022, there were 108 fatalities and last year – 2023, the number increased to 130 and this is what provoked this ‘outcry’ from the part of the Opposition but I have the figures with me, Mr Speaker, Sir. *Savez-vous, M. le président, que sous le règne du Parti travailliste, en 2008, il y avait 162 accidents par année? En 2010 – 151, M. le président, 162 en 2008.* One is too many, Mr Speaker, Sir. I am not saying that we should be happy with the figures of *130 de l'année dernière*. No, Mr Speaker, Sir, but the Labour Party should first of all go back to the record and see during their term of office, the number of fatal accidents that took place in this country.

Mr Speaker, Sir, this is why we have strengthened the law. I give you one example concerning the law for the offence of driving motor vehicles under alcohol concentration above the prescribed limit. Mr Speaker, Sir, unfortunately we still have too many irresponsible drivers on our roads. Mr Speaker, Sir, *l'année dernière, 1,807 personnes* were disqualified by the Court from holding a driving license because they were convicted for the offence of driving with alcohol concentration above the prescribed limit. *1,800 personnes M. le président! Cette année-ci pour les derniers six mois, 657 personnes* have already been disqualified.

Pour la drogue, M. le président, 892 cases of drug driving for the last year, 219 for the first two months de cette année-ci. What I want to highlight is that the number of irresponsible Mauritians who are still driving constitute a threat *aux autres usagers de la route, M. le président. 1 817 condamnés l'année dernière sous l'influence de l'alcool, 657 pour la drogue l'année dernière.*

Mr Speaker: Try to conclude!

Mr Ganoo: So, my Ministry is still taking important decisions to curb road crashes, Mr Speaker, Sir. Unfortunately I don't have much time to go into all the details but I would like just to say a few words on the Metro. Thank you MEL for making the Metro Express one of the most innovative and transformative projects in our country but I would like, Mr Speaker, Sir, to comment on the fact that MEL is now endeavoring to implement photovoltaic farms near its railway alignment and the installations of photovoltaic panels on buildings which will make use of solar energy to produce electricity for its LRVs. This photovoltaic project of approximately 11.55 MW and distributed over multiple sites aimed to offset the energy consumed by light rail system using 100% renewable and sustainable sources by 2030.

Mr Speaker, Sir, I would also like to thank the Taxi Operators Welfare Fund, qui a été un franc succès et a permis à bon nombre de nos taximen de bénéficier de diverses avantages, mis à leurs dispositions par leur Welfare Fund. Ce gouvernement n'a pas oublié les taximen cette année si. Encore une fois, M. le président, des prêts à 2.5% à travers le DBM pour le renouvellement de la flotte de taxis. C'est toujours dans cette optique que le montant alloué aux opérateurs de taxis a été revu de R 100,000 à R 120 000, soit une augmentation de 20%.

Concernant les *contract vans*, M. le président, je dois dire à la Chambre, *a technical committee will be set up under my Ministry to explore the possibility of allowing contract buses having access to the airport. Deuxièmement, to determine whether on obtaining the current maximum age of 18 ans, contract buses can be converted to goods vehicles and operate till the age of 25 years subject to being found road worthy by the NLTA.*

M. le président, un dernier mot sur le PRB et le NRB. We took note that the trade unions have made representations to my Ministry to the effect that their 2050 employees are governed by the NRB regime while the pay and conditions of service of the remaining 115 employees of the corporation are governed by the PRB. We have set up a technical committee at my Ministry, Mr Speaker, Sir, which has come up with a report. The second meeting of the technical committee also under the chair of the Secretary for Public Service has also discussed upon this issue and following a presentation of the salient features of a discussion paper, Mr Speaker, Sir, the following were noted that the committee looked into the workforce of the NTC, the specific

nature of the work of the NTC, the scheme of service, the financial implications and after discussion in view of the complexities of the subject matter, Mr Speaker, Sir, the technical committee has proposed that the PRB be requested to conduct an in-depth study and to come up with recommendations on the way forward to which my Ministry is agreeable.

M. le président, pour conclure deux minutes. M. le président, ce mois de juin 2024 – je serais très bref pour ma conclusion – marque le 42^{ème} anniversaire de l'arrivée au pouvoir du MMM/PSM, dirigé par feu Anerood Jugnauth qui assumait pour la première fois la fonction de Premier ministre. M. le président, j'ai eu la chance d'appartenir à cette équipe qui balaya la vieille garde travailliste après que ce peuple admirable, écrasé par deux dévaluations : le chômage, l'inflation, la pauvreté, la dictature et la corruption, décida alors de prendre le destin de son pays dans ses mains, ce qui expliqua ce 60-0 historique et inédit. Tout un peuple se souleva pour dire 'non' avec une seule voix contre l'oppression et la dictature et la situation catastrophique qui prévalait ces jours-ci. Gaëtan Duval lui-même, M. le président, qui était victime de ce raz-de-marée, disait alors qu'il n'avait jamais vu de son vivant, une telle communion entre un peuple et ses gouvernants. Je fus élu comme le *Speaker* de l'assemblée et j'ai eu ainsi l'honneur de présider les travaux de cette auguste Assemblée, M. le président.

Malheureusement après neuf mois, ce nouveau gouvernement s'échoua sur les récifs de l'égoïsme, s'écrasa sur le rocher des ambitions démesurées de certains. Hélas, M. le président, ce naufrage de 60-0 de 1982 brisa les rêves de toute une jeunesse en quête de nouvelle avenir et annula toutes les espérances d'un peuple. C'est à juste titre que le Premier ministre et son gouvernement, samedi dernier, ont perpétué la mémoire de cet homme hors pair en dévoilant sa statue, une cérémonie imprégnée d'émotions fortes, M. le président. Je voudrais moi aussi rendre hommage à ce grand homme, bosseur et courageux, cette illustre patriote visionnaire, homme pratique est connue pour son franc-parler, le père du développement économique de la république de Maurice. C'est lui-même qui a jeté les bases pour la transformation d'un *overcrowded barracoon* en un Dubai de l'Afrique, M. le président.

Pour terminer, M. le président, laissez-moi dire que nous avons honoré notre pacte social avec la nation. Conformément à notre manifeste électoral de novembre 2019, malgré la pire crise économique de l'histoire récente, nous avons *deliver the goods*. Nous sommes fiers de notre bilan. Fort de ce bilan, demain est à nous, M. de président. Notre sincérité et notre capacité à

honorer nos engagements sont un gage pour l'avenir. En temps et lieu, les mauriciens auront à choisir entre ce bilan et l'arnaque de l'opposition.

En effet, Maurice a un rendez-vous avec son histoire dans les mois à venir. Elle est à la croisée de son chemin. Choisir entre une équipe qui a dirigé dans la stabilité, la cohésion, dans l'unité, dans la discipline, guidée par une philosophie de justice sociale qui nous a permis d'atteindre les nouveaux sommets au niveau de nos économies ou permettre une alliance construite sur la haine, sur la soif du pouvoir, qui dirigera dans la vengeance, et qui mettra en péril tous les projets de développement prétextant, probablement, que la caisse est vide et qui reprendra tous les acquis de notre peuple.

Voilà le choix des électors, M. le président, parce que cette alliance, qui ne cesse de se faire et de se défaire, à l'image même du *musical chair* du poste du leader de l'opposition, n'existe que le temps d'une élection. Ce serait un exploit s'ils seront toujours ensemble après les prochaines élections. Nous faisons confiance au peuple, M. le président. Je suis convaincu que ce peuple nous fera confiance.

Merci. Vive la république de l'île Maurice ! Merci pour votre attention.

Mr Speaker: Hon. VPM Mrs Dookun-Luchoomun!

(11.32 a.m.)

The Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology (Mrs L. D. Dookun-Luchoomun):

M. le président, les sièges vides de l'opposition démontrent clairement leur irresponsabilité et leur manque de sérieux. C'est vraiment triste qu'ils fassent fiasco à leur rôle et à leur devoir de représentant du peuple. Ils ne se limitent qu'à la démagogie et font preuve d'une mauvaise foi flagrante. Ils se permettent de venir à l'Assemblée, débiter des propos sans fondement, malsains et même antipatriotes, mais ne trouvent pas le courage de venir écouter nos arguments. Ils ont la prétention, M. le président, de se présenter comme l'alternance. Je les laisse à leur conscience, et le peuple les jugera, M. le président.

Ceci, M. le président, est le 5^e budget de ce gouvernement et vous conviendrez, qu'il y a une constance. La relance économique, l'inclusion sociale et l'avenir avec nos jeunes. Malgré les aléas de la pandémie et les contraintes d'ordre géopolitiques, Maurice a su transformer les défis en opportunités, se remettre sur pied et démontrer sa résilience de notre économie.

Tout cela a pu être réalisé grâce à la vision éclairée de notre Premier ministre, cette détermination et sa confiance sans faille dans la capacité du pays à faire face aux défis et à remonter la pente.

Permettez-moi, M. le président, de remercier tous ceux qui ont contribué à la préparation de ce budget avec un mot spécial pour mon collègue l'honorable Dr. Padayachy, ministre des Finances, qui a su développer une stratégie de relance économique tout en assurant l'inclusion sociale.

L'opposition, M. le président, ne cherche qu'à minimiser ce *feel good factor* qui prévaut dans le pays. Les mesures prises durant la période Covid et post-Covid, tant décriées par l'opposition, ont non seulement été louées par des institutions internationales, mais nous ont aussi permis de rebondir, M. le président.

Je citerai comme l'a fait mon collègue avant moi l'*IMF Report* de mai 2024, je cite –

“The Mauritius authorities’ proactive efforts in recent years to address the economic crisis, strengthen the underlying economic structure, and implement an effective policy mixed have successfully driven a strong recovery from the pandemic. The economy is currently experiencing vigorous growth, exceeding earlier GDP projections, highlighting the government’s effective crisis management and positioning Mauritius well for a stable and sustained recovery (...)”

Je vais plus loin, M. le président,

“The Authorities stressed that the overall improvement in economic conditions was supported by bold measures taken by the Government and the Central Bank.”

M. le président, venir aujourd'hui dire que la population est mal en point, que l'avenir est sombre et que le gouvernement ne fait pas assez pour soulager le peuple relève de la mauvaise foi à l'outrance.

L'opposition, M. le président, a le culot de venir nous faire la leçon. Ont-ils oublié leurs frasques ? Peut-on faire l'impasse sur le passé, M. le président ? La NRPT, la double taxation sur l'épargne et les intérêts, l'arrêt de paiement des *fees* d'examens pour le SC et HSC, la pension ne dépassant pas les R 3,623, le *Hire and Fire Policy* de l'Employment's Rights Act. La liste est longue, M. le président. Et tout cela, M. le président, sans les défis majeurs internationaux auxquels nous faisons face aujourd'hui.

Mr Speaker, Sir, what makes this budget remarkable in itself is a lineup of pro-population measures that have been marshaled. Permettez-moi, M. le président, de ne mentionner que quelques exemples –

- l'augmentation importante de la revenue minimale à R 20,000 ;
- l'augmentation de la pension de vieillesse à R 15,000, au-delà de ce qui avait été promis, sans oublier la pension pour les orphelins, les handicapés et les veuves. Et, cette mesure, M. le président, touche près de 310,000 personnes ;
- la *Maternity Allowance* sur neuf mois pour les femmes attendant un bébé dans le but d'assurer que l'enfant reçoit les soins nécessaires dès le début ;
- l'investissement massif dans la relance de l'agro-industrie ;
- la santé publique, M. le président, la prise en charge complète des patients atteints du cancer, et
- à partir de cette année, les patients jusqu'à l'âge de 25 ans seront pris en charge totalement par l'État.

M. le président, notre auguste Assemblée a archi entendu le refrain concernant la provenance de l'argent et les ressources que ce budget va allouer dans les différents secteurs. L'argument mis en avant semble indiquer que cet argent vient de la poche des consommateurs. Soyons sérieux, M. le président, c'est tout à fait logique que cela soit ainsi. Les premiers revenus

de l'État proviennent de la taxation. Le budget est définitivement et essentiellement un exercice qui permet de démontrer les revenus de l'État et la planification des dépenses.

Donc, M. le président, c'est clair que les revenus de l'État proviennent des impôts et cela est le cas à travers le monde et on ne nous apprend rien et cela a toujours été le cas et pour peu importe quelle régime.

M. le président, c'est ce gouvernement, sous le *primeministership* de l'honorable, Pravind Kumar Jugnauth, qui a eu le courage de rediriger ces revenus vers les foyers mauriciens. M. le président, cette démarche a été tant décriée par l'opposition. Je peux citer, entre autres, les mesures suivantes, les mesures que nous avons prises à l'intérêt du peuple mauricien –

- la *Negative Income Tax* ;
- prime à l'emploi qui a permis à plus de 5000 femmes de trouver un emploi;
- le soutien aux PME, aux planteurs, aux pêcheurs, *you name it !*

M. le président, je tiens à souligner que malgré l'augmentation des prestations sociales que nous avons mises en place, à aucun moment le gouvernement MSM n'a augmenté la TVA. Si la taxe nous ramène plus de revenus, ils sont redirigés systématiquement vers la population et vers le peuple, M. le président.

Mr Speaker Sir, apart from the financial support to households and businesses, this budget also comes up with economic diversification, investment in infrastructure as well as in social housing, education and health care.

It is clear that emphasis has been placed on social measures, inclusive growth, taking care of the most vulnerable as well as ensuring that the interests of one and all are taken care of. *Tout le monde se retrouve dans ce budget, M. le président.*

Mr Speaker, Sir, the Minister of Finance has already ticked off the success indicators registered in terms of figures and I will just briefly highlight some of them –

- A strong GDP growth rate of 7 percent in 2023;

- Total investment growing by 30.9 percent, compared to 7.8 percent in 2022;
- FDI inflows for 2023 amounting to Rs37 billion as against Rs33.5 billion registered the year before;
- Increased exports of goods and services by Rs30.8 billion in 2023 to reach, Mr Speaker, Sir, Rs347 billion;
- The unemployment rate as at end of 2023 stood at 6.1 percent, compared to 6.8 percent at end of 2022. The lowest rate in over 25 years, Mr Speaker, Sir;
- Decrease in headline inflation from 10.8 percent in 2022 to 7 percent in 2023;

May I add, Mr Speaker, Sir, that the IMF has forecast a further decrease to 4.9% in 2024. *Ne pas reconnaître la portée de ces chiffres, ou encore questionner leur bienfondé relève de la malhonnêteté surtout quand les institutions internationales, elles, reconnaissent la performance exceptionnelle du pays.* We have been saying it for the last 10 years and we will maintain our credo Mr Speaker, Sir, which is we are a government that cares, and we will always put people first.

M. le président, les mesures prises, les programmes sociaux ont mené vers une baisse du Gini co-efficient – *the gap between the rich and the poor is narrowing* Mr Speaker, Sir, n'en déplaie à certains de l'autre côté de la Chambre. M. le Président, à écouter les membres de l'opposition, nous avons l'impression qu'ils nagent dans la confusion totale. Ils disent tout et son contraire. Tantôt nous ne faisons pas suffisamment pour le peuple, nous ne soulageons pas le peuple et tantôt nous sommes en train de promouvoir l'assistanat M. le président. Ils doivent savoir ce qu'ils veulent.

L'honorable Gungaparsad disait qu'il est presque impossible aujourd'hui pour qu'un jeune couple puisse acquérir un lopin de terre ou construire une maison. Il ne semble pas savoir ou fait semblant de ne pas être au courant des mesures incitatives mises en place par ce gouvernement afin d'aider les jeunes à s'acheter ou construire une maison. M. le président, les frais d'enregistrement pour l'achat d'une maison ne sont plus appliqués. L'état rembourse un montant allant jusqu'à demi-million de roupies pour ceux ayant pris un emprunt pour l'achat de leur maison.

Il a fait mention du taux élevé de *repo rate* rendant la vie difficile à ceux ayant pris un loan pour l'achat de leur maison. Il semble ne pas savoir ou oublier le *Housing Loan Relief Scheme* de R 1000 mensuellement que la *MRA* remet à ceux ayant contracté un *loan*. J'ai une forte impression que l'honorable Gungaperad a encore du *homework* à faire.

Par ailleurs, M. le président, n'oublions pas le grand chantier pour la construction de 8000 *social housing units* de la *New Social Living Development (NSLD)*.

The Prime Minister: After school hours!

Mrs Dookun-Luchoomun: After school hours! Il a besoin de coaching. M. le président, vous conviendrez que ces propos venant d'un membre du Parti travailliste est fort surprenant. Ils ont totalement oublié la NRPT, proposée par leur parti. L'impôt sur l'épargne et l'intérêt, la double taxation. M. le président. nous n'avons certainement pas de leçons à prendre du Parti travailliste.

M. le président, let me now come to the challenge of our time. The climate change has become a matter of absolute concern to the world. In our country itself, we have been exposed time and again to its severe, sometimes fatal, manifestations through disrupted weather patterns. This budget proposes a series of initiatives and action areas to mitigate the impact of climate crisis through –

- The promotion of solar energy and other green energy;
- Reforestation and tree plantation program across the island – the stated aim being to increase the tree coverage by 100 hectares annually over the next decade, and
- A national coral reef restoration and replantation program, among others.

Of course, consideration for climate is everybody's concern and everybody's business. No government can go at it alone. We need the support of the private sector and all other stakeholders, including NGO, CBOs to be able to mobilise the Rs300 billion that have been projected by this budget. Government is doing its fair share as evidenced by the earmarking of Rs3.2 billion. The Corporate Climate Responsibility (CCR) levy, equivalent to 2% of company's profits, will also be of great help. This will concern companies with a turnover of more than

Rs50 million, and this, Mr Speaker, Sir, is why Education for Sustainable Development related concepts have been mainstreamed in the pre-primary, primary and secondary school curricula.

My Ministry has seen to it that the Mauritius Institute of Education (MIE) mainstreams environmental and sustainability-related concepts in our teacher education programs. This would help empower educators to confidently teach environmental and sustainability-related concepts including climate change education using diverse pedagogies.

M. le président, let me now take up the education component that figures in this budget – Rs 21 billion for the education sector. This Government has transformed our Education System across all sub-sectors spanning from the Pre-Primary through the Tertiary and Technical Education. *La vision du Premier ministre*, right from day 1 has been to eliminate all barriers towards the progress of our learners and he has been insistent on the need to eliminate these barriers. And this budget, Mr Speaker, Sir, has confirmed that under his leadership, government has been consistent in its determination to restore the true and real definition of free education from pre-primary to tertiary.

Mr Speaker, Sir, it is universally accepted that the early childhood years are the most significant years that determine the child's lifelong learning journey. These years are critical, not only in ensuring readiness for primary schooling but also the success in future learning et c'est pour cela et dans l'esprit de l'équité que ce gouvernement a introduit la gratuité au pré-primaire donc plus d'équité, l'inclusion et une meilleure éducation de base.

M. le président, quelle est la portée de cette mesure? Premièrement, elle réduit l'écart et les disparités entre les enfants venant des différents milieux. Elle donne l'accès à l'éducation pré-primaire à tous nos enfants et je dis bien, à tous nos enfants, sans exception ! M. le président, les disparités qui existent au niveau de l'école, très souvent sont dues au fait que certaines élèves n'ont pas la possibilité d'aller au pré-primaire et entrent directement à l'école primaire. À partir de maintenant, nous n'allons plus avoir ce défi. M. le président c'est ça notre but : assurer que nos enfants réussissent, assurer que tous les enfants puissent être scolarisés dès le pré-primaire et là M. le président, je voudrais aussi faire ressortir que nous apportons un soulagement aux parents. Un soulagement parce qu'ils n'auront plus à aller chercher les ressources pour pouvoir scolariser leurs enfants au pré-primaire

We are alleviating their financial burden and this measure Mr Speaker, Sir, will provide inclusion, equitable and quality learning for all our children. This budget provides Rs1.14 billion under this item, Mr Speaker, Sir. 84% des enfants mauriciens au pré-primaire bénéficieront de cette mesure. M. le président, personne ne pourra nier que cette mesure a grandement soulagé plusieurs nombreuses familles mauriciennes.

Mr Speaker, Sir, this budget obviously also addresses a number of other elements pertaining to the education sector. Les membres de l'opposition M. le président, parlent d'un système éducatif qui est une menace pour les jeunes. Est-ce que revoir le curriculum pour le rendre plus pertinent représente une menace? Est-ce que quand nous avons introduit le *Nine Years of Continuous Basic Education*, un système, *totally comprehensive*, est une menace pour nos enfants?

M. le président, we have been laying strong emphasis on assessment and now we are talking of assessment for learning, not just assessment of learning. We have introduced technology-enabled learning. We have rebranded the technical education and we have established Polytechnics Mauritius and the ITET for diversified educational experiences. We have laid emphasis on the Whole-Person development including emphasis on health and wellness with the Health and Wellness Directorate at the Ministry. We have a new, revamped, better regulated higher education sector geared towards internationalisation.

What is common to all of these is their reliance as well on sound educational infrastructure. Mr Speaker, Sir, comme, je l'ai souligné plus tôt, notre system éducative a été transformé et nous sommes fiers de dire que nous sommes considérés comme étant un exemple.

Nous avons introduit le *NYCBE*. Nous avons rendu le curriculum plus indépendant. Nous avons introduit l'*Early Digital Learning Programme (EDLP)* et nous avons consenti investir énormément dessus, des milliards de roupies, M. le président. Nous avons installé, comme je l'ai dit plus tôt, *Polytechnics Mauritius*. Nous sommes venus avec le *Special Education Needs Authority (SENA)*.

Nous avons développé le *Holistic Education Programme*, l'*Early Support Programme*, *the high speed connectivity* dans toutes nos écoles primaires. *The provision of meals in all Special Education Needs School, enhanced and hot meals in ZEP Schools, exemption of fees for*

SC and HSC examinations et cette année-ci, avec la possibilité de permettre aux élèves qui veulent reprendre les examens d'avoir la gratuité une fois de plus pour les *fees* d'examen de la *SC* et *HSC*. L'éducation, l'enseignement supérieur gratuit, l'introduction des *multiple pathways* pour s'assurer que tous nos enfants puissent arriver et réussir dépendant de leur potentielle. We are enhancing success opportunities for all.

Mr Speaker, Sir, the Leader of the Opposition dared to say that the system is a threat to the Mauritian child and society! He went as far as saying that our system is a jail house rock for misfits. May I ask him, Mr Speaker, Sir, who he is tagging as misfits? Is he talking of our children, Mr Speaker, Sir? *Je suis vraiment peinée, M. le président, d'entendre des choses pareilles. Il faut souligner, M. le président, que plus de 50 élèves mauriciens ont été top of the world students for SC and HSC exams sur les deux dernières années. M. le président, venir tenir des propos sans fondement à l'Assemblée nationale est vraiment très, très triste et je que trouve très lâche pour ceux qui n'ont même pas le courage de venir nous écouter maintenant !*

M. le président, a number of actions have already been taken over the last few years, especially in the setting up of a properly structured Special Education Needs Authority. The measures spelt out in the budget aim at fostering further equity within our system to sustain the momentum. This covers the consolidation of existing measures such as the Hot Meal Scheme, taxi refunds, and therapy provision in schools, the services of teacher assistants and carers for students who have entered our main stream schools when required in inclusive set ups, Mr Speaker, Sir.

We clearly see that this budget also provides for the purchase of equipment and pedagogical tools and materials, given that SEN learners do require learning materials and equipment that are adapted to their specificities. *M. le président, nous avons procuré des brail notes pour tous les enfants ayant des problèmes visuels dans nos écoles.* A special mention here needs to be made to the provision of digital eyeglasses and the brail notes for all low vision learners of primary and secondary schools.

M. le président, c'est cela notre action. Nous voulons que tous nos enfants puissent avoir les meilleures conditions pour réussir. M. le président, j'ai entendu plusieurs membres de l'opposition, notamment l'honorable Dr. Boolell, l'honorable Duval parler de coupures

draconiennes des fonds allouées aux collèges privés. Soyons très clair là-dessus, M. le président, cela n'a jamais été le cas. Au fait, le financement des écoles privées subventionnées par l'État a augmenté de R 415 million en 2014 à R 889 million en 2024. Les fonds n'ont jamais été diminués. Ce qu'on nous reproche, c'est que les autorités demandent plus de transparence, de *good governance*, de responsabilité et de redevabilité de la part de ces écoles dans l'utilisation des *grants*.

Mr Speaker, Sir, the State provides as compensation for the use of school premises which ranges from Rs350,000 to Rs750,000 per month and the authority does not query at all on the use of this money. It goes to the Managers of schools. The State also provides for the direct cost, the administrative costs and the non-recurrent costs of the schools and the Managers are required to provide documentary evidence on the utilisation of these funds. What is wrong with this, Mr Speaker, Sir? The authority also pays for the salary of all staff members of private secondary schools.

Now, we are talking of a substantial amount of money earmarked for private aided schools. An amount of Rs5.1 billion was earmarked in last year's budget, and this year, it has reached almost Rs6 billion to cater for the schooling of 45,000 students. Mr Speaker, Sir, there has never been any intention of interfering in the operational processes of private secondary schools. However, to the extent that Government grants are involved, beneficiaries are expected to adhere to and ensure compliance with the mechanism put in place for the disbursement of grant. The grant must be used for the intended purposes.

I reiterate, Mr Speaker, Sir, these measures should not be construed as a means to interfere with the management of schools. What is a pre-requisite is the adherence to best practices as far as public funds are concerned. These are public funds for which the Ministry and the Private Secondary Education Authority are both accountable for. Mr Speaker, Sir, we are talking about of public funds and let me borrow the words of the hon. Members of the Opposition, we are talking here, Mr Speaker, Sir, of hard earned taxpayers money.

The PSEA will work according to its mandate following principles of good governance. Mr Speaker, Sir, Managers of Private Secondary Schools have been reiterating that the cost of maintenance of schools is high and that they would rather have the state take care of this

although the Landlord and Tenant Act requires that owners to be responsible for maintenance of rented premises. However, Mr Speaker, Sir, following the recurrent demands from Managers of the PSS, Government has decided to allow private schools to use grant money for the maintenance of the school premises. The Ministry is finalising the mechanism to be put in place for this item. However, as stated earlier, the pre-requisite will be the adherence to best practices as far as financial matters are concerned. Transparency, good governance and accountability will remain fundamental.

Permettez-moi maintenant, M. le président, d'apporter des éclaircissements concernant la déduction fiscale allant jusqu'à R 60,000 pour ceux dont les enfants sont scolarisés dans les institutions privées payantes. J'étais surprise, M. le président, d'entendre les propos des membres de l'opposition qui trouvèrent à dire que l'État a choisi de promouvoir la prolifération des écoles privées payant au détriment de l'école publique. Dans quel monde vivons-nous, M. le président ?

Notre gouvernement ne croit pas dans l'école unique. Nous croyons dans la diversité de l'offre au niveau des institutions éducatives et nous avons les collèges d'état, les collèges subventionnés incluant les collèges confessionnels et les collèges privés payants. Cela a toujours été le cas, M. le président, le choix de l'institution éducative pour leur enfant revient aux parents. M. le président, ces enfants fréquentant les écoles payantes sont nos enfants, les enfants de la République. Est-ce qu'ils sont moins méritants que les autres ?

N'ont-ils pas droit à la considération de l'État ? Ils disent que l'État est en train de choisir à mettre de l'argent dans les écoles payantes et n'investissent pas dans les écoles publiques. M. le président, je ne reviendrai pas sur les projets éducatifs dans le secteur public, je l'ai déjà fait plus tôt. Mais venir parler de la prolifération des écoles privées payantes est un faux débat. On vient nous dire que nous n'investissons pas dans nos écoles et que nous sommes en train de pousser nos enfants vers les écoles payantes. M. le président, *Educational institutions, whether fee-paying or not, are ultimately the nurseries from which we draw our precious human capital. We have and will continue to invest in our children.*

M. le président, ils viennent nous dire quelques fois que nous ne faisons pas assez pour la classe moyenne. Là, nous apportons un soulagement aux parents. Ce n'est qu'une exemption

fiscale. Nous sommes en train de dire aux parents ‘vous avez investi dans l’éducation de vos enfants, nous allons vous apporter un soulagement’. Mais, franchement je ne comprends vraiment pas leur raisonnement.

Nous allons continuer à offrir une panoplie d’opportunités pour que chaque enfant mauricien puisse réaliser son potentiel. L’opposition fait fausse route. Ils diront que nous ne faisons pas assez pour la classe moyenne et quand nous venons avec des mesures pour les soulager, ils trouvent à en redire!

Let me now come to the Extended Programme, Mr Speaker, Sir. In spite of all the good work done in the education sector, some people tend to limit themselves to the performance in EP. The philosophy of the Nine Years of Continuous Basic Education is to provide learning opportunities for all our students so that they can achieve according to their abilities and strength. It aims at ensuring inclusive, equitable quality education and lifelong opportunities for all. We want to guarantee that all students get the basic education for the development of knowledge skills and competencies that prepare them for a successful life, Mr Speaker, Sir.

Ils n’ont rien compris. Ils sont toujours fixés sur un certificat. Nous, nous parlons d’*attainment*. Nous avons compris, on a suivi ces enfants, on a fait une évaluation et c’est la première fois que cela se fait. Nous faisons une évaluation et nous prenons les mesures correctives. Nous pensons qu’il est inacceptable qu’on ne donne pas l’opportunité à ces enfants. On ne peut pas pousser un enfant à l’âge de 10 ans, suite à un échec au primaire, à suivre une voie différente et à leur enlever le droit à une éducation de base comme tout autre enfant. C’est leur droit, M. le président. Nous les avons suivis. Nous avons fait une évaluation et même s’ils n’arrivent pas à avoir un certificat de NCE, ils ont quand même développé les compétences de vie. C’est la première fois qu’ils sont suivis et *monitored*. Et, dans l’ancien système, M. le président, *no evaluation was done. No evaluation was conducted to determine the effectiveness of the programme whereas in the present case, we have studied their performance, we have noted weaknesses in the system and we have come up with corrective measures.*

Auparavant, il n’y avait pas de données, M. le président. No data at all. We, here, based on evidence, the MES has introduced a new mode of assessment including a School Based Component on top of the written exams. This will allow us to gauge the knowledge, skills and

competencies acquired by the students in the lower secondary schooling. They will be awarded a NCE-EP Assessment Certificate. They will thus either join Grade 10 or the MITD for NC3 or join the Bright Up Programme.

M. le président, de ce côté de la Chambre, le mot clef reste l'accompagnement de chaque enfant selon ses aptitudes et ses capacités. On ne peut dire à un enfant qu'il est destiné à suivre une voie différente et qu'il n'a pas droit comme les autres à une éducation de base. Bien au contraire, je maintiens que nous créons des opportunités pour tout un chacun et que chacun a droit à une seconde chance. Je crois, M. le président, en leur potentiel et je suis persuadée que c'est de notre devoir de leur offrir l'opportunité de compléter ce cycle d'éducation de base de 9 ans comme tous les autres enfants.

Mr Speaker, Sir, Government introduced the full payment of SC/HSC fees for all our students in 2017. Remember that this facility was withdrawn by the Labour Government. This year, as I have stated earlier, we are providing additional funds to allow for the payment of SC and HSC fees for students who wish to enlist for a second attempt.

Mr Speaker, Sir, on a beaucoup entendu parler des trois et des cinq *credits*. Nous voulons, M. le président, demander aux jeunes de faire l'effort nécessaire pour réussir. Pour avoir une éducation de base solide, pour être capable de mener un *lifelong learning*. Et, pour les élèves qui ont moins de cinq *credits* et qui souhaitent reprendre le SC, ce gouvernement leur donne cette opportunité en finançant le *second attempt*. Nous voulons donner à chaque enfant sa chance, M. le président. Je dois faire ressortir qu'un enfant ayant eu quatre *credits* l'année d'avant avait pris la forme 5 une nouvelle fois, a obtenu ses cinq *credits* et finalement a pu avoir une bourse du HSC Pro. Cela démontre que quand on fait l'effort, on réussit, M. le président.

Si je vais citer toutes les autres mesures, M. le président, cela me prendra beaucoup de temps. Permettez-moi d'en parler que de certaines –

- Le *Child Allowance* de R 2 500 pour les enfants jusqu'à l'âge de 3 ans. Un soutien énorme pour les parents afin d'assurer un bon démarrage dès la petite enfance.

- Le *School Allowance* aux enfants de 3 à 10 ans pour apporter un soutien additionnel aux parents pour qu'ils puissent mieux subvenir aux besoins de leur enfant, encore une fois, un soulagement.

M. le président, je dois remercier le ministre des Finances qui n'est pas resté insensible à la requête de mon ministère pour une hausse dans les allocations aux boursiers de l'État.

Mr Speaker, Sir, I will not take the time of the House to elaborate exhaustively on the review of our education schemes. But suffice it to say that this budget provides for –

- An increase in the living allowance for Mauritian students who are beneficiaries of scholarship schemes by 50 percent;
- A fully funded scholarship, at par with others, for the HSC Professional Scholarship holders;
- An annual living allowance of Rs100,000 for beneficiaries of the Scholarship to Children from Vulnerable Families.

Mr Speaker, Sir, these are the scaffolds; the scaffolds that this Government is providing to our brightest students so that they excel without having to bear the burden of financial stress.

M. le président, a lot has been said about brain drain. We all agree that we have an ageing population, a declining population and there is a need to retain our brains. Budgetary measures have been taken to incentivise Mauritian diaspora to return to their homeland and contribute to our economic growth. However, we also know that we are encouraging foreign students to remain in Mauritius after their studies and work for the country. We are hoping for a brain gain through these students and other talents wishing to contribute to the development of our country.

Mr Speaker, Sir, the Free Tertiary Education Scheme, launched in 2019, has truly transformed our educational landscape. This initiative, championed by the hon. Prime Minister has allowed all eligible students to obtain a first degree in public higher education institutions. To date, 41,678 students have benefitted from this scheme and Rs2.9 billion have been disbursed. The ongoing budgetary support underscores our commitment to equitable access to

higher education. We are not just funding; we are also encouraging our public higher education institutions to enhance efficiency and embrace internationalisation. I am glad to announce that Mauritius is now a provisional member of the Washington Accord which allows the recognition of our engineering degrees and will enhance international mobility of Mauritian engineers.

Mr Speaker, Sir, Government is now moving forward with the provision of free monthly data package to all citizens aged 18 to 25 years, and this initiative will directly impact approximately 80,000 young people, providing them with an internet-driven gateway to knowledge, innovation, and critical personal and professional development resources.

Mr Speaker, Sir, our Educational Hub is now taking shape. Mauritius currently hosts around 3,000 international students and we are hoping to boost up this number. Continuous international strategic partnership is being forged. Our public higher education institutions have strengthened global collaboration with prestigious universities. There is a clear and visible mutualisation of benefits, brain circulation and brain gain, collaborative research as well as academic exchanges. The Higher Education Commission has created the National Credit Value and Transfer System which now serves as a bridge between universities and crucially between the TVET and Higher Education. This vital connection enables all students to aspire to complete their academic journey with a university degree through various educational pathways. This includes elements of recognition of prior learning, the recognition of micro-credentials, highlighting the stackable nature of such learning.

Mr Speaker, Sir, the establishment of numerous pathways is precisely one of the transformations that we have brought to the system. Today, the options exist for students to go to university education or join the world of technical education or even enter the world of work. The demand for skills has taken a quantum leap today. Globalisation, an ageing workforce, skills shortages and mismatch, shrinking birth rates, evolving aspirations of youth and technological shifts call for a new era in skills development and upliftment.

Education systems across the world have revamped their skills ecosystem putting more emphasis on Technical and Vocational Education and Training to cater for higher productivity and competitiveness. The same applies for us in Mauritius since we aim at driving the country to its next phase of development towards a high-income status.

We are now guaranteeing through the creation of pathways that wherever learners are to be found, whether in secondary school, in vocational or technical or higher education institutions, early, middle or late career, opportunities will exist for them to take the next step towards an inclusive future.

Mr Speaker, Sir, Polytechnics Mauritius is today a success story. Students entering Polytechnics Mauritius manage to get an employment before they leave the institution. This is where we are heading.

Mr Speaker, Sir, I could not agree more that 'Tomorrow is Ours'. Indeed, it is ours to shape.

Nous croyons en l'avenir de ce pays, nous voyons une île Maurice forte, résiliente, capable de satisfaire les aspirations de tout un chacun, que ce soit les enfants, les jeunes, les adultes, ou encore, nos aînés.

C'est même très remarquable que chacun se retrouve dans ce budget. On n'a qu'à voir le sourire sur le visage de nos citoyens. Ce budget, M. le président, permet la réalisation des aspirations de tout un chacun. Admettons-le, M. le président, il fait bon de vivre à Maurice.

M. le président, nous misons sur le bien-être de nos citoyens et à travers ce budget, et d'autres que nous certainement présenterons dans le prochain mandat, nous mettons tout en place pour nous assurer la croissance de l'économie et l'amélioration de la qualité de vie dans une République moderne et prospère.

Demain, M. le président, est à nous. Merci pour votre attention.

Mr Speaker: I now call the hon. DPM Obeegadoo!

(12.13 p.m.)

The Deputy Prime Minister, Minister of Housing and Land Use Planning, Minister of Tourism (Mr S. Obeegadoo): Merci, M. le président.

M. le président, chers collègues, Mesdames et Messieurs les députés, je ne voudrais pas m'attarder sur le fait que, comme à l'accoutumée, les sièges de l'opposition parlementaire restent vides. Ma collègue, la ministre de l'Éducation qui m'a précédée a déjà formulé les remarques, mais je veux tout simplement insister sur la gravité de la chose. Cette attitude continue à saper les fondements mêmes de notre démocratie.

Parce que, M. le président, adoptons pour un instant une vision cauchemardesque, imaginons que le Parti travailliste se retrouve au gouvernement après les prochaines élections - cauchemar - et que l'opposition adopte la même attitude et que cinq ans plus tard, il y a un changement de gouvernement et que l'opposition adopte la même attitude, notre démocratie parlementaire pourrait-elle y survivre ? Évidemment que non. Et cette attitude courttermiste, hystérique du Parti travailliste, et à laquelle s'associe de manière tout à fait honteuse depuis peu le MMM, est grave pour la démocratie et je n'ai cessé de le répéter. Mais, évidemment, les médias dits indépendants, les commentateurs soi-disant indépendants n'y verront pas de mal. Bon, passons.

M. le président, c'est le dernier budget de la présente mandature. C'est sans doute le dernier débat de politique générale au sein de l'hémicycle. C'est donc l'occasion de faire le bilan de quatre ans et demi de ce gouvernement. Et de prime abord, il faut noter le fait que de ces quatre ans et demi, deux ans ont été vécus sous l'impact du Covid et les deux années suivantes ont été caractérisées par l'effort de récupérer, de revenir au niveau où nous étions avant le Covid, rappelez-vous, nous avons pour la première fois de notre histoire atteint le seuil des pays à hauts revenus. Donc, c'est un mandat où, bien malgré nous, nous avons été placés dans une posture défensive. Résister, démontré de la résilience face au Covid, tenir le coup pour pouvoir rebondir, c'est l'essentiel de ces quatre dernières années. Et c'est pour cela qu'on le dit et qu'on le répète, jamais un ministre des Finances, depuis l'indépendance de notre pays, n'a eu à faire face à un tel défi, face à l'inconnu du Covid. Et jamais un gouvernement, malgré la crise économique, les dépréciations à succession à la fin des années 70 et 80, n'a connu une telle récession économique et a dû faire face à de tels problèmes que ce que nous avons vécu ces dernières années.

En période de crise, les dépenses publiques sont à risque. Quand j'ai été des années de cela cadre de l'Unesco, on parlait de la nécessité de - permettez-moi l'expression anglaise - *the ring-*

fencing of public spending. En temps de crise où il faut tailler dans le budget, comment protéger les investissements essentiels en matière de santé publique, d'éducation, de logements, de la sécurité sociale. Sir Anerood Jugnauth nous avait donné l'exemple au début des années 80 en refusant, en rejetant les recommandations du FMI à l'époque qui étaient de couper dans le budget de la sécurité sociale et de reculer par rapport à l'éducation gratuite, et ce gouvernement, et je n'en suis pas peu fier, a fait de même. Alors que la Nouvelle-Zélande de la Premier ministre Ardern, tant saluée sur le plan international, mettait fin au programme de construction de logements sociaux, nous avons, envers et contre tout, maintenu le cap, et je n'en suis pas peu fier.

D'ailleurs, je voudrais, ici, rappeler - c'est toujours utile - les commentaires auxquels nous avons eu droit pour notre gestion du Covid sous la direction de notre Premier ministre. En octobre 2020, l'OMS écrit –

“Mauritius is among the few countries in the world which has been able to contain COVID-19.”

En avril 2021, je cite le *World Bank Macro Poverty Outlook* d'avril 2021 qui parle de, *“a successful roll out of vaccines”* –

“Mauritius delivered a successful health response to the global COVID-19 pandemic through hard lockdowns, quarantine measures and a comprehensive vaccination programme.”

Et qui va plus loin pour dire –

“Mauritius responded to the COVID-19 shock with one of the largest support packages in the world as a share of GDP.”

En 2022, *Article IV Report, July 2022 of the IMF* –

“The public health impact of the pandemic was well managed, including by a remarkable vaccination campaign covering over 90 percent of the eligible population by May 2022. On- and off-budget support measures, amounting to 28 percent of GDP, helped cushion the economic impact of the pandemic (...)”

Et dernière citation, *World Bank Mauritius Systematic Country Diagnostic* de janvier 2022 –

“A plethora of measures were implemented by the government, Bank of Mauritius, and parastatals to support the private sector in coping with the effects of COVID-19. While not all these measures can be easily costed, the big-ticket items alone add up to approximately 32 percent of GDP, making Mauritius’ COVID-response package one of the most comprehensive in the world.”

Bravo à notre Premier ministre et à notre ministre des Finances. Je cite ici l’OMS, le FMI, la Banque mondiale dont l’indépendance ne pourrait être contestée par qui que ce soit, y compris de l’opposition.

Donc malgré toutes ces difficultés, ces deux années du Covid, ces deux années consacrées à récupérer du Covid, notre convalescence, dirais-je, nous avons accompli une remarquable œuvre de progrès économique et social, indéniable.

Le Premier ministre a joué son rôle, dirigeant, coordonnant l’action gouvernementale. Le ministre des Finances a été exemplaire et je voudrais aussi saluer la solidarité, l’unité au sein de l’alliance mauricien qui a tenu bon et au contraire, à travers une action coordonnée et solidaire, a donné des résultats qu’il fallait.

M. le président, je voudrais rappeler qu’en 2019 lorsque mon parti fait le choix de se joindre à cette alliance tout comme le MPM de mon collègue Alan Ganoo, nous prenions un pari sur l’avenir. Nous avons considéré l’œuvre sociale accomplie entre 2014 et 2019, je ne reviendrais pas dans les détails mais nous savons tous les pas en avant historiques avec le salaire minimum, la portabilité des pensions, la hausse dans les pensions de vieillesse et ainsi de suite. Donc, nous avons pris un pari sur l’avenir et je suis heureux aujourd’hui, quatre ans et demi plus tard de constater que nous avons raison car nous avons poursuivi et nous sommes allés encore plus loin dans l’œuvre d’accomplir en matière de progrès économique et social d’avant 2019.

Des années de cela, au MMM, le parti auquel comme mon collègue Alan Ganoo, j’ai consacré l’essentiel de ma vie politique, nous définissions les principes du militantisme. Le premier étant l’unité, le combat sans relâche, sans compromis contre toute forme de racisme et de communalisme et le deuxième principe et ces principes étaient un peu notre boussole

politique et ils le sont toujours. Le deuxième principe était le développement mais un développement dans la justice sociale. Donc, je me suis posé la question – quatre ans et demi au gouvernement, y a-t-il eu développement malgré le confinement ?

Aujourd’hui, nous avons fait la preuve de notre résilience et tous les principaux indicateurs économiques sont au vert et j’en veux pour preuve le dernier rapport du FMI qui passe en revue et je ne vais pas répéter ce que d’autres ont dit avant moi: la croissance, l’inflation, le chômage, le déficit du compte courant, la dette publique etc. mais je pense qu’il est important de faire la comparaison historique et je vais prendre deux exemples.

L’inflation : le précédent régime, celui qui a gouverné notre pays de 2005 à 2014, a connu une situation beaucoup plus confortable, une grande stabilité de 2005 à 2008 et après 2008, il y a eu l’impact déflationniste de la crise financière et malgré cela l’inflation cumulative ; *cumulative headline inflation* a connu une moyenne de 70% entre 2005 et 2014 alors que dans notre cas depuis 2015 à 2024, *cumulative headline inflation* tournerait autour de 45 et 46%. Expliquez-moi cela. Alors que j’entendais le député, Paul Bérenger nous dire que la priorité des priorités, c’est l’inflation. Comment on se compare notre bilan à celui du Parti travailliste qui aujourd’hui ose nous montrer du doigt?

Deuxième exemple: le chômage. Pendant 10 ans, de 2005 à 2014, la moyenne du taux du chômage tournait autour de 8%. Dans notre cas 2015 à 2024 malgré le Covid, malgré la guerre en Ukraine, malgré tout ce qui s’est passé avec ces bouleversements mondiaux que n’a jamais connus le Parti travailliste au gouvernement, la moyenne du taux de chômage pour toute cette période a été de 6,7% et aujourd’hui, le FMI salue le fait que le chômage est au plus bas depuis 27 ans, M. le président. Le chômage des jeunes, le plus difficile ayant été réduit de 25 à 17%. Donc, d’une perspective historique, cela, les absents du jour n’ont pas le droit de nous montrer le doigt et c’est peut-être pour cela qu’ils ne sont pas présents aujourd’hui, pour ne pas écouter ces vérités indéniables, pour reprendre les paroles du député Xavier-Luc Duval.

Au-delà de ce fameux rapport de la banque du FMI, c’est le dernier rapport international qui est éloquent. Il parle de, je vais me permettre de citer brièvement –

“The economy has rebounded strongly from the pandemic.”

C’est le message clé.

“The economy has rebounded strongly from the pandemic.”

Et comment cela s’est-il réalisé ? D’abord la croissance sectorielle *beyond tourism, social housing construction and financial services* et tous les titres de ce rapport –

- *Fiscal imbalances;*
- *Narrowed public debt;*
- *Declined monetary policy stands accommodative;*
- *External current account deficit sharpened narrowly;*
- *Financial sector risks contained;*
- *Bank of Mauritius (BOM) adequate range of micro prudential tools to manage systemic risks;*
- *Exposure of banking sector;*
- *Declining headline inflation projected to ease.*

Et ainsi de suite.

Ce rapport qui a fait l’objet de débats vigoureux, même si et c’est tout à fait normal, que le rapport souligne d’une part la nécessité d’évoluer à partir des mesures non-conventionnelles exceptionnelles prises pendant le Covid et attirent notre attention sur les défis fondamentaux qui restent le nôtre: le vieillissement de la population, la soutenabilité des dépenses en faveur des inactifs par rapport au vieillissement de la population, les mesures à prendre face aux changements climatiques ainsi de suite. Ce rapport est un rapport globalement très positif qui vient dire que nous avons eu une gestion réussie du Covid, que nous avons réussi la récupération à partir du Covid et que *the outlook is positive*.

Pour citer le rapport, les indicateurs économiques sont au vert, le chemin est dressé pour continuer à progresser sur le plan économique et social parce que le rapport vient nous dire –

“Inequality and other social indicators have improved reflecting robust growth and public sector programmes. The authorities have been focused on reaching high income country

status while fostering inclusive growth by protecting households impacted by the rising cost of living since 2022 broadening social benefits to the most vulnerable.”

Eloquent ! Cela vient du FMI et nous n’aurons cessé de le répéter. Je ne suis pas peu fière que les deux ministères dont j’ai la charge, le ministère du Tourisme et celui du logement, responsable de la construction des logements sociaux ont joué un rôle-clé. D’ailleurs, les économistes attribuent la moitié du facteur de valeur ajoutée dans notre accroissement de croissance ; l’accélération de la croissance au tourisme.

Et je voudrais rappeler que c’était le secteur les plus menacé par la Covid. Nous l’oublions très vite mais pendant un an et demi nos frontières ont été fermées. Le nombre de touristes arrivant à Maurice passe d’environ 1,380 millions des touristes en 2019 à 180 000 touristes en 2021 ; nous étions à genoux.

N’était-ce pour l’intervention de l’État, cela aurait été la fin du tourisme à Maurice. Nous l’oublions trop vite. Cette contribution de l’État à travers les différents moyens utilisés – le *MIC* qui est venu soutenir par des injections de capitaux, les industries, les hôteliers mais pas seulement pour faire face à leur endettement, l’exemption du paiement des *bonds* et des permis, le *Wage Assistance Scheme* qui compta pour plus des R 10 milliards des dépenses, presque la moitié du total, dont bénéficièrent 51 000 employés et le *Self-Employed Assistance Scheme* R 338 millions bénéficiant à 4000 personnes.

Aujourd’hui, M. le président, les revenus par touristes comparés au pré-Covid ont augmentés de 46 %. Les revenus du tourisme sont passés de R 63 milliards en 2019 à R 86 milliards aujourd’hui – une augmentation de 45 %. En terme réel, même en tenant compte de la dépréciation de la roupie, de l’effet inflationniste dont ne cesse de parler l’opposition – en terme réel, le revenu par tourisme et le revenu total issu du tourisme ont augmenté. Évidemment que Maurice, n’est ni les Maldives ni les Seychelles ; tout nous sépare de ces pays, tant par la structure économique, les caractéristiques naturelle, la politique de développement. Comparons ce qui est comparable.

Aujourd’hui ce qui est vrai, c’est que le tourisme a rebondi et les chiffres des arrivées touristiques pour janvier à mai, nous démontrent que nous avons déjà dépassé le niveau de 2019. Aujourd’hui, en termes d’arrivées des touristes, depuis le début de l’année, nous faisons mieux.

Nous avons récupéré et nous avançons au-delà en termes d'arrivées touristiques. Mais les défis demeurent importants, les défis de la connectivité, du nombre de compagnies aériennes desservant notre pays, des ports d'embarquement, des sièges disponibles – évidemment ces sont des défis auxquels nous sommes confrontés.

Nos marchés font très bien – les marchés français, les marchés britanniques sont en croissance. Les investissements sont en hausse avec 19 nouveaux projets hôteliers recensés par *EDB* avec des investissements de R 21 milliards prévus pour l'année financière, le nombre des chambres d'hôtels ayant augmenté de 21 600 à 22 000 en 2023. Il y a des défis – défis des ressources humaines, de la qualité de l'environnement certes mais comme pour l'économie nationale, les indicateurs sont au vert et nous progressons très rapidement.

Il y a eu des développements – dois-je rappeler que malgré la Covid, nous continuons à progresser. Notre PIB par tête d'habitant nous plaçait à la 82^e position en l'an 2000, en 2015 nous avions très peu progressé – nous étions 84^e. En 2022, au lendemain de la Covid, nous étions déjà 75^e et je n'ai aucun doute que le prochain classement démontrera le progrès de notre pays.

Un autre exemple, l'index de développement humain – 78^e en l'an 2000. Malgré la Covid en 2022, nous sommes à 72^e, et là aussi je n'ai aucun doute que la prochaine publication de cet index démontrera les progrès réalisés et déjà en termes du combat contre la pauvreté, ce que nous faisons est salué par la Banque mondiale. Donc il y a eu une gestion efficace de l'économie malgré les défis, il y a eu un effort de développement qui est répertorié par les organisations internationales.

Mais ce développement a-t-il été accompagné d'un approfondissement de la justice sociale ? Question capitale pour le militant que je suis, parce qu'à quoi servirait une bonne gestion économique, à quoi servirait une croissance accélérée, un développement qui ne s'accompagne pas de justice sociale ? D'abord, je rappellerai ce que nous disait l'économiste français, Jacques Généreux – c'est que la seule finalité légitime de l'économie est la qualité de vie des hommes et des femmes, à commencer par celle des plus démunis. Ce message correspond à la philosophie économique de notre ministre des Finances. Notre ministre des Finances qui, de par son action, a réhabilité le rôle central des dépenses publiques et de la volonté politique – du volontarisme – dans la construction du développement économique.

Son approche correspond aux nouvelles théories de la croissance, celle de la croissance partagée qui nous rappelle la loi du partage efficient, c'est le dada de notre ministre Dr. Kishen Padayachy. La loi du partage efficient selon lequel il existe un effet positif et significatif de l'égalité et de la distribution des revenus sur le taux de croissance à long terme. C'est la philosophie économique qui anime notre ministre et le gouvernement. En se faisant, nous avons redéfini, je dirais, le contrat social qui sous-tend notre état providence et notre société.

Vous me permettez, quand je dis contrat sociale – *forgive me for lapsing into English, Mr Speaker, Sir, I am talking of what is to be provided to everybody and by whom.*

C'est que, Minouche Shafik, the President of Columbia University, the erstwhile Director of the London School of Economics, translates as: 'what we owe each other', in her recent book by the same name, where she calls upon us to heed the bellwether that a new social contract is needed based on three broad principles –

- (i) First, that everyone should be guaranteed the minimum required to live a decent life, which includes, of course, basic healthcare, education, benefits associated with work, and a pension that protects against poverty.
- (ii) Second, everyone should be expected to contribute as much as they can and be given the maximum opportunities to do so, with training throughout life, and public support for childcare so women can work, etc.
- (iii) Third principle, the provision of minimum protection around some risks, such as sickness, unemployment and old age are better shared by society rather than asking individual families or employers to carry them.

C'est la philosophie qui aujourd'hui fait débat et c'est la philosophie qui nous anime. En regardant et en constatant ce budget, j'en reviens au principe fondateur de l'État providence – le fameux, '*from cradle to grave*' du rapport Beveridge de 1942 que citait je crois mon collègue, le ministre Dr. Husnoo, la semaine dernière qui se traduit : la solidarité sociale du berceau au tombeau. Et en considérant ce que nous faisons – je n'aurais pas le temps probablement de passer en revue tous ce que ce budget prévoit, mais bon ! Allons-y rapidement.

Les allocations de maternité, avant-même la naissance de l'enfant – les nouvelles allocations, les prestations qui viennent d'être introduites pour les femmes enceintes, the

Maternity Allowance, à partir du sixième/septième mois de la grossesse, les prestations sixième ou septième mois qui vont se poursuivent et qui sont liées avec les examens médicaux que doivent subir les femmes enceintes.

Toutes les prestations pour soutenir l'enfance : 0-3 ans, maintenant 3 à 10 ans – R 2000 selon le cas ou R 2500. L'aide à l'enfance de manière générale, maladie grave, cancer, prise en charge de tous les frais médicaux même à l'étranger par l'État. Les enfants handicapés, 5000 enfants bénéficiant de prestations additionnelles qui viennent s'ajouter au préscolaire gratuit désormais, au primaire gratuit, à l'éducation et l'enseignement de deuxième degré – l'éducation secondaire comme nous disons gratuit qui va se poursuivre jusqu'à l'âge adulte avec l'enseignement supérieur public gratuit et la formation professionnelle gratuite et les frais d'examens pour les redoublants désormais pris en charge par l'État. Et puis, à l'âge adulte, une prestation ; un geste ; d'un don de l'État arrivé à 18 ans.

Les frais d'internet, au travail – le revenu minimal, d'abord le salaire minimum, le revenu minimum, les allocations pour le chômage, les aides *social aid* se poursuivant jusqu'à la fin de la vie active, les pensions pour les personnes âgées, mais aussi les veuves, les orphelins, les handicapés qui ne cessent d'augmenter et finalement à la mort aussi – *le Funeral Grant* pour les plus vulnérables et ce n'est qu'effleuré quelques exemples. From *cradle to grave* : l'essentiel de l'État providence, cet approfondissement de l'État providence, ce développement dans l'injustice sociale dont parle le MMM depuis 1969 nous le faisons, nous le réalisons aujourd'hui au gouvernement, M. le président, et c'est pour cela que je ne cesse de répéter que pour les militants, les adhérents du MMM le peuple de gauche comme on l'appelle, il y a un choix autre que le Parti travailliste du Dr. Navin Ramgoolam. Ce choix c'est d'être avec nous pour poursuivre l'œuvre de développement économique et sociale de notre pays.

Et les travaillistes en Angleterre parlent de politique *for the many and not for the few* et c'est précisément ce que fait ce gouvernement. Allez vers les plus pauvres, les plus vulnérables est le plus grand nombre. Savez-vous M. le président, que les bénéficiaires de la CSG aujourd'hui, c'est plus de 320,000 individus parce que la CSG ne bénéficie pas uniquement comme on peut le croire à ceux qui gagnent moins de R 20 000. Le budget l'explique. Nous avons des allocations allant jusqu'à R 1500 par mois pour ceux touchant jusqu'à R 50 000. Les bénéficiaires de la pension, c'est 310 000 individus, les bénéficiaires du revenu minimum, c'est

110 000 personnes, le salaire minimum concerne 85 000 personnes, les allocations pour l'enfance 0 à 3, 3 à 10 ans, c'est 116 000 enfants et je pourrais aussi vous parler des 12 000 mères qui vont bénéficier de l'allocation de maternité, les 5000 enfants handicapés et ainsi de suite et face à cela que nous dit l'opposition ? *Money illusion!*

Donc l'argument principal aujourd'hui, c'est que tout cela ne vaut rien parce que comme le disait M. le député, Bérenger suivant cela ces nouveaux alliés Travailleurs –

“Ce qu'on vous offre d'une main, on le reprend de l'autre.”

M. le président, il existe *Statistics Mauritius* qui calcule l'inflation à partir de ce qu'on appelle *a basket of goods*, c'est-à-dire, un panier dont la composition reflète la consommation, le poids des différents items dans la consommation courante des ménages. Ce panier n'a pas été contesté dans la composition depuis belle lurette ; même pas par l'opposition. Ces chiffres quant à l'inflation sont recalculés par la FMI et la banque mondiale et c'est quoi la vérité? C'est que le taux d'inflation cumulative de 2014 à ce jour – je prends en considération les derniers chiffres de l'inflation – montent à 45-46 %. Ce qui veut dire que la pension de R 3600 de 2014 s'il fallait tenir compte uniquement de l'inflation, aurait dû être aujourd'hui au niveau de R 5100 mais la pension est passée à R 14000. Elle va passer à R14000, pratiquement à quatre fois plus ; plus que ce l'était en 2014. Même en tenant compte de l'effet de la dépréciation et de l'inflation. Donc, en terme réel, la pension a augmenté de 2,8 près de trois fois en termes de valeur réelle.

Donc, comment parler de *money illusion* ? Aujourd'hui, certains médias prennent n'importe quel prix d'un article ou de deux articles pour comparer mais nous avons toujours les économistes qui se basent sur les chiffres de l'inflation : le CPI – le *Consumer Price Index*. Et encore une de ces – comment disait le député Xavier-Luc Duval – vérités indéniables, *undeniable truths* que porte n'importe quel effort de démagogie l'on ne pourrait effacer.

Ce gouvernement, tout en réalisant, en acceptant, en reconnaissant le vrai problème de la vie chère, le vrai problème du pouvoir d'achat qui est un phénomène mondial et notre inflation à Maurice est essentiellement une inflation importée. Ce gouvernement a fait le choix de donner plus à ceux qui ont moins et c'est la seule façon de les aider à faire face à la vie chère et aux difficultés de la vie de tous les jours.

M. le président, j'ai parlé de l'inflation cumulative ; une autre mesure c'est le coefficient de Gini. The Gini coefficient, c'est la mesure d'inégalité de revenu au sein d'une société reconnue de tous les gens sérieux, pas des démagogues de l'opposition. J'ai été revoir comme je le fais chaque année, tous les chiffres disponibles depuis 1975 quand le coefficient de Gini est calculé pour la première fois par maintenant ça s'appelle *Statistics Mauritius* ; avant cette même institution était connue d'un autre nom et cela nous révèle que le pic. Le moment où notre société la plus inégalitaire, c'était en 1980-1981, la première récession économique après l'indépendance et le deuxième pic était en 2012. Aucun commentaire quant à qui était au gouvernement à ces différents moments : 1980-1981 et 2012 mais en 2023, malgré le Covid, malgré la guerre en Ukraine, malgré la plus grave récession économique de notre histoire, le coefficient de Gini est au plus bas et ces chiffres sont ceux de 2023 et ne tiennent pas compte dans ce que nous avons fait dans ce budget qui vont certainement et le FMI le dit –

« continuer à rabaisser le niveau du coefficient de Gini à cause de l'accroissement des transferts sociaux annoncés par le gouvernement ».

Troisième preuve, M. le président, j'ai parlé de l'inflation cumulative, j'ai parlé du coefficient de Gini. Un autre instrument très important, un autre document très important rendu public, c'est le *Household Budget Survey*, cette étude de l'État, des dépenses, le revenu des ménages qui est effectué tous les cinq ans selon des critères reconnus internationalement et qui sont repris d'ailleurs, c'est la base même des calculs sur la pauvreté qu'effectue la banque mondiale.

Cinq points sur lesquels je voulais passer rapidement. Le poids des transferts sociaux (*Transfer Income*) c'est-à-dire les pensions, les prestations sociales, ce qui passent aux familles et aux ménages sans qu'ils aient à rembourser quoi que ce soit. Le poids dans le revenu d'un ménage passe de 19% en 2017 à 25% en 2023. Donc, aujourd'hui ce qu'une famille moyenne gagne en termes de transferts sociaux pèse beaucoup plus lourd dans le revenu d'un ménage. Résultat, c'est que l'*average household disposable income*, le revenu dont dispose un ménage en moyenne, passe de R 36 800 en 2017 à R 55 600 en 2023, un accroissement de 22 %. Le *median household disposable income* parce que peut-être me diriez-vous : la moyenne ça ne compte pour rien. Allons diviser la population mauricienne en deux ; allons prendre la famille qui se trouve

juste entre les deux, son revenu *household disposable income* passe de R 23 000 en 2017 à R 45 000 en 2023.

Avez-vous besoin d'une autre preuve? Le pourcentage de ménages gagnant moins de R 10 000 par mois est passé de 8,4% en 2017. Oui, en 2017 il y avait encore plus de 8 % des ménages à Maurice gagnant moins de R 10, 000 par mois, aujourd'hui ils en sont à 0.7%. Et dernier chiffre, le pourcentage de ménages au sein de la population gagnant plus de R 40 000 par mois est passé de 31 % en 2017 à 57 % en 2023. Ce sont des preuves tangibles, concrètes, incontestables de ce que nous avons fait en termes de justice sociale, de répartitions plus égales du revenu économique au sein de notre société et dans notre pays, M. le président. Vérité indéniable et je mets au défi qui que ce soit de venir contester ces chiffres que nous venons de citer.

M. le président, le bilan du logement, mon collègue le ministre de la Santé a fait, de manière tout à fait éloquente l'autre jour, le bilan de son ministère du secteur de la santé qui n'a pas fini de m'impressionner, je ne reviendrai pas dessus. Tout à l'heure ma collègue a parlé de nos efforts en matière d'éducation pour défendre le droit à l'éducation qui est un principe fondamental. Ce gouvernement cherche aussi à affirmer le droit au logement dans les faits.

Et là aussi une perspective historique est très importante : le gouvernement ayant construit le plus de maisons en un mandat jusqu'à présent aura été le gouvernement qui était en place de 1991 à 1995. Celui mené par Sir Anerood Jugnauth avec celui à qui je rends régulièrement hommage Jayen Cuttaree qui va créer la *NHDC*, ce gouvernement-là a construit 3 900 maisons en presque 5 ans 1991 à 1995. C'est le plus qu'on ait construit en 5 ans et le plus bas c'est de 2011 à 2014, suivez mon regard, 500 maisons – j'arrondis à la centaine près, 500 maisons.

En fait, de 2005 à 2014, ils ont construit un peu plus entre 2005 et 2010, au total sur 10 ans, ils construisirent 2 500 maisons, 1991-1995 c'était 3 900 et notre bilan fin 2019, le début de ce mandat à juin 2024, nous en sommes à 2 700 et à la fin du mois parce que nous livrerons les maisons de La Valette la semaine prochaine, nous serons à 2 900 maisons. En quatre ans et demi sans même que la première maison de la *NSLD* ait été livrée, nous aurons livré à la fin du mois 2

900 maison en quatre ans et demi comparé à 2 500 sur les 10 ans du régime Travailliste de 2005 à 2014.

Sans même que nous ayons livré la première maison de la *NSLD*. Mais la *NSLD* aujourd'hui, c'est 37 chantiers de construction et 38^{ème} à Riambel va s'ouvrir dans un mois ou deux. Auquel il faudrait ajouter encore 5 chantiers de la *NHDC*. Donc, nous avons plus d'une quarantaine de chantiers de construction de maisons, de logements sociaux à travers l'île Maurice, sur l'île Maurice seulement. Ce qui fait que d'ici la fin de notre mandat, la fin de novembre, nous prévoyons de livrer encore 3 600, c'est-à-dire que le total sur le mandat va aller au-delà des 6 000 pour tourner autour des 6 500 maisons livrées d'ici la fin du mandat.

Sans précédent historiquement. Même 1991-95 c'est 3900 maisons. Les maisons de la *NSLD* nous allons commencer à les livrer d'ici deux mois et les chantiers qui sont prêts pour la livraison commencent à faire queue : Olivia, Grand Bel Air ainsi de suite, je ne veux pas faire la liste ici sinon le Premier ministre n'aura pas le temps de parler aujourd'hui. Je vais donc me limiter à cela pour dire que l'une des preuves les plus éloquentes de notre engagement social, c'est le logement social.

Et toutes les critiques de l'opposition, M. Uteem viendra dire qu'on paye trop les gens à la tête de la *NSLD*. Quel est le bilan du Parti travailliste ? Viendra-t-on nous dire qu'il aurait mieux fallu ne pas construire 12 000 maisons pour payer moins ceux qui sont à tête, c'est ça l'argument? Et s'ils auraient pu mieux faire eux, pourquoi ne l'ont-ils pas fait auparavant? Monsieur, je ne sais plus, Dr. Boolell qui viendra nous parler de retard dans la livraison de ces logements, ben voilà, je vous ai donné les chiffres. Quant au député Osman Mahomed, il s'est permis l'autre jour de revenir dire qu'il avait eu maldonne. Maldonne dans les allocations des contrats et je vais une fois de plus le mettre au défi de répéter cela en public parce qu'il n'ose pas le faire.

(Interruptions)

C'est ce qui se dit, c'est ce qui se dit. La vérité sera révélée en temps et lieu.

En tout cas, M. le président, permettez-moi de rappeler brièvement qu'aujourd'hui nous nous focalisons sur ceux qui gagnent moins. Ce sont les ménages gagnant pas plus de R 30 000

par mois qui auront la priorité dans l'allocation des maisons de la *NSLD* et l'État prend à sa charge deux tiers des frais de construction de maisons, c'est sans précédents, même auparavant ce n'était jamais le cas, 67% du coût d'une maison est aux frais de l'État. Une estimation de R 2.7 millions par unité, par appartement, celui qui en fait l'acquisition paiera R 900 000 et ces R 2.7 millions ne comptabilisent même pas les autres frais additionnels, *off site expenditure*, les connexions au tout-à-l'égout, etc., les routes qui doivent être agrandies, tous les autres investissements sociaux de l'État.

Et, dernier mot, rénovation NHDC 2019 à ce jour, R 586 millions. *Roof Slab Grant*, R 435 millions bénéficiant 5 500 familles et nous avons tout changé. Aujourd'hui, alors qu'en 2014 pour le *Roof Slab Grant*, on pouvait obtenir au maximum R 65 000, aujourd'hui on offre jusqu'à R 130 000. Donc, dans le domaine du logement il y a tant qui a été fait et nous aurons l'occasion de revenir là-dessus.

M. le président, je n'ai pas d'hésitation pour parler de ce budget comme étant un budget militant, un budget de gauche. D'autres ont dit budget socialiste ou progressiste. C'est un budget qui fait le choix de soutenir, de se solidariser avec les démunis, les plus vulnérables, les plus pauvres ; ceux qui ont le plus besoin de l'État providence et de l'aide de l'État.

Nous avons et continuons à observer tous ces grands principes dont je vous parlais. De l'unité, aujourd'hui, l'hôpital public dessert tout le monde. L'éducation, c'est pour tout le monde. Il n'y a pas de considération de race, de communauté, de circonscription, de couleur politique, tout le monde y a droit à condition de satisfaire les éléments d'éligibilité en termes de vulnérabilité. La démocratie, elle est toujours aussi vivante à Maurice. Si l'opposition n'est pas là, ce n'est pas que nous soyons dans un pays où il n'y a pas d'opposition. C'est qu'elle fait le choix de ne pas être là. Les journaux opèrent en toute liberté. Les gens donnent leur opinion, disent leur avis. La démocratie, elle est aussi vivante, sinon plus vivante aujourd'hui qu'elle l'était en 2014 ou en 2019. Le combat contre la fraude et la corruption, la création de la *Financial Crimes Commission* a été saluée sur le plan international comme témoignant d'un effort accru de répondre aux exigences de ce combat.

Le combat contre les drogues illicites, le Premier ministre rappelle régulièrement combien des recommandations de la commission sur la drogue ont été traduites en pratique. Mais aussi, la

défense de l'intégrité territoriale, nous ne faiblissons pas dans nos revendications concernant les Chagos. L'écologie, mon collègue, le ministre de l'Environnement, a parlé longuement de ce que nous faisons en termes de la transition écologique. La cause féministe, aujourd'hui la Prime à l'emploi, dont a parlé avant moi Madame Dookun-Luchoomun, *addressing the gender disparity on the labour market*. Je pourrai citer les chiffres, le ministre des Finances l'a fait pour démontrer le progrès réalisé depuis l'introduction de la Prime à l'emploi face à un des problèmes les plus intraitables, les plus difficiles auxquels ont fait face tous les gouvernements – comment encourager une meilleure participation féminine sur le marché du travail ? Donc, tous ces principes sont scrupuleusement respectés dans l'action gouvernementale.

Je ne voudrais pas être beaucoup plus long, M. le président. Je voudrais rappeler qu'en 2000-2005, nous avons fait du beau travail au gouvernement. Mon collègue, le Premier ministre, y était d'ailleurs comme Premier ministre adjoint à la fin de cette mandature-là. Mes collègues, Alan Ganoo, Joe Lesjongard, Leela Devi Dookun-Luchoomun parmi d'autres y étaient. Et pourtant, cette alliance s'était fait battre à cause d'une campagne basée sur la haine, une campagne que je n'hésiterai pas à qualifier de raciste, une campagne de mensonge face au MSM-MMM. Et, c'est pourquoi aujourd'hui, en voyant comment le MMM se rabaisse pour s'agenouiller devant le Parti travailliste et le suivre tous ses...

An hon. Member: Shame!

The Deputy Prime Minister: ...comportements tout à fait ignobles, c'est une véritable alliance de la haine, de la haine contre ce gouvernement et en particulier notre Premier ministre ; une alliance de la honte entre deux partis qui n'ont jamais pu travailler ensemble, une alliance qui n'a que pour seul objectif de faire tomber le gouvernement.

Mais cette fois, cela ne passera pas. Cela ne passera pas parce que d'une part, le bilan du Parti travailliste est connu. Un bilan catastrophique de 2005 à 2014 que nous allons remettre devant le peuple. Et le bilan du MMM lui qui n'en a pas puisqu'il n'est jamais au gouvernement et quand il est aux affaires, il ne reste pas longtemps. Par rapport à quoi, nous avons un bilan ; un bilan élogieux dont je viens de donner quelques exemples et que nous allons faire fort de présenter à la population. Mais pas seulement un bilan, mais aussi une vision ; une vision basée sur les principes fondamentaux que sont la poursuite du développement économique tant la

justice sociale. En consolidant l'unité de notre population, la méritocratie, l'égalité de chance pour tous, en préservant et en enrichissant notre démocratie et en poursuivant un combat sans relâche contre la fraude, la corruption et les drogues illicites. Je n'ai, comme mes prédécesseurs, aucun doute que le moment venu, la population mauricienne fera le bon choix.

Je voudrais saluer notre ministre des Finances pour sa constance dans les choix, à la fois idéologiques et pragmatiques qu'il a faits à travers ces cinq budgets qu'il nous a présentés. Je voudrais aussi saluer une fois de plus le leadership du Premier ministre qui nous a permis à tous les différents ministres de travailler en toute liberté pour mettre en œuvre le programme gouvernemental, mais en nous soutenant et en coordonnant de manière ô combien efficace l'action gouvernementale. Je souhaiterais saluer aussi tous les alliés au sein de l'alliance gouvernementale – le MSM, le MPM, le ML, pour ce travail remarquable, pour avoir pu conjuguer nos efforts dans la mise en pratique de notre programme.

Je suis très sincèrement fier du bilan de l'action gouvernementale. Nous sommes à présent prêts à le présenter à la population. Le moment viendra, la fin du mandat approche, présenter ce bilan, présenter notre vision de l'avenir ayant pu faire la preuve que l'on peut allier dans l'effort de développement ; gestion économique responsable, action économique efficace et acter le principe de solidarité sociale pour une transformation socialiste et la transition écologique de notre société. Pour moi, le travail continue jusqu'à la fin du mandat. Ce budget nous en a donné les moyens et la lutte pour une île Maurice plus juste se poursuit jour après jour avec l'*Alliance Morisien* et je suis confiant que nous allons au-delà de ce budget vers une grande victoire.

Je vous remercie, M. le président.

Mr Speaker: Hon. Members, I suspend the Sitting for one hour and a half.

At 1.11 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 2.48 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

Mr Speaker: Please be seated!

Hon. Prime Minister, please.

The Prime Minister: M. le président, permettez-moi d'abord d'exprimer toute ma tristesse d'avoir appris hier après-midi le décès de Dev Manraj, que nous tous dans cette Chambre avons connu et côtoyé.

Secrétaire financier jusqu'à ces derniers jours, il a servi sous différents gouvernements avec dévouement et assiduité. J'ai eu l'occasion de bénéficier de ses services et conseils quand j'ai été ministre des Finances et aussi depuis que j'assume les fonctions de Premier ministre. Et pas plus tard que le 1^{er} juin dernier, il était à mes côtés avec le ministre des Finances pour finaliser le Budget 2024-2025.

Un fin intellectuel, un professionnel hors-pair, Dev Manraj était un visionnaire, un homme de confiance, et je dois dire, un parfait gentleman. Il aura tout donné à sa patrie en termes de temps, d'idées et ses loyaux services.

C'est un moment, ou je dois dire, le jour même de la grande lecture de mon collègue le ministre des Finances, où tout d'un coup il est tombé malade et sa situation s'est détériorée rapidement. Donc, c'est un monument qui nous a quittés et son départ laissera sans aucun doute un vide qui sera très difficile à combler. La nation en tout cas perd un serviteur respecté. Et je me permets, au nom de tous ceux présents dans cette Chambre, de présenter à sa famille et à ses proches nos sincères condoléances et sympathies.

M. le président, c'est avec un sentiment de devoir dûment accompli que je m'adresse à la Chambre lors de ces débats sur le Budget 2024-2025.

Cinq ans de cela quand le peuple confiait à *l'Alliance Morisien* la destinée du pays suite au bon travail abattu durant le mandat du gouvernement de *l'Alliance Lélep*, nous avons pris des engagements envers la population, des engagements à développer le pays davantage et bâtir une société plus juste, durable et inclusive. La confiance et la détermination étaient de mise car nous avons à partir de décembre 2014 remis l'économie sur des bases solides et ramené le sourire sur les lèvres de nos compatriotes après neuf ans de règne catastrophique du Parti travailliste.

Alors que ce gouvernement se préparait à mettre en œuvre son programme gouvernemental, survenait la pandémie du Covid-19 qui allait paralyser le pays, mettre l'économie à genoux, bouleverser les priorités et la vie de nos citoyens. Mais, nous n'avons

jamais abdiqué. Nous avons assumé nos responsabilités avec courage et détermination. Nous avons sauvé des vies, des entreprises et des emplois, alors que l'opposition parlementaire et extra-parlementaire agissait en pyromanes et prophètes de malheur. Ils voulaient voir des cadavres par centaines ; ils souhaitaient des pertes d'emplois par milliers ; ils voulaient que les entreprises ferment leurs portes. En somme, ils tablaient sur un scénario apocalyptique pour faire un coup d'état politique.

Mais, M. le président, mon gouvernement a prouvé que ces oiseaux de malheur avaient tort. On a géré la situation tellement bien que l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale nous ont félicité. Pas besoin de répéter ce que le *Deputy Prime Minister* a dit lors de son discours avec maintes citations de ces rapports, que ce soit du Fonds Monétaire International, la Banque mondiale ou de l'Organisation mondiale de la santé car nos prompts initiatives et décisions ont permis de renverser la vapeur. Aujourd'hui, l'économie a retrouvé son dynamisme et sa robustesse en dépit du fait qu'on a vécu une crise sanitaire et économique sans précédent, sans oublier les séquelles de la guerre en Ukraine et des conflits au Moyen Orient. Le Fond Monétaire Internationale, donc, a reconnu dans son dernier rapport que la performance économique de Maurice est mieux en 2024 qu'avant la pandémie, grâce à nos décisions. Aujourd'hui, nous sommes fiers en tant que peuple d'avoir fait preuve d'une solidarité et d'une résilience exemplaire pour se relever du Covid-19 et rebondir avec confiance.

Le fait demeure, M. le président, que mon gouvernement a réussi haut la main son pari de relancer l'économie et poursuivre sa politique visant à moderniser le pays et améliorer le pouvoir d'achat et la qualité de vie de la population. Nous avons réussi parce que nous avons agi avec humanisme et n'avons jamais laissé qui que ce soit au bord de la route.

En dépit de tout ce qu'on a dû subir, nous avons présenté le dernier budget de notre présent mandat la tête haute vis-à-vis du pays et de nos concitoyens. Nous avons respecté nos engagements envers la nation et, dans bien des cas, on est allé au-delà de nos promesses comme pour les pensions de base. C'est pour cela que j'ai dit au début de mon intervention que j'ai le sentiment de devoir dûment accompli.

M. le président, le Budget 2024-2025 épouse la philosophie socio-économique qui met le peuple au centre de l'action gouvernementale. Cela est en ligne avec la philosophie socialiste de mon gouvernement et bien sûr de mon parti qui a toujours mis l'économie au service du peuple.

C'est pourquoi nous disons fièrement que ce dernier budget de notre mandat est un budget pour le peuple comme l'ont été tous les budgets que moi-même et l'honorable Padayachy avons présentés. Nous avons toujours soutenu la population dans les moments difficiles et récompensé l'effort de nos compatriotes quand il y a embellie économique.

Le Budget 2024-2025 a également le mérite d'adresser les défis économiques du moment, liés au changement climatique en particulier, et trace la voie en vue d'un développement encore plus résiliente, durable et inclusive.

M. le président, l'histoire retiendra les grandes avancées sociales sous ce présent gouvernement.

Premièrement, avec ce budget, un enfant est pris en charge par le gouvernement depuis sa conception jusqu'au moment où il atteint l'âge d'adulte et effectue ses études tertiaires.

En effet, après six premiers suivis médicaux au début de la grossesse, la maman de l'enfant à naître touchera une allocation de R 3 000. Une *Maternity Allowance* de R 2 000 sera ensuite versée pendant neuf mois à partir de la 28^e semaine de grossesse. Cela s'ajoutera au *Child Allowance* de R 2 500 par mois depuis la naissance jusqu'au moment où l'enfant atteint l'âge de trois ans. A partir de trois ans, un *School Allowance* de R 2 000 par mois sera payée jusqu'à l'âge de 10 ans. Pour mieux s'occuper des nouveaux nés, les congés de maternité passent à 16 semaines. Les pères pourront désormais se prévaloir de congés de paternité d'un mois.

Sans oublier que l'éducation pré-primaire, secondaire et tertiaire est gratuite dans les institutions publiques ou accréditées. Les frais des examens du *SC* et de la *HSC* seront subventionnés pour tous les étudiants et en deux occasions pour ceux ou celles qui ne réussissent pas la première fois. A 18 ans, une allocation spéciale de R 20 000 sera versée à ce jeune pour qu'il puisse aborder sa vie d'adulte avec confiance.

Dans les cas où un enfant ou un jeune de moins de 25 ans est atteint de cancer, les frais de soins à Maurice ou à l'étranger seront totalement pris en charge par le gouvernement. De même,

pour les autres maladies graves, le gouvernement couvrira la totalité du coût de traitement à l'étranger pour les jeunes âgés jusqu'à 25 ans.

Tout cela est sans précédent, M. le président. Le peuple, les parents, les jeunes sauront apprécier. C'est leurs réactions positives au budget qui compte pour nous, pas la démagogie de l'opposition.

Deuxièmement, l'augmentation du Revenu Minimum Garanti à R 20 000 témoigne de la considération continue que mon gouvernement accorde aux travailleurs au bas de l'échelle. Désormais, aucun travailleur à plein temps ne touchera moins de R 20 000 par mois. Nous soutiendrons en même temps les familles avec des revenus mensuels inférieurs à R 20 000 en leur versant une *Equal Chance Allowance* de R 2 000. L'augmentation des différentes allocations CSG est aussi la preuve de notre compassion envers les travailleurs qui produisent la richesse nationale.

Troisièmement, l'augmentation de la pension de vieillesse à R 14 000 par mois à partir du 1^{er} juillet 2024, témoigne, encore une fois, de notre considération et reconnaissance envers nos aînés qui ont tant contribué pour bâtir la nation que nous sommes aujourd'hui. Il faut rappeler que la pension de vieillesse de base se chiffrait à seulement R 3 623 en 2014 avant que le peuple nous confie la gestion du pays. Nous avons donc augmenté cette pension de R 10 377, soit de 286,4 %. Jamais dans l'histoire de notre pays on a eu de telle augmentation.

M. le président, je dois dire que le temps maintenant a montré à la population que nous sommes allés au-delà de notre promesse de porter la pension de vieillesse de base à R 13 500. Les augmentations touchent aussi les autres bénéficiaires des pensions de base notamment les veuves, orphelins et les invalides.

Sans oublier que nos aînés âgés de 65 à 74 ans toucheront R 15 000 par mois ; ceux âgés de 75 ans jusqu'à 89 ans percevront R 16 500 par mois. Ceux âgés entre 90 et 99 ans toucheront R 24 210 par mois et les centenaires percevront R 29 210 par mois.

L'année prochaine, à partir de janvier, avec bien sûr la bénédiction de nos aînés et du peuple, nous augmenterons la pension de vieillesse de base à R 15 000 par mois. Les pensions pour les catégories 65 ans à 74 ans, 75 ans à 89 ans et 90 ans à 99 ans augmenteront à R 16 000,

R 17 500 et R 25 210, respectivement. Les centenaires toucheront alors R 30 210 par mois. Les Mauriciens savent, comme j'ai l'habitude de dire, 'parole donnée, c'est parole sacrée'.

Le Budget 2024-2025 fait aussi provision pour qu'un individu puisse déduire R 30 000 de sa déclaration d'impôt pour l'emploi d'une personne chargée de s'occuper de ses parents ou de ses grands-parents. Jamais aucun gouvernement auparavant n'a fait autant pour nos aînés. C'est un fait indéniable et nous en sommes très fiers.

Il faut aussi souligner que l'opposition PTr-MMM trouvait en 2014 qu'elle ne pouvait pas payer plus pour la pension de vieillesse. L'opposition PTr-MMM disait que la proposition de l'*Alliance Lepep* d'augmenter la pension de vieillesse à R 5 000 nécessiterait une hausse de 50 % de la TVA. On a prouvé que cette opposition faisait de la fausse propagande car, après notre victoire aux élections, la pension de vieillesse a bel et bien été augmentée comme annoncé, sans aucune hausse de la TVA.

Après les élections de 2019, cette même opposition est allée jusqu'à qualifier la hausse de la pension de vieillesse à R 9 000 de *bribe* électorale. Elle a porté l'affaire en Cour et même est allée jusqu'au *Privy Council* mais a été justement déboutée par ces Cours de justice. Voilà le traitement que l'opposition PTr-MMM a infligé aux personnes du troisième âge. Gare à la malédiction qui les attend au tournant !

Quatrièmement, M. le président, le Budget 2024-2025 favorise le recrutement des femmes avec un 'Prime à l'Emploi' de R 15 000 par mois. Les jeunes âgés de 18 à 25 ans bénéficieront d'un forfait d'internet mobile gratuit et auront accès à des emprunts sans intérêts de la Banque de Développement pour l'acquisition de matériels informatiques. De plus, nous augmentons les primes pour récompenser nos meilleurs athlètes qui font honneur au pays aux Jeux Olympiques et Paralympiques. Nous continuons à doter les villes et les villages d'infrastructures sportives pour favoriser l'épanouissement de nos jeunes.

En outre, M. le président, le Budget 2024-2025 répond aux attentes de chaque secteur socio-économique : les planteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les propriétaires de taxis, les entrepreneurs et j'en passe. Leurs commentaires d'appréciation d'ailleurs en témoignent.

Nous augmentons les subsides sur le riz, la farine, le gaz ménager à presque R 5 milliards. La bonbonne de gaz ménager de 12 kilos se vend désormais à R 190 alors qu'elle aurait dû se vendre à R 560. Sans ces subsides, le riz aurait coûté R 35 le kilo au lieu de R 10.80. Nous maintenons également le prix du pain maison à R 2.60 l'unité.

D'autre part, M. le président, nous démontrons, une nouvelle fois, notre considération pour les organisations religieuses et socio-culturelles qui jouent un rôle important à promouvoir les valeurs religieuses, culturelles et linguistiques pour plus d'épanouissement, de cohésion et d'harmonie intercommunautaire dans notre société arc-en-ciel. C'est donc en reconnaissance du travail formidable qu'elles abattent que nous augmenterons leurs subsides à R 200 millions contre seulement R 74 millions en 2014. Et là, nous sommes en train de travailler pour pouvoir accorder également des facilités pour que nos compatriotes de différentes communautés puissent effectuer des pèlerinages religieux.

M. le président, si l'opposition parlementaire trouve que ce budget est décevant, elle ne sait pas à quel point elle se ridiculise et se discrédite.

Les réactions objectives et sincères dans les rues constituent un véritable désaveu pour l'opposition, pour ne pas dire une claque magistrale.

C'est un budget qui donne satisfaction à l'ensemble de la population et inspire confiance dans l'avenir.

L'opposition parle de budget électoraliste qui fait « la bouche doux ». Si c'est un budget électoraliste, alors tous nos budgets ont été électoralistes car nous n'avons jamais cessé de soutenir la population, protéger son pouvoir d'achat et améliorer sa qualité de vie.

Contrairement à eux, surtout le Parti Travailleiste, nous agissons avec humanisme. Nous avons fait de l'autonomisation de nos compatriotes et l'avancement de la nation notre mantra quotidien. Pour nous, la priorité a toujours été le peuple. Eux, les travailleistes au pouvoir, se plaisaient à torturer le peuple – comme on disait à l'époque '*percer met sek*' – avec l'introduction de nouvelles taxes, la *National Residential Property Tax*. Savez-vous comment les gens appelaient cette taxe ? *Navin Ramgoolam Property Tax* !

La taxe sur les dépôts de nos compatriotes en banque et ils ont le culot – je ne vais pas répéter ce qui a été dit – l'honorable Dr. Gungapersad ! Je ne voulais pas citer son nom pour ne pas lui donner de l'importance mais allez voir – je ne sais pas en quelle année il est entré au Parti travailleiste – allez voir ce que le Parti travailleiste a fait dans le passé, l'honorable Gungapersad.

La taxe sur les SMS, la taxe sur les produits pétroliers due à leur *hedging* désastreux, la taxe sur les sociétés coopératives au service des planteurs, des éleveurs et des pêcheurs, s'il vous plaît. Pour faire quoi ? Pour donner des jackpots financiers à leurs copains dans les affaires et l'élite corporative.

D'ailleurs, M. le président, la situation qui prévalait avait été dénoncée, pas par nous, mais par un membre influent de leur propre entourage, en l'occurrence l'ancienne vice-présidente de la Commission pour la démocratisation de l'économie mise sur pied sous le gouvernement de l'Alliance dite Sociale. Je parle là de Nita Deerpalsing. Dans une lettre adressée à son Premier ministre, elle avait fustigé l'injustice que subissait la population en ces termes, et je cite –

“Since this government [the Labour government] took office, it has been a one-way street towards the economic elite in terms of handouts.”

Elle dit bien que le gouvernement d'alors ne se souciait guère de la population.

Les Mauriciens, j'en suis sûr, n'ont pas oublié comment un gouvernement travailliste avait mis fin à la distribution de pains dans les écoles. L'honorable Gungapersad, allez voir aussi comment ce gouvernement avait aboli les subsides sur les frais d'examens du SC et de la HSC.

Alors, il y a une grande différence de philosophie entre eux et nous. Si l'opposition PTr-MMM nous accuse injustement de faire « la bouche doux » – par injustement, je veux dire d'une façon démagogique – je dois poser la question : la population peut-elle comprendre que cette opposition PTr-MMM va faire « la bouche amère » si jamais elle arrive au pouvoir? C'est cela que les Mauriciens mettront dans la balance lors des prochaines élections générales.

L'opposition argumente que le gouvernement augmente les taxes pour financer le budget. Totalement faux ! Ni la TVA, ni l'impôt sur les revenus n'ont augmenté. Au contraire, avec le présent budget, ceux touchant jusqu'à R 30 000 par mois ne paieront aucune taxe et l'année dernière, avec la réforme fiscale effectuée, les contribuables paient moins de taxes. La classe moyenne en bénéficie pleinement. Parler d'augmentation de la taxe encore une fois relève d'une campagne de faussetés. Avec l'accroissement des activités économiques, il est tout à fait normal que les recettes fiscales soient plus importantes.

Concernant les reproches faites au gouvernement concernant la dépréciation de la roupie, je note que l'opposition a fait totalement abstraction de la pandémie du Covid-19 qui avait mis notre économie, comme je l'ai dit, à genoux et mis à sec l'entrée de devises dans le pays. C'est ce manque de devises qui a provoqué et qui a eu un impact négatif sur la valeur de la roupie. La situation s'améliore certes et la Banque de Maurice en tient compte évidemment. Mais, il n'y a pas eu de dépréciation volontaire de la roupie comme veulent faire croire certains membres de l'opposition contrairement à ce qu'on avait témoigné durant la période 2006-2009 sous un

gouvernement travailliste où la faible croissance économique était dopée par une dépréciation volontaire de notre monnaie. Cela peut être confirmé par les déclarations des économistes, y compris, M. le président, des économistes proches du Parti travailliste, dans les médias. Nombre d'articles et de commentaires avaient été faites à l'époque et on se souviendra surtout de la bagarre entre le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque Centrale de l'époque, l'un privilégiant une roupie faible et l'autre, une roupie forte.

Cette dépréciation massive et délibérée de la roupie sous l'ancien gouvernement avait provoqué une cascade d'augmentations de prix. Le peuple souffrait de la perte du pouvoir d'achat mais le gouvernement d'alors – travailliste – ne s'en souciait guère. Au lieu de soutenir la population, savez-vous, M. le président, ce qu'ils avaient fait? Ils avaient créé un mécanisme bidon pour trafiquer la compensation salariale, pénalisant ainsi cruellement les travailleurs et les familles mauriciennes. Le pouvoir d'achat n'était pas leur problème. Aujourd'hui, ils daignent se présenter en donneurs de leçon !

M. le président, nos réalisations depuis décembre 2014 anéantissent les campagnes mensongères de l'opposition sur la gestion du pays.

En 2019, avant la pandémie du Covid-19, Maurice avait rejoint la ligue des pays à revenu élevé après cinq ans de gestion exemplaire du gouvernement de l'*Alliance Lepep*. Durant et après la pandémie, mon gouvernement a été au chevet de notre économie. Nous avons osé et nous avons réussi à redresser la barre et enregistrer une reprise robuste comme l'a si bien dit le Fonds Monétaire International. Nous avons enregistré une croissance économique de 7 % en 2023 et la croissance pour 2024 est estimée à 6,5 %. Le taux d'inflation a baissé à 7 % en 2023 et est estimé à 4,9 % pour cette année.

Par ailleurs, il faut souligner que le taux de chômage a baissé de 9,2 % en 2020 à 6,1 % en 2023, le taux le plus bas depuis 1996. Le *Foreign Direct Investment* qui avait baissé à R 17 milliards en 2020 a atteint R 37 milliards en 2023.

M. le président, contrairement aux fausses affirmations de l'opposition, notamment du député Aumeer, le revenu mensuel moyen des ménages a augmenté de 51 % entre 2017 et 2023 pour atteindre R 55 600 alors que l'inflation cumulative pour la même période se chiffre à 31,7 %. Le revenu minimum va augmenter de R 9 000 en janvier 2018 à R 20 000 le mois prochain, soit une hausse de 122 % contre une inflation cumulative d'environ 33 %.

M. le président, permettez-moi de souligner que depuis décembre 2014, le gouvernement a constamment agi pour protéger et améliorer le pouvoir d'achat. Les revenus additionnels et les économies enregistrées par les familles mauriciennes grâce aux mesures de soutien en témoignent. Quelques chiffres donneront une indication de la portée financière des mesures prises et implémentées par le gouvernement –

- R 117,6 milliards en termes de compensation salariale uniquement ;
- R 108 milliards pour le paiement des pensions de base ;
- R 47,9 milliards pour le *PRB* 2016 et 2021 ;
- R 20,5 milliards en termes de subsides sur le riz, la farine et le gaz ménager ;
- R 12 milliards pour le transport gratuit des personnes âgées et des étudiants ;
- R 11,3 milliards déboursées sous l'allocation CSG ;
- R 2,5 milliards en termes de subsides sur les frais d'examens *SC* et du *HSC*.

Et j'en passe, M. le président.

C'est la raison pour laquelle je rejoins le ministre des Finances pour dire haut et fort que nous avons considérablement amélioré le pouvoir d'achat et le niveau de vie de nos concitoyens.

Eu égard aux critiques de l'opposition concernant le réalignement des salaires dans les secteurs public et privé suite au réajustement du salaire minimum, je confirme les propos du ministre du Travail pour donner l'assurance qu'un exercice est en cours au niveau des institutions concernées et prochainement, le réalignement des salaires sera une réalité.

M. le président, le ministre des Finances est venu, cette année encore avec des mesures pour propulser chaque secteur économique. Les opérateurs économiques ont d'ailleurs salué ces mesures.

Nous poursuivons avec les investissements pour moderniser les infrastructures et aménités publiques. Dans la même foulée, nous continuons à améliorer le climat des affaires et accélérons le processus, je dois dire, de digitalisation de l'économie et l'utilisation de l'intelligence artificielle. Ce budget vient encore avec une série de mesures ciblées à cet effet.

M. le président, le Budget 2024-2025 va permettre d'accentuer nos initiatives en vue de mitiger les effets néfastes du changement climatique sur notre territoire, notre peuple et

l'économie nationale, qui en souffre, d'ailleurs. L'introduction du *Corporate Climate Responsibility (CCR)* nous permettra de mobiliser les moyens pour mieux protéger notre écosystème terrestre et marin et avancer avec confiance sur notre agenda de développement durable. Le défi est certes colossal mais je suis convaincu, qu'ensemble avec la population, on parviendra à protéger notre environnement et ainsi apporter notre contribution à sauver la planète.

M. le président, en relation aux commentaires de certains membres de l'opposition concernant les courses hippiques et le Champ de Mars, je dois dire et je maintiens que la réforme, basée sur les recommandations de la Commission d'enquête présidée par le britannique Richard Parry, était impérative tellement la situation était pourrie, un ancien président du *Mauritius Turf Club* disait lui-même en 2014 que des multiples mafias opéraient dans le circuit hippique après neuf ans de règne du Parti travailliste. Depuis la réforme, il y a eu des avancées mais je constate que certaines pratiques controversées subsistent. Les multiples mafias ont certes été mises au pas mais elles résistent et nuisent encore. Nous agissons en conséquence.

Je dois aussi souligner que jamais, moi-même ou mon gouvernement n'a voulu écarter le *Mauritius Turf Club* de l'organisation des courses hippiques. Le *MTC* s'est exclu de par ses propres agissements en 2022, par la faute de son ancien président qui voulait que son club privé continue d'opérer comme un État dans un État, faisant du chantage son arme de prédilection. J'ai beaucoup à dire sur ce que moi-même, j'ai vu, j'ai témoigné et je connais. Ce n'est pas cette plateforme aujourd'hui, on va en parler plus tard.

Mais, pour la saison 2022, sa filiale *Mauritius Turf Club Sports & Leisure Ltd (MTCSL)* avait finalement organisé les courses conjointement avec le nouvel organisateur, *People's Turf (PLC)*. Mais, pour les saisons 2023 et 2024, même si la porte était toujours ouverte jusqu'au dernier moment pour le *MTCSL* et ensuite le *MTC Jockey Club Ltd*, ils ont choisi de s'exclure eux-mêmes et j'espère que la nouvelle filiale du *MTC* soumettra son application au moment venu aux autorités concernées pour organiser les courses à l'avenir.

Le message que je veux faire passer aujourd'hui est que tout organisateur des courses, quel qu'il soit, devra respecter les lois et les institutions concernées ainsi que les professionnels au service de ces institutions. Aucun écart ne sera toléré. L'État soutient déjà l'industrie hippique

en y injectant presque R 100 millions annuellement en finançant les différentes fonctions de la *Horse Racing Division*. Cela est un précieux acquis pour ce secteur.

M. le président, j'aborderai maintenant les secteurs et dossiers tombant sous ma responsabilité directe en tant que Premier ministre, ministre de la Défense, des affaires intérieures et des communications extérieures, ministre de Rodrigues, des îles éparses et de l'intégrité territoriale.

Mr Speaker, Sir, the safety and security of our citizens are of paramount importance and have always been high on the agenda of my Government. The 2024-2025 Budget provides significant allocations for strengthening our national security infrastructure. Investments in modernising our armed forces, enhancing cybersecurity, and improving intelligence capabilities are crucial in ensuring that our nation remains safe from all forms of threats and challenges.

The Mauritius Police Force has reviewed its strategy to better address the drug scourge, road fatalities and property crimes and come up with new measures to counter emerging threats to public order, trafficking in persons and disaster management.

To this end, the total provision allocated to the Police Force is being increased by more than 15 percent from Rs10.8 billion to Rs12.6 billion.

The Police Force has embarked on the implementation of an Automated Biometric Identification System estimated at around Rs110 million. An amount of Rs40 million has been provided in this budget for that project.

Moreover, to enhance effective maritime surveillance, joint operations, and policing at sea, a larger ship, that is, an offshore patrol vessel will be acquired. The ship will also provide outer island support in Agaléga as well as carrying out patrolling in the waters of the Chagos Archipelago.

A new Coastal Surveillance Radar System will be installed to ensure effective coastal surveillance and monitoring of movements of vessels. This project will be financed through a grant extended by the Government of Japan. Presently, a bidding exercise is being carried out by the Japanese Authorities for the procurement and implementation of the modern radar system.

Furthermore, the construction of the Mauritius Disciplined Forces Academy at Côte d'Or will provide a common training platform for the Police, Prison and Fire & Rescue Services. The project will also include new Police Headquarters. The project is being financed through an Indian Line of Credit.

The fleet of vehicles of the Police Force will be renewed to increase the operational capabilities of the Police Force and to that effect, a sum of Rs140 million has been provided.

It is also envisaged to recruit some 1,000 additional Police Officers, both male and female, during the next financial year to increase the number of front liners and also to be responsive to the growing public demands for Police service.

Mr Speaker, Sir, the sustainable development of Rodrigues has always been high on the agenda of this Government. An amount of Rs6.4 billion is being provided in the forthcoming financial year to modernise the economy of Rodrigues and to further improve the standard of living of its population. It is inclusive of an amount of Rs75 million from the Projects Development Fund for the construction of track roads and Rs40 million from the National Environment and Climate Change Fund for the implementation of several environmental projects on the island.

Government has taken note of the revised and updated ten-year Sustainable and Integrated Development Plan for Rodrigues and other related documents, namely the Tourism Development Plan for Rodrigues, the Physical Development Strategy, the Land Use Plan, and the short term Costed Action Plan for five years. Priority projects have been included in the budget for implementation during the financial year.

In order to address the enduring water shortage in Rodrigues, Rs1 billion is being invested and the Special Purpose Vehicle set up for that purpose, namely the Rodrigues Public Utilities Corporation, has already entered into an agreement with the Mauritius Investment Corporation for a first disbursement of Rs540 million.

Mr Speaker, Sir, the new runway project at Plaine Corail Airport is nearing its implementation phase. Government is in the process of signing a Loan Agreement of USD 184 million with the World Bank after securing a grant of 16 million euros from the European Union.

Government is maintaining the Special Rodrigues Holiday Package until September 2025. 113,246 persons have benefited from the scheme for the period July 2023 to April 2024, representing an amount of Rs78 million.

Additionally, 41,421 persons have benefited from the Subsidy on Airfare from Rodrigues representing an amount of Rs28 million. This scheme is also being renewed until September 2025.

Mr Speaker, Sir, Agaléga's socio-economic development has been ignored for a long time prior to January 2015, with little focus on the needs and expectations of its residents, resulting in them having only the basics for survival. With the construction and operationalisation of the new airstrip and jetty, totally financed by the Government of India, Agaléga is now ready to begin its transformative journey towards a new promising future for the Agalégans and their descendants.

The new airstrip and jetty will play a key role in the protection and safeguard of our vast Exclusive Economic Zone covering an extent of 2.3 million square kilometres.

I wish to seize this opportunity here to again extend my gratitude to the Government of India for its unwavering support in the development of Agaléga and also for the implementation of several other projects in our Republic.

A Masterplan for Agaléga is also being prepared at the level of my Office in consultation with Ministries concerned. The Masterplan will encompass different important elements which will not only bring more sustainable development on the islands but also improve the standard of living of the inhabitants thereat.

Mr Speaker, Sir, with regard to the Chagos Archipelago, it is a matter of regret that the recent talks with the United Kingdom have not yielded results as per our expectations. But that has not deterred us in our resolve to pursue the fight till we are able to complete our decolonisation process and effectively exercise our sovereignty over the islands. We remain committed to implementing a resettlement programme in the Archipelago. And as at now, I will refrain from making further comments on this issue because there is now a general election in the United Kingdom so let us wait, first of all, for the outcome of that general election. And then, of course, I will be making other comments with regard to this issue. But as mentioned in the

budget, visits will be organised to the islands to lay the ground work for a proper resettlement, and to that effect, a provision of Rs50 million has been made in the budget.

Mr Speaker, Sir, my Government will pursue with renewed vigour its relentless combat against the drug scourge. I wish to emphasise that the establishment of the High-Level Drugs and HIV Council under my chair, reflects Government's firm commitment to tackling the drug problem in a strategic and holistic manner.

From January 2015 to 30 May 2024 the total street value of drug seized is estimated at around Rs16.4 billion with 25,243 arrests for the same period.

The Commission of Inquiry on drug trafficking made some 390 recommendations, out of which 96% has already been addressed as at date. One of the recommendations was the setting up of the Financial Crimes Commission which brings under one roof the different agencies involved in combatting financial crimes and corruption. Another major milestone achieved through the implementation of these recommendations is the setting up of the Drug Users Administrative Panel to help deal with victims of substance abuse in a holistic way in order to break the cycle of dependence and enable these people to find their way back to society.

A National Campaign against Drugs, namely “*Unis Contre La Drogue*” was launched by my Office with the objective to mobilise and create awareness among the population on the dangers and the risks of drug use and to promote the prevention of drug abuse.

The National Drug Secretariat under my Ministry is currently planning the formulation of the forthcoming National Drug Control Master Plan with the collaboration of the United Nations Office on Drugs and Crime.

Mr Speaker, Sir, regarding the new Forensic Science Laboratory, I wish to inform the House that URC Construction Private Limited, an Indian company has been awarded the contract for its construction for the sum of around USD17.6 million. The project is being funded by a Line of Credit and Grant from the Indian Authorities. Works on site have contractually started on 29 November 2023 and are expected to be completed by September 2025.

The Forensic Science Laboratory is also in the process of implementing the Electronic Drug Case management, which will drastically reduce the turnaround time for generating reports of drug cases. A dedicated service for drug analysis has also been introduced, which allows for suspected drug cases to be analysed on a 24/7 basis.

Mr Speaker, Sir, the Department for Continental Shelf, Maritime Zones Administration & Exploration of my Office will pursue and consolidate its activities to securely and sustainably manage our Maritime Zones.

It will also continue to ensure that the Mauritius-Seychelles Joint Management Area is sustainably managed by fostering and undertaking Marine Scientific Research to advance ocean knowledge in the region.

Mauritius has set up a Centralised Ocean Observatory E-Platform. We are going to strengthen and consolidate the Ocean Observatory so that a larger community can benefit from such a facility to access geographical information pertaining to the marine environment.

The collaboration with the University of Stanford has proven to be instrumental in enhancing our capacity to carry out an inventory of the Mauritius Underwater Cultural Heritage (MUCH) and ensure its protection. Again, this Budget has provided funds for the Department to continue its survey of historical shipwrecks and contribute to the protection and promotion of our cultural heritage.

Mr Speaker, Sir, Government has been investing continually to improve the Mauritius Prisons Service.

During the current financial year, 139 Prison Officers have been recruited. Moreover, around 1,000 Prison Officers have been trained in diverse fields, such as Detainee Behaviour Management, Suicide Prevention, Human Rights, Convention Against Torture, Juvenile Management, Case Management, Drug Abuse Offences, and Occupational Health and Safety, among others.

Prison security has been reinforced in all prisons through the use of CCTV Surveillance cameras. Moreover, two Full Body Scanners, costing a total of around Rs10.6 million are

operational at the Grand River North West Remand Prison and the Eastern High Security Prison, since 13 December 2023 and 10 January 2024, respectively. Five Parcel Scanners, costing a total of around Rs7.8 million, have been installed, of which three are already operational at the Central Prison at Beau Bassin, the Eastern High Security Prison in Melrose and the Grand River North West Remand Prison. The remaining two Parcel Scanners installed at the Women Prison and New Wing Prison, Beau Bassin would be operational in a month's time.

Mr Speaker, Sir, the National Environment Cleaning Authority which falls under the aegis of my Office, is spearheading the national cleaning agenda through its cleaning and embellishment programmes with a view to keeping Mauritius green and clean. A commendable work is being done and the difference is visible on our road sides and public spaces.

The National Environment Cleaning Authority has embarked on a national sensitisation programme aiming at raising awareness among the younger generation on the impact of climate change and the importance of a green and clean environment. It is also in the process of implementing the One Million Tree Plantation Programme.

Funds have been provided to the Authority for the cleaning of all primary and secondary roads, motorways and lateral roads in towns and villages, 500 major public sites, 100 highly visited beaches and 500 kilometres of drains and watercourses, especially in high flood prone areas.

Mr Speaker, Sir, the Citizen Support Unit, which I launched a few years ago, has lived up to the expectations of our citizens. Out of 312,000 tickets registered on its portal, 91% have already been resolved.

On this side of the House, we are proud to say that we have walked the talk when it comes to putting our population at the core of development. Indeed, the CSU is facilitating access to public services and keeping the population informed with regard to Government policies and measures. It is also leading the *ANSAM KONT LADROG* campaign where many victims accompanied by their parents and grandparents are coming forward for help. CSU 2.0 will soon be a reality with more facilities and services in the pipeline.

Mr Speaker, Sir, let me now comment on the budgetary measures with respect to the aviation and port sectors. Our seaport and airport are catalysts for economic development. They equally play a critical role in putting us on the global stage. They connect us to the world.

An amount of Rs403.5 million is being provided to the Department of Civil Aviation for the proper discharge of its safety and security oversight responsibilities and obligations in line with the requirements of the International Civil Aviation Organisation. This includes the installation of a new electronic-Aeronautical Information Management System costing around Rs30 million which will improve consistency, integrity and usability of documents, resulting in enhanced safety and provision of real time digital Aeronautical Information Service.

Improvement in passenger service delivery at the Sir Seewoosagur Ramgoolam International Airport remains high on my agenda as it impacts on the image of Mauritius as a tourist destination. Following two site visits which I effected in August and October 2023, a number of observations were made and remedial actions are being taken to provide better services and enhance travellers' experience. In this respect, we shall also fast-track the implementation of the e-gate and e-passport projects.

My Government is equally strongly committed to invest in the modernisation and expansion of the port infrastructure and port operations with a view to improving productivity and transforming the Port Louis Harbour into a major transport logistics and maritime hub connecting Europe, Africa and Asia.

The inauguration of the Port Louis Cruise Terminal Building which necessitated an investment of Rs900 million reflects this commitment. It is expected that the Terminal will help Mauritius to position itself as a world class cruise hub in the region.

Moreover, the Mauritius Ports Authority is currently carrying out a Port Master Plan Study which will pave the way for new port development projects. The final report is expected next month.

With a view to improving port productivity and efficiency, a number of bold measures, enunciated in the Annex to the Budget Speech, will be implemented. These include –

- additional facilities and equipment at the Cargo Handling Corporation and the use of the Multi-Purpose Terminal for handling small feeder vessels, thereby allowing the Mauritius Container Terminal to accommodate bigger vessels;
- acquisition of 2 big Tugs, 4 small Tugs, 2 Super Post Panamax Cranes, 6 Rubber-Tyred Gantry Cranes, 20 Trucks and 20 Trailers over the next two years by the Mauritius Port Authority (MPA);
- development of the 56 hectares of reclaimed land at Fort William to provide additional space to potential operators;
- introduction of a booking appointment system for truck arrivals in collaboration with Customs and Port stakeholders to enable efficient scheduling and reducing wait times at the gates;
- enhancing coordination between all port stakeholders to facilitate seamless movements of containers between the Mauritius Container Terminal and the Multi-Purpose Terminal, thus reducing transit times and enhancing overall port connectivity;
- implementing digital solutions like automated container tracking systems and online documentation platforms to ensure transparency, reduce paperwork, and improve overall operational efficiency;
- minimising dwell time through the enhancement of yard management to create space capacity, and
- improving Vessel Turn Time by enhancing pilotage services and berthing manoeuvres and by optimising ship scheduling and coordination with vessel operators.

In addition, a feasibility study will be conducted with a view to exploring the possibility of developing a second seaport in the region of Mahebourg or Vieux Grand Port/Bois des Amourettes. An amount of Rs15 million is accordingly being earmarked for this study.

To reinforce security, the Ports Act will be amended to deter vessels from staying idle in the port for a period exceeding 6 months and address illegal parking of vehicles and trailers in the port area.

Mr Speaker, Sir, at the heart of the 2024-2025 Budget lies a profound dedication to social upliftment and economic advancement. We are investing in initiatives that enhance the quality of life for all citizens, ensuring that our nation progresses in a manner that is inclusive, equitable and sustainable. Our vision extends to building a robust and dynamic economy. This budget outlines strategic investments in infrastructure, technology, and innovation, designed to stimulate economic growth and create sustainable employment opportunities. By fostering an environment conducive to business and entrepreneurship, we aim to create more wealth and ensure our economy is resilient to global challenges.

The hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development deserves our heartfelt congratulations for preparing and presenting such a brilliant budget to the House. Well done Minister!

Our congratulations and thanks also go to the Financial Secretary Mr Dev Manraj who passed away after contributing to one of the best Budgets that our Republic witnessed, and, of course, to the dedicated staff of the Ministry of Finance.

M. le président, mon gouvernement aborde la fin de son mandat avec sérénité et confiance, pleinement satisfait de son bilan en dépit des crises successives que se sont dressées sur notre chemin. Je suis plus que jamais pleinement convaincu que nos compatriotes réalisent à quel point nous nous sommes dédiés à travailler dans leur intérêt pour que leur avenir et celui de leurs enfants soient meilleur. Nous avons fait la preuve de notre sérieux et de notre capacité à gérer le pays dans les pires des situations. Je suis également convaincu qu'aucun Mauricien responsable ne souhaiterait se lancer dans une aventure avec des politiciens démagogues de l'opposition qui ne proposent rien de nouveau sinon que des slogans creux, des promesses irréfléchies et un langage haineux. Je fais confiance à mes compatriotes et je sais pouvoir compter sur leur intelligence et sagesse quand ils seront appelés à prendre leur décision lors des prochaines élections générales. Je n'ai aucun doute que notre bilan et notre vision d'avenir ont convaincu et convaincront.

Ensemble, nous vaincrons. Parce que Demain est à Nous !

Merci.

Mr Speaker: Hon. Minister of Finance, your Budget, your time!

(3.55 p.m.)

The Minister of Finance, Economic Planning and Development (Dr. R. Padayachy):

M. le président, pour la cinquième et dernière fois de ce mandat, je me présente devant cette auguste Assemblée pour clôturer les débats qui ont suivi la présentation du Budget 2024-2025.

Au cours des cinq dernières années, la préparation et l'implémentation de budgets successifs à un moment historique pour le monde et pour Maurice, a été une tâche considérable pour le Gouvernement de l'honorable Pravind Kumar Jugnauth, les institutions publiques et l'ensemble des officiers à qui je tiens à rendre hommage aujourd'hui.

Le premier d'entre eux a été mon Secrétaire Financier. En ce jour, je voudrais rendre hommage à Dev Manraj qui nous a quitté hier soir après avoir consacré sa vie entière à la construction de notre jeune nation. Comme il aimait le souligner, il avait travaillé sous tous les Premiers ministres, et tous les ministres des Finances. Il était passionné par son travail, rigoureux et humain, libéral, social et surtout lumineux. Il était parmi les plus grands, pas simplement de par sa taille mais avant tout de par sa loyauté envers notre république.

Pendant 50 ans, il a été de tous les combats pour la population mauricienne. Il a été l'un des piliers de nos institutions et restera, dans notre mémoire nationale, un colosse qui inspire le respect. Un mentor pour beaucoup, il a été pour moi un appui infatigable. Pendant cinq ans, Dev m'a accompagné avec ferveur et engagement. Rendant possible la préparation et l'implémentation de chacun de mes Budgets, il a été présent jusqu'à la présentation du Budget ce vendredi 7 juin. Lors de notre dernière conversation ce week-end, nous avons parlé du Budget et de ces retombés. Il avait cet éclat dans les yeux qui illuminait son visage et nous tous autour. Aujourd'hui, je lui dis adieu et merci. Je présente mes sympathies à sa famille et à ses proches. Il nous manquera. Il me manquera.

M. le président, au moment de l'investiture de ce Gouvernement, en novembre 2019, nous étions loin de nous douter de ce qui se profilait à l'horizon. Jamais nous n'aurions pu anticiper la responsabilité qui nous serait donné d'amener notre nation vers de nouveaux sommets, alors que la terre entière s'apprêtait à être confrontée à la pire crise jamais vécue.

La suite de l'histoire, nous la connaissons tous. C'est celle de la Covid-19. Une catastrophe sanitaire qui a anéanti des millions de vies sur terre, détruit d'innombrables familles et mis un terme à des années et des années de progrès continu. Au niveau international, il est estimé que ce sont 3 années d'efforts vers l'éradication de l'extrême pauvreté qui ont été perdues.

L'ampleur de la pandémie, M. le président, ne doit pas être sous-estimée que ce soit en termes médical mais aussi économique et social. Selon la Banque mondiale, environ 97 millions de personnes supplémentaires vivent avec moins de 1,90 dollar par jour à cause de la pandémie. Ce à quoi s'ajoutent 163 millions de personnes supplémentaires qui vivent depuis avec moins de 5,50 dollars par jour.

La Covid-19 a ainsi fait tristement passer le taux de pauvreté mondial de 7,8% à 9,1%. Et pourtant, ici à Maurice, nous n'avons jamais fléchi dans notre détermination. Nous n'avons pas renoncé à la promesse que nous avons faite à la population lorsque nous nous sommes rentrés dans l'arène pendant les élections.

Nous avons pris l'engagement d'améliorer la qualité de vie des Mauriciens, de réduire les inégalités et de faire de Maurice un pays plus prospère, plus juste, plus moderne et plus sûr.

M. le président, si le mandat du gouvernement actuel a été marqué par des chocs externes d'une ampleur inimaginable, ce qui est resté constant, c'est notre vision à faire triompher la population. La réussite de Gouvernement, à cette période charnière de la grande histoire, tient dans le pacte de confiance scellée avec la population.

Plus de 90 % de la population éligible a été vaccinée avec succès dans un laps de temps extrêmement limité. C'est grâce aux efforts combinés des différents ministères, des opérateurs privés et de tous les citoyens mauriciens que nous sommes sortis de cette crise plus forts que jamais. Contre vents et marées, accroître notre résilience et notre attractivité a été notre priorité.

M. le président, ce gouvernement a fait le choix stratégique de se tenir aux côtés de sa population et de ses entreprises. Toute ma vie je me souviendrai de ce moment de bascule, un 20 mars 2020, où j'ai reçu l'appel d'un haut représentant du secteur privé m'annonçant que les salaires du mois ne pourraient pas être versés. Laisser les familles mauriciennes sans salaires à la fin du mois et les entreprises sans *cash-flow* n'était pas une option envisageable pour ce gouvernement. Nous sommes alors intervenus pour éviter que les moyens de subsistance de la population ne tombent à zéro du jour au lendemain. En 48h à peine, nous avons mis en place le *Wage Assistance Scheme* et le *Self-Employed Assistance Scheme*, qui ont bénéficié à plus de 500 000 personnes.

La Banque de Maurice, grâce aux réserves du pays, a également soutenu nos industries d'importance systémique par le biais de l'incorporation de la MIC. En allouant 32% de notre PIB au sauvetage du pays comme l'indique la Banque mondiale, nous avons ainsi évité les défauts de paiements, les faillites en cascade et une flambée du chômage. Nos efforts continus en faveur de l'intégration et de la résilience économique sont illustrés par le taux de chômage le plus faible depuis 27 ans enregistré l'année dernière. Nous avons adopté une approche centrée sur l'humain qui vise à protéger économiquement les groupes les plus vulnérables. Nous ne voulons pas que les plus démunis soient exclus du système. Nous avons fait le choix de mettre en œuvre des politiques qui favorisent l'inclusion, le progrès, le travail et la production.

M. le président, la présentation d'un budget national n'est pas un exercice en huis-clos, en isolation du monde extérieur. Je discuterai donc aujourd'hui de la direction que nous avons choisie, ici à Maurice, malgré tous les vents contraires de la conjoncture économique internationale. Ce budget est la somme des décisions que ce Gouvernement a pris au cours des 5 dernières années. Ce budget est l'aboutissement d'un travail de fond engagé sous le leadership de notre honorable Premier ministre. Ce budget est la somme de toutes nos actions, dont l'impact est considérablement plus grand que la somme de ses parties.

Alors avant d'entrer dans le vif du sujet et d'aborder les points soulevés au cours des débats, permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier tous les orateurs pour leurs interventions. Je voudrais en particulier remercier notre Premier ministre, l'honorable Pravind Kumar Jugnauth, pour sa vision humaniste, sa confiance invariable et son soutien indéfectible tout au long du mandat et jusque dans son discours d'aujourd'hui. Nous devons, moi le premier,

beaucoup à ce Premier ministre qui a complètement repensé le sens de l'action publique au service de la population. Alliant la grandeur d'esprit et la grandeur de cœur, il a fait du progrès social le bras armé de la croissance économique. Je voudrais également saluer l'ensemble de mes officiers, avec en tête de file, le Secrétaire Financier, Dev Manraj, qui a été un véritable roc à mes côtés durant ces 5 années de travail acharné.

J'en reviens aux débats budgétaires et salue les précieuses contributions de mes collègues ministres, des PPS et des parlementaires de la majorité pour leur engagement sans faille dans l'accomplissement de notre programme et la réalisation de nos objectifs. A tous ceux qui ont permis à notre pays d'avancer dans la bonne direction et de présenter un budget dont nous sommes fiers, je leur dis merci.

M. le président, les contributions de l'autre côté de l'Assemblée ont également été bien prises en compte. A mon regret, il aurait été dans l'intérêt du pays d'entendre des approches plus constructives, à l'exception de certains qui se reconnaîtront. Agiter le chiffon rouge sur l'inflation, la dette et la valeur de la roupie avec beaucoup d'amateurisme sinon de mauvaise foi a été leur seul rempart contre cette vague orange qui a produit les résultats escomptés. La plupart des membres de l'opposition se sont malheureusement lamentés de manière itérative sur des termes généraux sans aucune recommandation crédible ou analyse solide. Nous les avons patiemment écoutés, j'ose espérer qu'ils seront au moins capables de faire pareil aujourd'hui.

M. le président, dans la continuité de la philosophie de ce gouvernement, le Budget 2024-2025 est un budget d'union, d'inclusion et d'ambition. Aux antipodes de cette approche humaniste, l'opposition a tiré à boulets rouges, sans aucune retenue ni même honnêteté intellectuelle sur chacune des mesures en faveur de la population. Comme s'ils avaient fait mieux quand ils étaient au pouvoir. Ils avaient épousé les idées et les fondamentaux de l'ultra-libéralisme et de l'antisocial avec une violence ultime contre les travailleurs, mauriciens ou étrangers, contre les plus âgés, contre les plus démunis, contre les plus vulnérables, contre les orphelins, contre les invalides, contre les sans voix.

Oui, M. le président, ils avaient mis les travailleurs à genoux et ont inexorablement enrichi les puissants, sans une once de cœur ni de valeurs. Ils se sont érigés fièrement en défenseurs du darwinisme économique, fondé sur une soi-disant sélection naturelle entre ceux

qui réussissent et ceux qui échouent. Ils ont fait leur, les paroles du funeste discours de Bruges de Thatcher qui déclarait qu'entre les individus et la nation, il n'existe rien, en proclamant fièrement : « *Je ne sais pas ce que c'est que la société* ». Le déni de la société. Voilà ce qu'est le parti Travailliste.

M. le président, permettez-moi de rafraîchir la mémoire des honorables membres de l'opposition sur l'héritage qu'ils ont légué à la population après le départ du pouvoir en 2014. Savez-vous que la dette publique dont ils ne ratent pas une occasion de faire mention avait pourtant augmenté de 84% durant leur mandat? Oui, M. le président, vous avez bien entendu, 84% ! Et qu'ont-ils fait de cette dette ? Pensez-vous que cette dette a été contractée pour améliorer le quotidien des Mauriciens ?

Certainement pas ! La preuve en est avec leur bilan. Lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir en 2005, le taux d'épargne, *savings rate* était de 22,6%. À la fin de leur mandat en 2014 ce taux avait chuté à 13,8%, signe que les mauriciens s'étaient appauvris. Le taux d'investissement est passé de 21,5% du PIB en 2005 à 18,5% du PIB en 2014, signe que les entreprises avaient perdu confiance. Le taux chômage s'élevait à 7,8% en 2014 et le chômage des jeunes à 25,4%, signe que le manque d'opportunités d'emploi pour les Mauriciens les a poussés à quitter le pays. Le fameux *brain drain* dont ils sont à l'origine. Les réserves officielles en devises étrangères n'étaient que de 3 milliards de dollars soit une maigre couverture d'import de 6 mois, signe de la faillite de leur gestion économique et monétaire.

M. le président, c'est ici même dans cet auguste Assemblée qu'on nous a taxés de favoriser la consommation. Saviez-vous que la croissance travailliste était une croissance portée presque uniquement par la consommation ? En 2014, la consommation représentait 87,3% du PIB. Et que dire de leur fameuse politique de roupie surévaluée? Sinon qu'elle n'a fait qu'accroître l'inflation. L'on se souvient qu'en 1980 alors que le dollar était à 7.60 roupies, l'inflation était, tenez-vous bien, de 42% ! La roupie artificiellement forte n'a nullement permis de contenir l'inflation car elle provoque un déséquilibre économique. Car, à ma connaissance, seule une poignée de mauriciens déjà fortunés possède un intérêt personnel pour une roupie surévaluée. Ce sont ceux qui pensent en dollars américains ou livre sterling plutôt qu'en roupies mauriciennes.

Ce sont ceux qui pensent en dollars américains ou livre sterling plutôt qu'en roupies mauriciennes. Je vous le concède, ils sont aussi peu nombreux qu'égoïstes. Ce diktat de la roupie artificiellement forte a pourtant été mis en joue à de maintes reprises.

Je le répète, une roupie surévaluée n'a de sens que pour *les happy few* qui achètent des Rolls Royce en Angleterre. Ce n'est rien d'autre qu'une politique économique et monétaire ultra-libérale, inégalitaire et déséquilibrée. Beaucoup de rapports, à commencer par ceux du FMI, ont indiqué que la surévaluation de la roupie était un risque pour l'économie mauricienne. Et ils avaient raison car c'est bien cette politique économique et monétaire qui a apporté l'inflation.

Oui, M. le président, l'inflation n'a jamais été aussi élevée que sous les travaillistes et les arguments qu'ils ont avancés sont la raison même pour laquelle ils ont été laissés dans l'opposition pendant une décennie. Incohérents, inconsistants et démagogues. Permettez-moi de faire un voyage dans le passé et de rappeler à tous ce qu'ils ont fait. Montrons ce qu'ils nous ont légué après 10 ans de pouvoir –

- Le pain maison, qui était à 1,35 roupies en 2005, avait doublé pour atteindre 2,70 roupies en 2014.
- La farine, qui était à 5,50 roupies par kg en 2005, avait augmenté de plus de 113 % pour atteindre 11,70 roupies par kg en 2014.
- Le gaz, dont le prix était de 214 roupies pour la bonbonne de 12 kg en 2005, avait augmenté de plus de 54 % pour atteindre 330 roupies en 2014.
- Le lait en poudre, dont le prix était de 100 roupies par kg en 2005, avait augmenté de plus de 108 % pour atteindre 210 roupies en 2014.
- Les lentilles, dont le prix était de 12,70 roupies en 2005, avaient augmenté de plus de 106 % pour atteindre 26,10 roupies en 2014.
- Le riz ration, qui coûtait 7 roupies par kilo, avait augmenté de 54 % pour atteindre 10,80 roupies en 2014.
- Les *dry-noodles* dont le prix était de 4,40 roupies en 2005, avaient augmenté de 67 % sous le régime travailliste pour atteindre 7,32 roupies en 2014.

- Le bœuf congelé, qui était à 124 roupies par kg en 2005, avait augmenté de plus de 93% pour atteindre 240 roupies en 2014.
- Le mouton congelé, qui était à 151 roupies par kg en 2005, avait doublé pour atteindre 307 roupies en 2014.
- Le poulet congelé, dont le prix était de 67 roupies par kg en 2005, avait plus que doublé pour atteindre 142 roupies en 2014.
- Le bœuf frais, j'en ai plein, dont le prix était de 183 roupies par kg en 2005, avait augmenté de 107 % pour atteindre 379 roupies en 2014.
- Le poisson congelé, qui était de 75 roupies par kg, poisson la perle en 2005, avait augmenté de plus de 129 % pour atteindre 172 roupies en 2014.
- Le poisson salé, le snoek, avait augmenté de 88 %, passant de 146 roupies en 2005 à 276 roupies en 2014.
- Les sardines, dont le prix était de 15 roupies en 2005, avaient augmenté de 66% pour atteindre 25 roupies en 2014.
- Le thon, qui était à 14,5 roupies en 2005, avait augmenté de plus de 210 % pour atteindre 44,9 roupies en 2014.
- L'huile de cuisson, qui coûtait 30,8 roupies par litre en 2005, avait augmenté de plus de 66 % pour atteindre 51,3 roupies en 2014.
- Les petits pois, dont le prix était de 15,05 roupies en 2005, avaient augmenté de plus de 125 % pour atteindre 33,85 roupies.
- Le prix du sel est passé de 10,43 roupies pour un demi-kilo en 2005 à 15,4 roupies pour un demi-kilo en 2014, soit une augmentation de 47 %.
- Le prix du fromage était de 39 roupies à l'époque, en 2005, il avait augmenté de plus de 76 % pour atteindre 68,9 roupies en 2014.
- Le prix du sucre, alors là, nous qui fabriquons le sucre, été passé de 5,08 roupies par kg en 2005 à 30,20 roupies par kg en 2014, soit une augmentation de plus de 494 %.

- Le prix de l'essence, M. le président, qui était de 25 roupies à leur arrivée au pouvoir en 2005, avait doublé pour atteindre 49,50 roupies en 2014.
- Le prix du diesel, qui était de 17,25 roupies en 2005, avait atteint 41,17 roupies en 2014, soit une augmentation de 140 %.

M. le président, à l'époque, de nombreux employés gagnaient moins de 1 500 roupies par mois, il n'y avait pas de salaire minimum, pas de revenu garanti, pas d'allocations mensuelles aux ménages et les compensations salariales étaient bien maigres.

170 roupies de compensation en 2006, avec une inflation de 8,9%. Qui dit mieux ? Eux-mêmes, M. le Président ! 135 roupies de compensation en 2007, avec une inflation de 8,8%. Imaginez la vie de nos travailleurs et de nos pensionnés confrontés à de fortes augmentations des prix des produits de base sans aucune raison apparente, sauf celle d'appauvrir les plus pauvres. De nombreux membres de l'opposition ont pourtant, dans leur discours cette semaine, parlé du coût de la vie et de la qualité de vie des mauriciens en 2024. Entre 2006 et 2014, qu'ont-ils fait ? Ils avaient créé une inflation de plus de 62%. Leur mantra de la roupie surévaluée, qu'a-t-il apporté de positif aux mauriciens ? Je me le demande encore. Je le répète alors que le pays n'était confronté à aucune crise, l'ancien gouvernement avait créé une inflation de plus de 62 %. Rendez-vous compte ! Ils resteront dans l'histoire comme le régime qui a engendré le plus haut niveau d'inflation cumulée. 20 points de pourcentage de plus que l'inflation mondiale à l'époque ! Tel est leur héritage.

Rappelons-nous aussi, M. le président, lorsque le taux d'intérêt directeur de la Banque de Maurice, le *repo rate* était de 9,25 % et que le *Prime Lending rate* était de 12,25 %. Une période sombre de l'histoire économique mauricienne, qui a empêché de nombreux mauriciens d'accéder à la propriété. Je parle ici de cette politique économique restrictive, qui a fait en sorte que les familles et les ménages n'aient pas la possibilité de financer entièrement leur maison à l'aide d'un prêt immobilier. Les foyers vulnérables et ceux de la classe moyenne devaient trouver jusqu'à 30%, voire plus, du coût de la maison sous forme de capital et d'épargne, pour prétendre à l'obtention d'un prêt.

De nombreuses familles n'ont pas été en mesure de le faire et ont vu leurs rêves partir en fumée. Mais ceux qui étaient au pouvoir à l'époque trouvaient cela tout à fait normal. Ils

préféraient des taux d'intérêt élevés, des politiques restrictives en matière de prêts aux ménages et une roupie artificiellement et injustement forte.

Certains responsables publics étaient fiers d'annoncer –

« Nous ne sommes pas là pour sauver des emplois. « Nous ne sommes pas là pour sauver les canards boiteux. Nous devons trouver de nouvelles sources de productivité pour rendre le pays viable en tant qu'économie. Nous devons trouver notre voie dans un environnement qui a complètement changé. Ce message ne s'adresse pas uniquement à nos exportateurs. C'est aussi un message pour nos travailleurs. Ils sont en effet habitués à recevoir une subvention salariale annuelle, que leur employeur gagne de l'argent ou non. Ils veulent aussi recevoir un coup de pouce sous la forme d'un ajustement de salaire. »

Il poursuivait en déclarant –

« Profitons de cette crise pour revoir beaucoup de choses que nous faisons et la manière dont nous les faisons ».

Et comment ? Qu'avaient-ils en tête ? Le démentiement de notre *welfare state* ? La suppression de l'éducation gratuite ? Des pensions universelles ? De la santé gratuite ? Ce sont les mêmes qui aujourd'hui disent devant nous que rien dans ce Budget n'a été fait pour préserver ou améliorer le pouvoir d'achat des ménages. Et ce, alors qu'ils ont fait tout l'inverse pendant leur douloureux passage au pouvoir entre 2005 et 2014.

M. le président, nous, de ce côté de la Chambre, sommes portés par l'accomplissement du devoir et la réalisation de la mission qui nous a été confiée. Nous prônons une économie du travail, de la productivité et de l'inclusion. Une économie de l'humain. Une économie qui apporte du bien-être et de la satisfaction à tous les Mauriciens. Une économie qui ne favorise pas les importations sans raison apparente, sauf celles d'appauvrir les Mauriciens vulnérables et ceux de la classe moyenne. Alors oui, M. le président, je le dis haut et fort, à une économie de l'importation, je prône une économie de la production. À une économie de la roupie surévaluée, je prône une économie de la roupie juste. À une économie du moins-disant, je prône une économie du mieux-disant. À une économie de *jobless growth*, je prône une économie du plein emploi. À une économie déséquilibrée, je prône une économie dynamique. À une économie du favoritisme des élites, je prône une économie de justice sociale. À une économie ultralibérale, je

prône une économie progressiste. À une économie de l'entre-soi, je prône une économie de la bienveillance. À l'économie du parti travailliste, je prône l'économie de Pravind Kumar Jugnauth. C'est une économie qui croit en chaque Mauricien, qui donne à la population la possibilité de prospérer, de s'épanouir, de rêver. Oui, M. le président, de rêver plus grand pour soi, pour ses enfants et ses petits-enfants car Demain est à nous.

M. le président, avec humilité et reconnaissance, nous avons été profondément touchés par l'accueil que la population, de tous bords et de toutes classes, a réservé à ce Budget. Il me vient à l'esprit les sincères mots de remerciements que j'ai pu recevoir ce week-end même sur le terrain quant à –

- l'introduction d'un revenu minimum garanti à 20 000 roupies par mois;
- la hausse du montant de la *Child Allowance* à 2 500 roupies par mois pour les enfants de 0 à 3 ans ;
- l'introduction de la *School Allowance* à 2 000 roupies par mois pour les enfants de 3 à 10 ans ;
- la mise à disposition d'un package mensuel de data mobiles pour les 18-25 ans ;
- la double revalorisation des pensions de base à 14 000 roupies puis à 15 000 roupies dès le 1^{er} janvier 2025 ou encore,
- l'introduction de l'Allocation d'égalité des chances de 2 000 roupies par mois pour les foyers vulnérables.

Des mesures qui changent la vie, des mesures qui donnent du sens à la vie. Au travers du Budget 2024-2025, les travailleurs, les personnes âgées, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les malades, tous ont reçu le soutien et l'attention qu'ils méritent de la part de ce gouvernement. Leur confiance est notre plus beau faire-valoir.

M. le président, les opérateurs économiques et les représentants de la société civile n'ont pas été en reste et nous les remercions de leur soutien suite à la présentation du Budget 2024-2025. Permettez-moi de citer quelques-unes des réactions recueillies depuis.

M. Reaz Chuttoo, Confédération des Travailleurs du Secteur Privé a déclaré, je cite –

« *C'est un budget qui fin address a ban demand mais surtout ban grand defi societe et global. Ena ban mesure kin encadre l'economie de nous pays dans bocoup ban secteur* ».

D'ailleurs, selon l'article du Defi en date du 9 June 2024, les réactions des syndicalistes ont été les suivantes –

« Qu'il s'agisse de Reez Chuttoo, de la Confédération des travailleurs des secteurs privé et public, de Vinod Seegum, président de *l'All Civil Service Employees Federation*, ou de Deepak Benydin, président de la *Federation of Parastatal Bodies and Other Union*, tous sont unanimes à reconnaître que « les travailleurs étrangers, quelle que soit leur nationalité, contribuent à l'avancement de l'économie » ».

Du côté de la MCCI, selon le Mauricien du 08 Juin 2024, M. Charles Harel, Président de la Chambre de Commerce, se réjouit des annonces au sujet de la main d'œuvre, du climat des affaires et des incitations pour le secteur manufacturier, incluant *l'Export Development Council* et autres mesures annoncées pour soutenir les exportations et diversifier les marchés. Il salue également l'abolition du ratio dans le recrutement des travailleurs étrangers pour certains secteurs et les mesures pour promouvoir l'économie circulaire et l'énergie renouvelable.

M. Julien Audibert, vice-président de l'Association of *Mauritian Manufacturers*, fait état de satisfaction puisque l'AMM avait proposé l'introduction de dix boutiques pour les produits Made in Moris, proposition qui a été retenue et annoncée dans le Budget. Il trouve tout aussi positif le fait de reconnaître les entreprises de recyclage comme des entreprises manufacturières.

Pour ce qui est du patronat, M. Kevin Ramkaloan, *CEO de Business Mauritius*, a parlé de budget globalement satisfaisant. S'attardant sur la mesure autour de la création d'un fonds pour l'adaptation climatique, il parle d'une démarche nécessaire, inscrite dans une stratégie économique de développement durable à long terme. Il a déclaré, je cite –

« C'est une collaboration publique-privée importante, et on devra s'assurer que cette mesure porte ses fruits en renforçant les capacités du pays vers le changement climatique. »

Le président de Business Mauritius note aussi un –

« ... alignement avec la communauté des affaires sur certaines priorités nationales, notamment en ce qu'il s'agit du changement climatique, du *ease of doing business* et de la main d'œuvre ».

Pour M. Anil Currimjee, les mesures d'investissements annoncées sont donc pertinentes. M. Daniel Essoo, CEO de la *Mauritius Bankers Association*, a lui aussi expliqué que plusieurs mesures suggérées ont été incluses dans le discours du budget, incluant le *Centralized KYC* pour les étrangers et les incitations à l'investissement. Il salue au passage le développement d'un marché obligataire qui va « dynamiser le secteur financier ».

M. Dominique de Froberville, président de la *Mauritius Export Association*, trouve lui aussi qu'une grande partie des mesures annoncées va permettre d'améliorer la croissance dans le secteur des exportations. Il a parlé dans les meilleurs termes du renouvellement des *Schemes* existants et de l'*Export Development Council*. Mme Lilowtee Rajmun-Jooseery, Directrice de la MEXA, souligne qu'au sein de MEXA, les mesures annoncées dans ce secteur sont accueillies favorablement. L'introduction des « *Manufacturing regulations* » est également saluée.

Plus encore, *Mauritius Finance* note avec satisfaction l'annonce de la mise en place d'un nouveau mécanisme par la *FSC* pour réduire les délais dans le traitement des nouvelles demandes de licences. L'organisme accueille aussi favorablement les amendements apportés à la loi régissant les actifs virtuels. Selon son *CEO*, M. Samade Jhummun –

« Le Ministre des finances a annoncé une série de mesures pour diversifier l'offre du secteur des services financiers, notamment avec l'accélération de la transition vers l'économie numérique et capitaliser sur des produits financiers à haute valeur ajoutée. »

M. le président, voilà quelques témoignages recueillis en guise d'introduction à la clôture de budget qui prend à la fois la forme d'un bilan quinquennal et d'un nouveau projet dans la continuité de ce mandat pour plus de prospérité, de croissance et d'emploi. J'en viens donc à l'aspect économique, et aux principaux indicateurs. Ces dernières années ont été marquées par des défis importants, qui ont mis à l'épreuve notre résilience et exigé une action décisive. Malgré les crises, je suis fier d'appartenir à un gouvernement qui a donné la priorité à sa population.

Malgré les crises, je suis fier d'appartenir à un Gouvernement qui a donné la priorité à sa population, un Premier ministre qui pense à son peuple en premier. En soutenant le pouvoir d'achat des Mauriciens, en portant une politique du plein emploi et en favorisant un environnement économique dynamique, nous avons surmonté ces obstacles avec une force remarquable.

Nous avons enregistré des taux de croissance élevés du PIB de 8,9 % et 7,0 % en 2022 et 2023, et un taux de croissance de 6,5 % est prévu pour 2024. Cela se traduit par une augmentation significative de notre produit intérieur brut, estimé à 880,3 milliards de roupies en 2024-2025, contre 798,5 milliards de roupies cette année. Cela signifie aussi une économie florissante en passe de devenir une économie de 1 000 milliards de roupies d'ici 2030. Cet objectif dépend en partie de la promotion d'un environnement favorable aux entreprises, de l'attraction d'investissements toujours plus importants et de l'adéquation de notre main-d'œuvre.

M. le président, l'investissement total a augmenté de 30,9 % en 2023, contre 7,8 % en 2022, suite à une croissance de 20,3 % de l'investissement privé et de 73,5 % de l'investissement public. De plus, les entrées des IDE pour 2023 se sont élevées à 37,0 milliards de roupies, dépassant le précédent record de 33,5 milliards de roupies enregistré l'année précédente. Pour 2024, nous prévoyons que les IDE, le *FID*, dépassera les 40 milliards de roupies. En sus, les exportations de biens et de services ont elles augmenté de près de 9 % en 2023 pour atteindre 347 milliards de roupies.

En outre, le taux de chômage à la fin de 2023 s'élevait à 6,1 %, contre 6,8 % à la fin de 2022, soit le taux le plus bas depuis plus de 25 ans. Des initiatives gouvernementales telles que la "Prime à l'Emploi" et le "Revenu Minimum Garanti" ont manifestement augmenté l'employabilité des jeunes. Nous nous engageons en outre à promouvoir l'inclusion en renforçant la participation des femmes et des personnes handicapées à la main-d'œuvre, ce qui se traduira par un niveau d'emploi actif encore plus élevé.

Enfin, la lutte contre l'inflation, et j'y reviendrai en détail dans quelques instants, a donné des résultats positifs. Le taux global de 10,8 % en 2022 diminuera à moins de 6% en 2024.

M. le président, il ne fait aucun doute que notre économie est sur une pente ascendante. Et nous avons pleinement tiré parti de cette dynamique pour avancer au pas de course vers notre objectif d'une société plus inclusive. Promouvoir notre philosophie humaniste nous a permis de veiller à ce que les fruits du progrès soient redistribués de manière juste et équitable entre les Mauriciens.

Et je vous en donne la preuve. Le revenu mensuel moyen des ménages a augmenté de 89 % entre 2012 et 2023, passant de 29 421 roupies à 55 600 roupies. Le revenu mensuel médian disponible des ménages a plus que doublé depuis 2012, passant de 21 850 roupies à 45 000 roupies en 2023. La proportion de ménages gagnant moins de 10 000 roupies par mois a, dans cette dynamique diminuée, passant de 14,4 % en 2012 à 0,7 % en 2023, soit 53 280 ménages en 2012 à 2 500 ménages en 2023.

M. le président, permettez-moi de comparer l'excellente performance de l'économie mauricienne à ce qui s'est passé dans le reste du monde. La croissance du PIB mondial en 2023 est estimée à 3,2 % par le FMI et à 2,6 % par la Banque mondiale, et devrait se poursuivre au même rythme en 2024. Nos performances nationales dépassent de loin ces chiffres, ainsi que la moyenne régionale pour l'Afrique subsaharienne, à environ 3% de croissance, et les économies avancées à environ 1,5 %. Pour l'avenir, les deux institutions prévoient que Maurice maintiendra sa forte trajectoire de croissance, surpassant les tendances mondiales et régionales au cours des trois prochaines années.

En ce qui concerne notre déficit, les déficits budgétaires mondiaux se sont creusés en 2023 alors que celui de Maurice a diminué. En moyenne, les pays ont enregistré des déficits de 5,5 % du PIB, soit une augmentation de 1,6 point de pourcentage. A l'opposé, le déficit budgétaire de Maurice a baissé à 3,9 % du PIB au cours de l'année fiscale 2022-2023 et devrait continuer de diminuer à 3,4 % du PIB au cours de l'année fiscale 2024-2025.

La dette publique au niveau international a également augmentée, atteignant une moyenne mondiale de 93,2 % du PIB, soit une hausse de 2 points de pourcentage. Cette tendance devrait se poursuivre, les projections du FMI suggérant que la dette mondiale pourrait approcher 100 % du PIB d'ici 2029. Au milieu de ces déficits et dettes en augmentation dans le monde, Maurice fait figure de bon élève. Le ratio de la dette du gouvernement sur le PIB n'a cessé de diminuer. Il

est passé de 69,7 % du PIB en juin 2023 à 65,4 % en juin 2024, et devrait encore baisser à 63 % d'ici la fin de la prochaine année fiscale.

A l'avenir, notre stratégie de consolidation fiscale est de continuer à donner la priorité à la croissance et à la résilience. Nous sommes le premier Gouvernement à avoir pris le sujet de la baisse du ratio de la dette au sérieux. La rigueur en matière de consolidation fiscale post-Covid a été une constante dans notre action. J'y reviendrai aussi dans quelques instants.

M. le président, en évaluant le rapport 2024 au titre de l'article IV, les administrateurs du FMI se sont félicités de la forte reprise économique de Maurice après la pandémie, qui a été portée par la politique de soutien des autorités. En outre, ils ont salué le nouveau cadre de politique monétaire, qui a contribué à contenir les pressions inflationnistes. De plus, le FMI a aussi salué le renforcement du cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et ont encouragé la poursuite de ces progrès conformément aux engagements de ce Gouvernement.

Le rapport 2024 au titre de l'article IV a également noté que l'inégalité et d'autres indicateurs sociaux à Maurice se sont améliorés, portés par une croissance robuste et des programmes sociaux publics. Les services du FMI ont aussi indiqué que le chômage a reculé pour atteindre son niveau le plus bas depuis des décennies et que l'écart de production est presque comblé. Le FMI a ainsi déclaré que la Prime à l'Emploi est un pas dans la bonne direction pour augmenter la participation des femmes au marché du travail.

Enfin, le rapport du FMI au titre de l'article IV souligne un autre aspect positif : celui de la structure de la dette de Maurice. Il s'attend à ce qu'elle reste favorable, la majeure partie de la dette étant financée au niveau national et assortie d'échéances plus longues. Il indique donc que le risque de tensions souveraines à Maurice est atténué par une composition favorable de la dette en termes de devises et d'échéances. Comme ces chiffres en attestent, nous avons mis en place l'écosystème adéquat pour permettre à nos secteurs de prospérer.

Les mesures budgétaires 2024/2025, comme l'ont souligné à juste titre mes collègues ministres, donneront une nouvelle vigueur à toutes nos industries existantes et nouvelles, revitalisant ainsi notre économie pour un avenir toujours plus prometteur. Je ne peux pas non

plus omettre l'un des aspects les plus importants de ce Budget : la lutte contre le changement climatique. Nous introduisons la *Corporate Climate responsibility* de 2 % des bénéfices pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions de roupies.

Cette contribution sera investie dans un fonds pour le climat et la durabilité nouvellement créé, le *Climate and Sustainability Fund*, pour soutenir les initiatives nationales visant à protéger, gérer, investir et restaurer l'écosystème naturel du pays pour lutter contre les effets du changement climatique. Notre plan prévoit notamment la restauration de plus de 26 kilomètres de côtes et la remise en état de 30 zones dégradées.

M. le président, économie, environnement mais aussi protection sanitaire et sociale ont été mis au diapason à l'occasion du Budget 2024-2025. Nos concitoyens Mauriciens méritent de meilleurs soins de santé, et c'est pourquoi notre engagement à rendre les soins de santé plus abordables et plus accessibles à tous les Mauriciens qui en ont besoin n'a pas faibli.

Pour l'exercice en cours, les mesures budgétaires sont manifestement axées sur l'équité face aux maladies graves, notamment le cancer, pour toutes les générations. C'est une mesure audacieuse que de voir l'engagement affiché en faveur de l'amélioration de soutiens aux soins de santé, en particulier pour les populations vulnérables comme les enfants. L'extension de la couverture des soins pédiatriques contre le cancer jusqu'à l'âge de 25 ans et l'élimination des obstacles financiers aux traitements à l'étranger pour les affections graves sont des mesures importantes.

Ces initiatives permettent aux jeunes patients de recevoir des soins complets sans avoir à supporter de charges financières. Car la santé ne devrait pas être seulement réservée à ceux qui en ont les moyens.

Car nous, contrairement à l'opposition, nous savons défendre les droits et le pouvoir d'achat des Mauriciens. M. le président, ils ne comprennent pas vraiment ce qui est entendu par pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat désigne la capacité financière d'acheter des produits et des services, et M. le président, il s'agit en ce sens de la relativité des revenus par rapport aux dépenses.

Permettez-moi donc de faire une comparaison de l'évolution des indicateurs relatifs au pouvoir d'achat qui mettrait en lumière l'évolution du niveau de vie. En 2006-2007, le revenu disponible mensuel moyen par ménage était de 19 083 roupies, tandis que les dépenses de consommation mensuelles moyennes des ménages s'élevaient à 14 301 roupies, soit une possibilité d'épargne d'à peine 4 782 roupies par mois. En 2023, le revenu disponible mensuel moyen par ménage était de 55 600 roupies, tandis que les dépenses de consommation mensuelles moyennes des ménages s'élevaient à 41 890 roupies, soit une possibilité d'épargne qui a presque triplé, à 13 710 roupies par mois.

Ceci est la conséquence directe des mesures que ce gouvernement a introduites ces dernières années pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix, qui existe oui mais que nous avons largement compensée. Les augmentations des pensions de base, les allocations CSG, les compensations salariales et les réformes fiscales ont permis à chaque Mauricien d'être plus aisé qu'il ne l'a jamais été.

Permettez-moi de rappeler à l'Assemblée le sort en 2006 qui était auparavant réservé à un retraité qui avait pourtant passé toute sa vie à contribuer au progrès de la nation. Lorsque le *Basic Retirement Pension* était de 2 365 roupies par mois. Lorsque les dépenses moyennes en produits alimentaires étaient de 5 068 roupies pour le ménage mauricien moyen, et de 3 179 roupies pour les ménages mauriciens vivant dans une pauvreté relative.

M. le président, la pension de retraite de base ne suffisait même pas à couvrir les dépenses alimentaires. « Marche ou crève », voilà le peu de soin que ce gouvernement travailliste leur avait accordé. Aujourd'hui, je suis fier de voir ce Gouvernement porter cette même pension à 15 000 roupies par mois au 1^{er} janvier prochain. Il s'agit d'une augmentation historique de 534,76 % par rapport aux années précédentes. Il ne s'agit pas seulement d'une augmentation en nombre, mais d'un reflet de notre respect et de notre engagement à l'égard des personnes âgées, mais aussi des handicapés, des orphelins et des veuves.

Les bénéficiaires des pensions de base ne sont pas les seuls à avoir vu leurs conditions améliorées. Nous avons veillé à ce que les fruits de la croissance économique soient équitablement répartis entre les membres de la population active.

La compensation salariale de cette année a été la plus élevée jamais accordée par un gouvernement, avec un minimum de 1 500 roupies et un maximum de 2 000 roupies supplémentaires par mois. Entre 2005 et 2014, la compensation salariale versée par le Gouvernement travailliste oscillait entre 135 roupies et 420 roupies, la plupart des employés recevaient moins de 200 roupies pour compenser les taux d'inflation élevés.

En effet, M. le président, sur l'année fiscale 2006-2007, le taux d'inflation était de 10,7 %. Un travailleur gagnant moins de 3 000 roupies – car oui, à l'époque, M. le président, certains travailleurs gagnaient moins de 3 000 roupies – recevait au maximum 261 roupies de compensation par mois. Selon leur théorie, c'était une compensation juste et si on avait donné une compensation plus élevée, cela aurait entraîné une spirale inflationniste. Et ils osent parler de préserver le pouvoir d'achat des ménages ?

En 2014, 216 000 ménages, soit 57,7% de notre population, avaient un revenu inférieur à 25 000 roupies. Ils ont reçu une compensation salariale de 300 roupies. 300 roupies, M. le président.

Comme vous vous en souvenez, c'est sous la direction de l'honorable Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth, que le salaire minimum a été introduit. Aujourd'hui, nous accordons un Revenu Minimum Garanti de 20 000 roupies. Un ouvrier à plein temps, qui gagnait environ 3 000 roupies à l'époque, gagne aujourd'hui 20 000 roupies, auxquelles s'ajoutent d'autres allocations telles que la *Maternity Allowance*, *Child Allowance* et la *School Allowance* pour les jeunes parents. Cela montre clairement comment ce gouvernement a amélioré la vie de nombreuses familles mauriciennes.

De même, M. le président, en 2007, un couple de la classe moyenne en activité avec un enfant handicapé percevait un revenu mensuel moyen de 19 083 roupies et bénéficiait d'une pension d'invalidité de base de 2 130 roupies. Aujourd'hui, ce même ménage perçoit un revenu total de 58 000 roupies par mois, compte tenu du niveau des salaires, de la *Basic Invalid's Pension* de 15 000 roupies et de l'aide supplémentaire pour les enfants à handicap scolarisés de 3 000 roupies par mois.

M. le président, ce budget place le bien-être du peuple mauricien au centre de ses préoccupations. Nous nous attaquons de front à la pauvreté et à la vulnérabilité, en donnant la priorité à ceux qui en ont le plus besoin.

Commençons par le fondement de notre filet de sécurité sociale : les pensions. Les pensions de base – retraite de base, d’invalidité et de veuvage – ont considérablement augmenté, passant de 5 450 roupies en 2017 à 13 500 roupies en avril de cette année. Ce budget renforce encore ce filet, en augmentant les pensions de base à 14 000 roupies par mois en juillet et à 15 000 roupies en janvier 2025. Cela permettra à nos citoyens les plus vulnérables – les personnes âgées, les veuves, les invalides et les orphelins – de vivre dans la dignité.

Nous luttons sans relâche contre la pauvreté et les inégalités. L'allocation mensuelle minimale de subsistance, introduite en 2016, a été progressivement augmentée pour atteindre 1 500 roupies dans ce budget. En outre, le nouveau *Poverty Reduction Fund* a été créé pour éliminer la pauvreté et réduire les inégalités dans ce pays. Sur la même lancée, les ménages gagnant moins de 20 000 roupies par mois, je pense notamment aux *Self-Employed*, recevront une allocation d'égalité des chances mensuelle de 2 000 roupies, ce qui leur permettra de répondre à leurs besoins de base.

M. le président, de ce côté de la Chambre, nous reconnaissons l'importance d'un salaire décent. C'est le Gouvernement de Pravind Kumar Jugnauth qui a introduit, en plus du salaire minimum, le revenu minimum garanti de 15 000 l'année dernière. En janvier 2024, nous avons porté ce montant à 18 500 roupies. Et dans ce budget, le Revenu Minimum Garanti a été augmenté à 20 000 roupies, apportant un soulagement financier bien nécessaire pour les personnes à faibles revenus.

Les honorables Assirvaden et Dr. Gungapersad disent eux-mêmes que 20 000 roupies représentent 3 mois de ration. En portant le revenu minimum garanti à 20 000 roupies, c'est ce Gouvernement qui fait en sorte que chaque employé reçoive au moins 3 mois de ration chaque mois. Telle est notre philosophie et nous sommes fiers de ce que nous avons fait pour notre population.

Cette augmentation du Revenu Minimum Garanti, prise en charge par le Gouvernement, est soutenue par l'*Income Allowance*, une structure à plusieurs niveaux ayant été mise en place avec des allocations revues à la hausse de –

- 3 000 roupies pour ceux qui gagnent moins de 20 000 roupies,
- 2 500 roupies pour ceux qui gagnent moins de 25 000 roupies,
- 2 000 roupies pour ceux qui gagnent moins de 30 000 roupies, et de
- 1 500 roupies pour ceux qui gagnent moins de 50 000 roupies.

L'opposition peut bien prétendre que ces mesures ne sont pas viables, il n'en n'est rien.

M. le président, les fruits de cette politique économique humaniste a engendré plus de progrès et d'équité. Une étude menée par Maurice Stratégie montre une importante baisse du coefficient Gini, estimé à 0,304 en 2022, par rapport à un indice de Gini estimé à 0,414 en 2014. Pour rappel, le coefficient de Gini avait augmenté de 0,371 en 2005 à 0,414 en 2014, indiquant une hausse significative des inégalités sur cette période.

Que l'opposition le veuille ou non, les faits démontrent que l'inégalité de revenus a clairement baissé sous le Gouvernement de l'honorable Pravind Kumar Jugnauth.

M. le président, à les entendre parler, les membres de l'opposition parlent de la protection des plus vulnérables comme d'un péché capital. Pour eux, la réduction des inégalités est un gros mot, un anathème. C'est peut-être leur philosophie, mais ce n'est pas la nôtre. Et nous en sommes fiers. L'opposition fait croire que rien n'a été fait pour la classe moyenne. Permettez-moi justement de rappeler à l'Assemblée ce que nous avons fait pour la classe moyenne. Alors que l'opposition remet sans cesse en question notre capacité à soutenir les personnes à revenus moyens, elle ne doit pas oublier que c'est ce gouvernement qui a pris l'initiative audacieuse de revoir le système d'imposition injuste des revenus d'avant sur la période 2006-2014 afin de les rendre plus progressif.

Le revenu minimum pour qu'un individu sans personne à charge soit soumis à l'impôt sur le revenu est désormais de 30 000 roupies. Dans ce budget, nous avons également introduit la *School Allowance* qui, nous le savons, contribuera à alléger la charge financière des parents

d'enfants de moins de 10 ans. Permettez-moi également d'attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que le revenu moyen des ménages a plus que doublé en dix ans, passant de 25 663 roupies en 2012 à 53 037 roupies en 2023. Cela démontre une amélioration substantielle du niveau de vie, avec une augmentation cumulée des revenus de 106,7%, nettement supérieure à l'inflation cumulée de 44,6% sur la même période.

M. le président, l'accession à la propriété est le rêve de nombreux ménages, et notamment de la classe moyenne. Nous pensons que les taux d'intérêt élevés ne doivent pas pénaliser le rêve des jeunes ménages. Nous avons donc redoublé d'efforts pour rendre l'accès à la propriété plus abordable grâce au *Home Ownership Scheme* et au *Home Loan Scheme*, avec un remboursement de 5% du montant du prêt, ce qui a profité à plus de 24 000 ménages.

Conscients des couts liés à la jeune enfance, nous avons introduit la *Child Allowance*, qui fournit une allocation mensuelle pour les enfants jusqu'à l'âge de trois ans. Ce budget prévoit une augmentation de 25% de cette allocation, qui passe à 2 500 roupies par mois.

En outre, une nouvelle allocation de maternité de 2 000 roupies par mois sera versée pendant neuf mois, à partir du troisième trimestre de la grossesse. Ces mesures garantissent le bien-être des enfants et des mères au cours des étapes cruciales de leur développement.

M. le président, le développement et l'avenir de nos enfants sont le fondement d'une société prospère. À compter du 1er juillet 2024, une allocation mensuelle de 2 000 roupies sera versée pour les enfants âgés de 3 à 10 ans. Cette mesure permettra d'alléger la charge financière des familles et de favoriser l'accès aux ressources éducatives.

Là où nous voyons le verre se remplir pour les Mauriciens, et notamment pour les plus vulnérables et la classe moyenne, l'opposition fait semblant de voir le verre se vider. Leur analyse de la dette en est un autre stupéfiant exemple.

Je vais maintenant élaborer sur le sujet et remettre une bonne fois pour toutes les pendules à l'heure. M. le président, comme l'adage le dit, qu'ils balayent devant leur porte avant de vouloir donner des leçons d'économie à d'autres.

Lorsque l'opposition était aux commandes, ils ont toujours créé des dettes, et la dette n'a cessé d'augmenter d'année en année. Ils n'ont jamais eu de budgets équilibrés. Ils n'ont jamais

présenté un budget excédentaire. Les budgets ont toujours été déficitaires. Les déficits, sous l'ère Travailliste, ont atteint des niveaux très hauts alors qu'aucune crise ne justifiait leur laxisme budgétaire. Pas de crise, pas de covid-19, pas de fermeture des frontières, et pourtant en 2006, ils affichaient un déficit de 4,7 %, et l'année suivante de 3,8 % en plus.

M. le président, l'opposition ne cesse de parler du niveau d'endettement en volume et de la dette pour chaque enfant né comme la plus grande des calamités. S'ils souhaitent jouer à ce jeu, jouons-y complètement. La dette sous le régime travailliste de 2005 à 2014 a augmenté de plus de 84%. Ils osent parler de dette, alors qu'ils ont eux-mêmes augmenté la dette de chaque citoyen de plus de 100 000 roupies !

Mais surtout, nous ne pouvons pas parler uniquement de la dette, nous devons également parler de la richesse créée pour chaque enfant né. Alors comparons ce qui est peut l'être. En dix ans, entre 2006 et 2014, le PIB par habitant, c'est-à-dire la richesse nationale par citoyen, a augmenté de 136 868 roupies. C'est honorable, mais nous avons fait bien mieux. Durant notre mandat, et malgré la plus grave crise, nous avons créé 245 572 roupies supplémentaires de richesse pour chaque citoyen, le PIB par habitant est aujourd'hui de 563 006 roupies pour chaque citoyen, contre 306 237 roupies en 2014. En dollars, le PIB par habitant est passé de 9 058 dollar en 2014 à 12 973 dollar en 2024.

M. le président, plus encore, parlons d'un enfant né le 1er juillet 2024 et dont les parents ouvrent un compte *Savings* à sa naissance pour y déposer les allocations enfance et scolarité du gouvernement. Il bénéficiera de la *Child Allowance* de 2 500 roupies pendant 3 ans et d'une *School Allowance* de 2 000 roupies de 3 à 10 ans. À l'âge de 10 ans, l'enfant aura, y compris les intérêts accumulés, une somme de plus de 349 000 roupies sur son compte bancaire. 349 000 roupies à l'âge de 10 ans grâce au Gouvernement Jugnauth, vous avouerez que ce n'est pas mal du tout !

Poursuivons le développement de cet enfant jusqu'à la majorité. À ses 18 ans, en laissant simplement fructifier cette somme sur un compte *Savings* et en y ajoutant le montant de l'*Independence Scheme*, la somme totale disponible sur son compte bancaire sera de plus de 500 000 roupies. Oui, M. le président, un demi-million de roupies à 18 ans. De quoi démarrer sa vie d'adulte avec de beaux projets en tête. Un terrain, une maison, des études, une entreprise.

Chaque enfant né aujourd'hui aura donc un patrimoine de 500 000 de roupies à l'âge de la majorité. Telle est la réalité de ce que ce gouvernement et c'est le Premier ministre actuel qui a pu le rendre possible.

M. le président, les investissements sociaux prévus dans le Budget 2024-2025 vont encore jouer en faveur de la croissance économique. L'augmentation des dépenses publiques, tant récurrentes qu'en capital, devrait contribuer de manière significative à la croissance du PIB. L'analyse d'impact économique et social de Maurice Stratégie prévoit un taux de croissance du PIB nominal de 13,4 % et un taux de croissance du PIB réel de 7 % pour l'exercice 2024-2025.

L'augmentation des dépenses récurrentes du gouvernement de 25,7 milliards de roupies, stimulera la demande globale, entraînera plus de consommation et d'investissement, créera plus d'emplois, et *in fine* ajoutera jusqu'à 1,8 point de pourcentage à la croissance du PIB pour l'exercice 2024-2025.

Les mesures sociales annoncées, notamment l'augmentation des pensions de base, la *Child Allowance*, la *School Allowance*, la *Maternity Allowance* et l'*Income Allowance*, devraient contribuer à hauteur de 1 point de pourcentage au PIB, sur les 1,8 point de pourcentage, générant ainsi 7,06 milliards de roupies supplémentaires pour l'économie grâce à son effet multiplicateur.

Dans le même temps, la consommation augmentera de 2,3 points de pourcentage, le tourisme de 1,9 point de pourcentage, l'investissement privé de 1,6 point de pourcentage, l'exportation de services hors tourisme de 1,5 point de pourcentage, l'investissement public de 0,6 point de pourcentage et les exportations de biens de 0,5 point de pourcentage.

L'augmentation de 9,5 milliards de roupies des dépenses en capital du gouvernement devrait aussi ajouter jusqu'à 2,0 points de pourcentage à la croissance du PIB pour l'exercice 2024-2025.

Les dépenses en capital, qui comprennent les investissements publics dans les infrastructures. Elles renforcent la capacité de production de l'économie, améliorent l'efficacité et facilitent l'activité économique en réduisant les coûts de transport, en augmentant la connectivité et en attirant les investissements privés. Ce qui a un impact positif à la fois à court et à long terme.

L'augmentation des dépenses courantes et des dépenses en capital contribuera largement à accroître les recettes fiscales, qui devraient s'élever à 210,5 milliards de roupies. A la lumière de ces indicateurs, il est clair que de ce côté de la Chambre, nous tirons parti d'une économie florissante pour en redistribuer les fruits à juste escient. Et cela au profit de toute la population. De tous les citoyens de notre République qui méritent notre reconnaissance et notre respect.

M. le président, battant d'un revers de main l'abaissement moral de ne vouloir plaire qu'aux *happy few*, ce gouvernement est le gouvernement de tous les Mauriciens. Inconditionnel, absolu et universel, notre engagement est à l'image du triple impératif Kantien –

« Agis de telle sorte que la maxime de ton action puisse être érigée par ta volonté en une loi universelle ;

Agis de telle sorte que tu traites toujours l'humanité en toi-même et en autrui comme une fin et jamais comme un moyen ;

Agis comme si tu étais à la fois législateur et sujet dans la république des volontés libres et raisonnables. »

M. le président, ils font aujourd'hui de beaux discours, mais que reste-t-il de leur passage aux fonctions ? Où était l'honorable Dr. Gungapersad, lorsque les subsides sur les examens du SC et du HSC avaient été supprimés ? Lorsque les enfants même les plus brillants devaient quitter l'école et ne pas concourir aux examens de la SC et de la HSC par manque de moyen ? Où était l'honorable Dr. Boolell, lorsque l'inflation avait atteint le niveau historique de 42% en 1980 sous le régime travailliste ? Où était l'honorable Assirvaden, lorsque durant les toutes premières années du mandat travailliste, de 2006 à 2014, le prix du pain maison avait doublé, que le prix de la farine avait augmenté de près de 150 %, que le prix du riz avait augmenté de plus de 50 % et celui du gaz de 52 % ? Où était l'honorable Shakeel Mohamed, lorsque le taux de chômage avait augmenté de plus de 8 % au cours des dernières années avant la fin du mandat des Travaillistes ?

La participation des femmes à la population active était en baisse et les jeunes représentaient plus de 2 chômeurs sur 5. Il était sans doute trop occupé à préparer la prochaine loi sur le travail, pour permettre de *hire and fire* sans justifications.

Où était l'honorable Osman Mohamed, lorsque le revenu moyen par habitant de notre population était de 5 157 roupies en 2007, que certains employés ne touchaient que 1 500 roupies, voire moins, et que les retraités ne recevaient que 2 635 roupies par mois? 19 % de la population alors était considérée comme pauvre. Alors que ces gens étaient dans le besoin, il a fermé les yeux.

Où est aujourd'hui le MMM, qui luttait jadis contre ces politiques, contre l'ultra-libéralisme et la protection des riches contre les plus démunis ? Ils ont critiqué l'ex-premier ministre et leader du Parti Travailliste. Aujourd'hui, où sont-ils? A leurs côtés.

An hon. Member : *Frer !*

Dr. Padayachy : Ils ont commis une trahison vis-à-vis de la population et des idées progressistes. En 2024, quelle honte d'entendre la jeunesse du MMM, que représente l'honorable Joanna Bérenger venir dans cette auguste Assemblée pour adhérer aux vues de la jeunesse Travailliste et de l'honorable David sur les pauvres travailleurs étrangers.

Ne sont-ils pas humains ? Ne devraient-ils pas être autorisés à travailler ? N'ont-ils pas contribué au développement de Maurice ?

Car, M. le président, l'humanisme ne se négocie pas. L'humanisme se donne, sans concession. Jamais il ne se reprend. Il est notre fil conducteur. Il est notre cap infatigable. Il est notre raison d'être et de devenir. Il se conjugue au passé, au présent et au futur.

Et avec la confiance du peuple mauricien, nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous n'appauvrirons pas les plus vulnérables comme l'avait fait le parti Travailliste en surévaluant artificiellement la roupie au détriment de la production locale.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous n'abandonnerons pas les personnes âgées, les invalides, les orphelins et les veuves comme l'avait fait le Parti Travailliste en leur donnant les miettes du gâteau avec une pension à 3 643 roupies.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous ne créerons pas un terrain favorable à la montée des inégalités comme l'avait fait le Parti Travailliste en octroyant le fameux *stimulus packages* qui n'a servi qu'à enrichir les riches.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous n'arracherons pas le pain de la bouche des écoliers comme l'avait fait le Parti Travailliste en voulant leur confisquer ce dû.

Mais nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous continuerons d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages en apportant un soutien financier concret par des allocations et une compensation salariale conséquente.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous continuerons à soutenir les personnes âgées, les invalides, les orphelins et les veuves en augmentant le montant des pensions.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous continuerons à réduire les écarts de revenus en garantissant un Revenu Minimum qui permet de subvenir aux besoins de base.

Nous, gouvernement de tous les Mauriciens, nous continuerons à faire réussir les écoliers en leur offrant une scolarité et des examens gratuits. Ceci est la promesse que nous faisons à la population.

M. le président, au travers de ce Budget :

Nous protégeons la population.

Nous lui donnons les moyens de prospérer et de réussir.

Nous lui redistribuons les fruits du labeur collectif.

Nous lui offrons les opportunités dont elle a été trop longtemps privée.

Nous rétablissons ainsi l'équité, au nom de la solidarité, du progrès et de la justice sociale.

Sur ces mots, je vous remercie pour votre attention, remercie le Premier ministre pour son soutien inestimable, la majorité parlementaire pour son engagement sans faille et la population pour sa confiance immuable.

C'est pour moi une immense fierté de servir les citoyens de la République sous la direction de l'honorable, Pravind Kumar Jugnauth qui m'a accordé sa totale confiance et m'a confié la responsabilité du développement économique du pays.

Mr Speaker, Sir, I now commend the Bill to the House.

Question put and agreed to.

Bill read a second time and committed.

At 5.13 p.m. the Sitting was suspended.